Fondation de la France Libre

FEMMES CONTRE LE TOTALITARISME
Actes du colloque

Numéro 68

Revue de la Fondation de la France Libre - Juin 2018

Sommaire

Revue d'information trimestrielle de la Fondation de la France Libre
Parution : Juin 2018
Numéro 68

En couverture :

L'allégorie de la Liberté, dessin publié en 1940 en couverture des premiers numéros de La France Libre, *revue éditée à Londres par André Labarthe et Raymond Aron. Ce dessin reproduit un détail du* « départ des volontaires en 1792 ou la Marseillaise », *sculpture de François Rude (1784-1855) dressée sur l'un des piliers nord de l'Arc de Triomphe de l'Étoile (coll. Fondation de la France Libre).*

© Fondation de la France Libre

La Vie de la Fondation

Le mot du président 1
Le 18 juin à Paris 1
La réunion des délégués 2
Les conférences de la Fondation 3
Les activités de la Fondation 3

Histoire

Actes du colloque Femmes contre le totalitarisme
Mot d'accueil 4
Prologue 4
Introduction 6

Résistance
Aron 6
Les manifestations de ménagères : une forme de contestation au quotidien dans la France de Vichy 8

Controverses sur le totalitarisme
Être une femme de « *droite* » et syndicaliste à la Belle Époque 10
Une économiste contre le totalitarisme : le cas Marcelle Pommera 11
L'œuvre de Bat Ye'or et sa réception 13
Un aperçu des débats : première séance 13
Comment identifier le totalitarisme ? 14

Témoignage
Khmers rouges : un tiers de la population décimée 15

Communisme à l'Est
Anna Walentynowicz, une révolutionnaire anti-socialiste ? 19
Les femmes dans la rébellion polonaise 19
On ne plaisante pas chez les communistes 20
Épilogue 22
Un aperçu des débats : seconde séance 23

Culture 24

In memoriam 27

Carnet 32

Dans les délégations 33

N° commission paritaire : 0217 A 056 24
N° ISSN : 1630-5078
Reconnue d'utilité publique (Décret du 16 juin 1994)
RÉDACTION, ADMINISTRATION, PUBLICITÉ :
16, cour des Petites-Écuries – 75010 Paris
Tél. : 01 53 62 81 82 - Fax : 01 53 62 81 80
E-mail : sylvain.cornil@france-libre.net
VERSEMENTS : CCP Fondation de la France Libre
Paris CCP La Source 42495 11 Z
Prix au N° : 5 Euros
Abonnement annuel : 15 Euros

Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement la présente publication – loi du 11 mars 1957 – sans autorisation de l'éditeur.

MISE EN PAGE, IMPRESSION, ROUTAGE :
Imprimerie GROUPE PRENANT - 01 49 59 55 55 - www.prenant.fr
Dépôt légal 2e trimestre 2018
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Général Robert BRESSE
RÉDACTEUR EN CHEF : Sylvain CORNIL-FRERROT

© « BULLETIN DE LA FONDATION DE LA FRANCE LIBRE ÉDITÉ PAR LA FONDATION DE LA FRANCE LIBRE »

Le mot du président

Ubu maire…

Sainte-Terre, paisible commune de Gironde, vient de traverser une guerre picrocholine déclenchée par un maire aussi zélé qu'ignorant.

L'objet de l'ire de cet édile fut l'initiative d'un de ses administrés d'arborer un drapeau tricolore orné de la Croix de Lorraine !

S'il n'appartient pas à notre Fondation de statuer quant à la matérialité des faits reprochés au dangereux délinquant incriminé, elle ne peut accepter que l'emblème de la France Libre soit en quoi que ce soit mis en cause sous des prétextes pour le moins fallacieux.

Aux yeux du déclarant – de guerre –, arborer un emblème tricolore orné d'une Croix de Lorraine serait une manifestation scandaleuse d'un nationalisme étroit, exclusif de l'autre, en l'occurrence le migrant.

J'ai vainement cherché dans les sources sur quoi notre édile avait étayé ses certitudes.

J'ai tout d'abord interrogé l'inventeur… l'amiral Émile Muselier. Il avait répondu par anticipation que l'idée lui était venue de choisir la Croix de Lorraine pour, d'une part, différencier ceux qui refusaient la collaboration de ceux qui l'acceptaient ou s'en accommodaient, d'autre part, opposer cette croix à la svastika nazie.

Je me suis ensuite souvenu d'un autre Français Libre, Romain Gary, inventeur d'une formule souvent reprise : *« Le patriotisme, c'est l'amour des siens. Le nationalisme, c'est la haine des autres »*.

J'ai enfin constaté, sur les images d'archives, la fierté avec laquelle les jeunes enthousiastes rejoignant les Forces françaises de l'intérieur (FFI) arboraient fièrement pour tout uniforme un brassard tricolore orné d'une Croix de Lorraine. Tout ceci m'a rempli de consternation. Comment un homme exerçant des responsabilités estimables et rassembleuses peut-il s'égarer à ce point ?

Réduire à une manifestation de rejet de l'autre un symbole derrière lequel se sont rassemblés des dizaines de milliers de nos aînés, originaires de tous les milieux, représentant tous les courants de pensée ou de foi, venus de tous les continents, un symbole qui les a entraînés à tout risquer pour libérer la France, est tout simplement indigne…

Général Robert Bresse

Le 18 juin à Paris

Yvette Buttin-Quelen, secrétaire générale de la Fondation, Michel Judde, trésorier général, et Mme Jacqueline Uslar, fille de Louis René Casanova, responsable d'un comité de la France Libre à Caracas, déposent la gerbe de la Fondation aux pieds du monument aux morts de la France Libre (cliché Yves Ropars).

La Fondation de la France Libre commémorait, en ce lundi 18 juin 2018, le soixante-dix-huitième anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle. Pour l'occasion, le président de la Fondation avait adressé, à chacun des préfets et des directeurs des services départementaux de l'ONACVG, le message de la Fondation, destiné à être lu lors des cérémonies.

La journée de commémorations a commencé à 11 heures au Mont Valérien, en présence du président de la République, qui a ravivé la flamme du Mémorial de la France Combattante.

Minute de silence après le dépôt des gerbes de la Ville de Paris et de la Fondation (cliché Yves Ropars).

Puis, à l'appel de la Fondation, un rassemblement s'est tenu, à 16h15, au pied de la statue de la France Libre, érigée sur l'esplanade du palais de Tokyo, pour un dépôt de gerbes à la mémoire des morts des Forces françaises libres.

La réunion des délégués

Le mercredi 28 mars 2018, la Fondation tenait à son siège parisien la réunion annuelle de ses délégués. Après l'ouverture de la séance, le président a demandé d'adjoindre, à la traditionnelle minute de silence à la mémoire de nos camarades décédés dans l'année, une pensée pour le colonel Arnaud Beltrame, à qui était rendu, au même moment, un hommage officiel, dans la cour d'honneur de l'hôtel national des Invalides.

Propos introductif du général Robert Bresse, président de la Fondation, devant les délégués présents (cliché Sylvain Cornil-Frerrot, coll. Fondation de la France Libre).

Après ce moment de solennité, le président fait une présentation de l'état de la Fondation. Conformément aux prévisions de l'année précédente, le portefeuille financier a produit de très bons résultats en 2017. En ce qui concerne le patrimoine immobilier, la modernisation du parc est achevée, et l'ensemble des appartements sont loués.

Sur le plan historique, la Fondation prépare en 2018 la commémoration du 75e anniversaire de la campagne de Tunisie, qui devrait prendre la forme d'un pèlerinage, prévu à l'automne, sur le site des combats au Djebel Garci et à Takrouna et à la nécropole d'Enfidha. Elle organise également, pour décembre, un hommage à René Cassin, Henri Laugier et Pierre Mendès France, trois Français Libres qui ont contribué à la rédaction et à l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre 1948 au palais de Chaillot.

Comme en 2017, le siège a rédigé un message de la Fondation en prévision des célébrations du 18 juin. Un exemplaire sera adressé aux délégués, aux préfectures et aux services départementaux de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerres (ONACVG).

Intervention de Christophe Bayard, le vice-président. À sa gauche, le général Robert Bresse et Michel Judde (cliché Sylvain Cornil-Frerrot, coll. Fondation de la France Libre).

Pour sa part, le vice-président, en charge des délégations, rappelle les missions des délégués et les moyens à leur disposition. Les unes et les autres sont dans le *« guide du délégué »* réalisé par la Fondation l'an dernier et joint au dossier des participants de la réunion. Plusieurs délégations ont vu le jour, durant cette année : Gibraltar, Hong-Kong, les Pays-Bas, ou sont en cours de création : Calvados, Souvenir des Cadets de la France Libre et Mémoire de la 1re DFL. D'autres sont réactivées.

Intervention de Michel Judde, le trésorier général (cliché Sylvain Cornil-Frerrot, coll. Fondation de la France Libre).

Le cycle de conférences mensuelles se poursuit au siège de la Fondation. Cet effort, signale à ce sujet le vice-président, peut utilement être poursuivi dans le reste de la France par les délégués, comme en témoigne la rencontre avec Georges Ménage, organisée par la délégation du Souvenir des marins de la France Libre à Paimpol le 21 avril 2018. Il les invite également à rechercher activement de nouveaux participants et à développer le recueil d'archives auprès des anciens Français Libres ou de leurs familles.

En outre, la réunion a permis de présenter le thème 2018-2019 du concours national de la Résistance et de la Déportation : *« Répressions et déportations en France et en Europe, 1939-1945. Espaces et histoire »*, qui sera piloté par la Fondation pour la mémoire de la Shoah, sous l'autorité de l'inspecteur général Tristan Lecoq, président du jury national des correcteurs.

De son côté, le trésorier général présente le projet de modification du règlement intérieur de la Fondation, auquel sera ajouté un article consacré spécifiquement aux délégations territoriales et thématiques. Il décrit ensuite les obligations inhérentes à chacune de ces deux composantes de la Fondation, en matière de participation aux activités de la Fondation et de recherche de financement, ainsi que les conditions de remboursement de leurs frais.

Après ces différentes interventions, le président donne la parole aux délégués. Un square doit être baptisé au nom de René Gatissou à Saint-Germain-en-Laye. Une stèle va être érigée en hommage au colonel André Salvat, héros de Bir Hakeim, à Perpignan. Enfin, une exposition sur Jean Moulin est prévue le 27 mai en Haute-Savoie. Frédéric Bentley, délégué à la Mémoire des FAFL, a retrouvé 800 noms d'aviateurs qui ne figurent pas sur la liste Écochard et travaille à un projet de stèle à la mémoire des aviateurs disparus en mer, qui devrait être apposée sur le territoire d'une commune en bord de mer ; la liste compte pour l'instant 121 noms.

Michel Bouchi-Lamontagne, délégué au Souvenir des marins de la France Libre, souhaiterait que le site de la Fondation puisse abriter une base de données consacrée aux FNFL. Jacques Dieu, délégué de l'Allier, fait un vœu similaire concernant les agents du réseau Gallia.

Après cette séance, les délégués se retrouvent autour d'un cocktail à la Fondation puis d'un repas dans un restaurant voisin.

La rédaction

FERMETURE ESTIVALE

La Fondation de la France Libre fermera ses portes pour **les congés estivaux du vendredi 13 juillet 2018**, à 13 heures, **au mardi 4 septembre 2018**, à 9 heures.

Les conférences de la Fondation

Quelle place la foi chrétienne du général de Gaulle tint-elle dans sa pensée et son action publiques ? La question est loin d'être innocente dans un pays où la République a érigé la laïcité comme l'un de ses principes cardinaux, inscrit dans la constitution de 1958. C'est à cette tâche complexe que s'est attaché Laurent de Gaulle, petit-neveu du Général et auteur d'*Une vie sous le regard de Dieu : La foi du général de Gaulle* (éditions du Toucan, 2015), fouillant dans les gestes et les écrits du premier président de la Ve République pour y retrouver les traces d'une influence spirituelle et les bornes de son expression.

Mercredi 25 avril 2018, Nicolas Mazuryk nous faisait le récit de l'engagement de deux bataillons de supplétifs ukrainiens dans les Forces françaises de l'intérieur (FFI) en Franche-Comté. Formés en 1942 par les Allemands pour combattre les partisans soviétiques en Biélorussie, ils sont retirés en Prusse-Orientale après la défaite de Minsk (juillet 1944), intégrés administrativement à une unité de Waffen-SS russes – sans appartenir eux-mêmes à la SS –, avec un encadrement SS allemand, et envoyés en France pour y lutter contre les maquis du Doubs et de Haute-Saône. Toutefois, s'ils sont hostiles au bolchevisme, les susdits Ukrainiens n'ont aucune envie de se battre contre des Français. Décidés à rejoindre le maquis, ils prennent contact avec la Résistance locale dès leur arrivée et désertent, fin août, avec armes et bagages – après avoir mis hors de combat l'encadrement allemand du camp de Valdahon (Doubs), dans le cas du bataillon 118.

Avec les FFI, ils participent notamment à la libération de Pontarlier, le 5 septembre. Le bataillon 102, en Haute-Saône, est ensuite affecté à la 13e demi-brigade de Légion étrangère, au sein de la 1re division française libre, avec laquelle il participe aux ultimes combats de 1944-1945 ; il subit ainsi de nombreuses pertes dans l'assaut de la côte 736, le 3 octobre 1944. Menacés d'un rapatriement en URSS, les Ukrainiens obtiennent de pouvoir se réengager dans la Légion. D'autres émigrent aux États-Unis ou au Canada. Une centaine sont rapatriés, avec les conséquences que l'on imagine.

Enfin, c'est à une histoire de la 1re compagnie autonome de chars de combat de la France Libre que nous a conviés, mercredi 16 mai 2018, le colonel Pierre Robédat, ancien Français Libre, administrateur de la Fondation et président de l'Amicale de la 1re DFL. Constituée à partir d'éléments du corps expéditionnaire de Norvège et de volontaires venus de France, cette unité emblématique est représentative de la France Libre, par la modicité de ses moyens et la force morale de ses combattants. Embarquée à l'été 1940 dans le cadre de la tentative de ralliement de Dakar, elle prend part aux campagnes du Gabon, de Syrie et de Libye, où elle est intégrée, en 1942, à la Colonne volante, qui est engagée aux côtés de la 8e armée britannique dans la poursuite des forces germano-italiennes de Rommel. Après les combats de Tunisie, où elle est associée aux forces de Leclerc, venues du Fezzan, elle reçoit le renfort de deux nouvelles compagnies de chars, formant le 501e régiment de chars de combat, noyau de la 2e division blindée.

La rédaction

Laurent de Gaulle, avec Christophe Bayard, vice-président de la Fondation, devant le public, le 7 mars 2018 (cliché Sylvain Cornil-Frerrot, coll. Fondation de la France Libre).

Christophe Bayard et Nicolas Mazuryk, devant une carte de l'Ukraine, le 25 avril 2018 (cliché Sylvain Cornil-Frerrot, coll. Fondation de la France Libre).

Christophe Bayard et le colonel Pierre Robédat le 16 mai 2018 (cliché Sylvain Cornil-Frerrot, coll. Fondation de la France Libre).

Les activités de la Fondation

La Fondation de la France Libre sera présente, comme les années précédentes, aux Rendez-vous de l'histoire à Blois, dont la 21e édition, prévue du 10 au 14 octobre 2018, aura pour thème : *« La puissance des images »*. Une sélection de livres et de brochures édités ou diffusés par la Fondation sera disponible sur son stand, au salon du livre.

La Fondation poursuit son cycle de conférences mensuelles, après les congés estivaux. Pour le troisième trimestre 2018, nous recevrons mercredi 26 septembre, à 18 heures, Gilles Ragache, maître de conférences en histoire contemporaine, sur le thème de son dernier ouvrage, *De Gaulle : L'or, le dollar et la France 1940-1970* (CPHF Éditions, 2017). La conférence sera suivie d'une séance de dédicaces.

Mercredi 10 octobre, à 18 heures, Martine Cuttier, docteur en histoire, professeur associée au GRSG (groupe de recherche sécurité et gouvernance) de l'université de Toulouse 1-Capitole, spécialiste des questions de sécurité et de défense en France et en Afrique et nouvelle déléguée de la Fondation pour la région Occitanie, nous apportera un éclairage sur le sujet des Frontstalags.

Mercredi 14 novembre, à 18 heures, Gisèle Sarfati interviendra sur la question de la judaïté, de l'humanisme et de la spiritualité chez Romain Gary.

Pour vous tenir informés des activités de la Fondation, vous pouvez consulter les actualités de notre site Internet – *www.france-libre.net* – ou vous inscrire, depuis celui-ci, à notre lettre d'information trimestrielle en ligne.

L'enregistrement vidéo de nos premières conférences est désormais disponible dans l'espace multimédia de notre site Internet : *www.france-libre.net/multimedia*, et sur la chaîne YouTube de la Fondation.

La rédaction

Femmes contre le totalitarisme
Mot d'accueil

Le 9 mars 2018 se tenait à Sciences Po une journée d'étude consacrée aux « Femmes contre le totalitarisme »*, dédiée à Madeleine Grawitz et organisée par Marc Crapez avec le soutien de la Fondation de la France Libre et du laboratoire Sophiapol (Université Paris-10). Celui-ci avait fait l'objet d'un appel à contributions (Laurent Bouvet, Biljana Vučetić). Un deuxième colloque* « Femmes contre le totalitarisme »*, dédié à Jacqueline de Romilly, est prévu en 2019. On doit remercier Madani Cheurfa, Sylvain Cornil-Frerrot, Alain Caillé et Éric David pour leur coopération.*

Nous publions ci-dessous les actes de cette journée d'étude. Après un mot d'accueil substantiel de Marc Crapez, le président d'honneur, Jean Leca, a délivré une allocution inaugurale. Puis Armelle Le Bras-Chopard, présidente de la première séance, a prononcé quelques mots introductifs, avant de laisser la parole aux orateurs.

Nous sommes réunis pour faire le point, l'état des lieux, l'état de la question : où en sommes-nous, à la croisée de la question antitotalitaire et de celle du féminisme ? Nous sommes réunis au lendemain de la journée des femmes et à la date anniversaire de la condamnation à la question puis au bûcher de Calas, le 9 mars 1762. On pense, par analogie, à Fanny Kaplan, jeune idéaliste juive d'extrême-gauche accusée d'attentat contre Lénine en 1918, qui fut brûlée au petit matin dans la cour de la Tcheka, après avoir été probablement torturée à tout hasard, disparition pure et simple du corps de l'ennemi à la fois pour l'empêcher de devenir martyr et comme pour l'annihiler.

Nous irons aux confins de la notion de totalitarisme, en évoquant notamment l'éventualité du *« totalitarisme doux »*, ou encore le génocide arménien qui se déroula en l'espace de six mois seulement, en 1915, avant donc l'apparition de la catégorie du totalitarisme. Une catégorie souvent dépréciée par dilution. Citons des titres de communications supposées scientifiques telles que *« la montée du discours populiste, une nouvelle forme de totalitarisme ? »* (2010) ou *« enfin sécurisé, vivre libre malgré le totalitarisme sécuritaire »* (2015). Ou encore des titres de journaux comme *« la ruée sur le Nutella, reflet du* "totalitarisme de la consommation" *»* ou *« affaire Mennel :* "s'insurger contre une idéologie totalitaire n'est pas de la censure !" ». Nous nous garderons de suivre ces spéculations. Je suis heureux de m'exprimer ici, à Sciences-po, vingt ans après une conférence suite à mon premier livre.

Marc Crapez
Chercheur associé à Sophiapol Paris X

Prologue

En salle Lavau, à Sciences Po Paris, de gauche à droite, Jean Leca, professeur émérite à Sciences Po, qui a dirigé le Traité de science politique *(PUF, 1985), président d'honneur du premier colloque* « Femmes contre le totalitarisme »*, Armelle Chopard, première femme agrégée de science politique, qui a dirigé le département de science politique de l'Université de Versailles-St-Quentin, présidente des débats, et Marc Crapez, politologue, chercheur au Sophiapol de l'Université Paris-Nanterre, qui a organisé et dirigé le colloque.*

L'entreprise de Marc Crapez et du groupe qui l'accompagne est humble mais fondamentale. Humble car elle ne cherche pas à bouleverser la science par une nouvelle *« grande théorie »* ou par l'usage de méthodes formelles, quantitatives ou *« socio-historiques »* dont nos disciplines font grand usage, avec quelques résultats appréciables (pas toujours). Ici, nous sommes confrontés à de simples récits dont on ne prétend pas qu'ils sont un *« échantillon représentatif »* d'une classe sociologique. Des femmes, fort différentes par leur trajectoire sociale et leur localisation spatio-temporelle, se sont simplement levées contre le totalitarisme. Il y a là-dedans des *« saintes »* allant jusqu'au martyre, des *« héroïnes »* combattantes et aussi des *« médiatrices »* se contentant d'actions modestes et apparemment sans risque. *« Très bien ; et alors ? »* demandera le *« savant »* exigeant et quelque peu cuistre. Justement, c'est ici, dans son humilité apparente, que réside le fondamental de l'entreprise, nous rappelant à nos devoirs de *social scientists*, historiens, juristes, philosophes ou simples citoyens. Je ne mentionnerai que quelques points.

I) C'est un travail de *« renard »* consacré à des gens qui se sont faits un temps *« hérissons »* pour de très bonnes raisons. Le *« renard »*, on le sait depuis Archiloque et la mise à jour d'Isaïah Berlin, sait beaucoup de choses : on le condamne pour sa tendance à *« couper les cheveux en quatre »* et à se méfier des solutions radicales, car il a conscience du désordre du monde, qu'aucune théorie ou action volontaire ne peut dompter ; *« nous ne pouvons tout avoir »* est sa pensée-mère. Ce faisant, il peut se perdre dans ses tours et se cantonner dans un relativisme passif au nom de la *« nécessité »* ou de la *« tolérance »*. Le hérisson va tout droit, au péril de sa propre vie, et de celle des autres, quand c'est un hérisson *« d'action »* ; sans regarder les autres choix théoriques et idéels possibles quand c'est un hérisson *« intellectuel »*. Les deux genres de hérissons tenant que le monde *est en ordre en droit* et donc *doit être mis en ordre* contre tous ceux qui le mettent en désordre *en fait* – ces *« coupables »* structurels, universels, quelles que soient leurs opinions et intentions. Ce qui donne naissance à la *« causalité diabolique »* ou *« diabolectique »* dénoncées par Léon Poliakov et Jacob Talmon ou à la *« causalité extraordinaire »* notée par Serge Moscovici, pour qui, chez le hérisson, la cause est imputable à l'Autre. Dans ces conditions, les fauteurs de désordre seraient susceptibles d'être éradiqués. Le hérisson est alors soupçonné de tomber

dans le travers de ce qu'il dénonce, en substituant *son* totalitarisme pratique ou théorique à celui qu'il combat, et à courir le risque du martyre… pour mieux martyriser les autres.

II) C'est à cette *summa divisio* que ce travail invite, non à rejeter complètement mais à nuancer. On peut se faire *un temps* hérisson voué à une seule *« cause »* car il faut choisir son *« camp »*. La *« rage »* qui saisit quelques-unes de nos *« héroïnes »* n'est pas la rage d'Achille dans la guerre de Troie. La rage d'Achille correspond à la figure du *« héros antique »* qui donne sa vie pour détruire l'ennemi (une figure fort actuelle aujourd'hui au temps des *« djihadistes »*). Il y a donc une *« rage »* pour la justice car aucune communauté politique n'est jamais complètement juste. Si c'était le cas, il n'y aurait pas besoin de *« cité »* et de politique ; *« l'amitié civique »* d'Aristote n'assure jamais la justice et Aristote le savait. Tout au plus peut-elle rendre le monde *moins* injuste et donc plus supportable. Celles qui se sont levées contre le totalitarisme cherchaient-elles *le* monde parfait ou bien seulement un monde d'où serait purgé l'un des plus grands actes d'inhumanité qui ait jamais été commis ?

De même, je serais tenté de nuancer la distinction de Michael Oakeshott entre *« la politique de la foi »* et *« la politique du scepticisme »*. La première est caractéristique du hérisson qui choisit de s'en tenir à ses certitudes, la seconde du renard qui est conscient de son *« faillibilisme »*, *« sait qu'il ne sait pas tout et ne le saura jamais »* et pratique le *« cynisme »* antique qui, l'étymologie l'indique, *« mordille »* les certitudes. En guerre, la politique de la foi (le *« We'll never surrender »* de Churchill) s'impose un temps, et les renards eux-mêmes y sont contraints, car, même s'ils savent que leurs principes sont imparfaits et historiquement situés, ils doivent les tenir sans faiblir. En cela, les renards authentiques ne tiennent pas une position *« tiède »* et cauteleuse. Reste bien sûr à faire en sorte que la rage ne s'installe pas définitivement, manipulée par tous ceux qui y voient une ressource pour acquérir ou conserver leur pouvoir (les *« populistes »* de tous pays et de tous bords sont experts à ces jeux qui vont bien au-delà des seuls partis officiellement labellisés comme tels). Faire la guerre *« sans haine et sans crainte »*, puis domestiquer la rage, sont les deux exercices les plus difficiles qui soient, qu'aucune *« convention sur le droit de la guerre »* ni aucune *« politique du pardon »* ne sont parvenues à mener à bien complètement. Il faut se résigner aux arrangements minimaux destinés à éviter le pire au lieu de chercher à établir le meilleur.

III) Ce travail est un hommage aux *« jugements locaux »* du *« monde vécu »*, différents des jugements *« objectifs »* du *« monde observé »*. Le jugement local est *« horizontal »*, il n'objective pas ce qu'il voit car ne se situant pas en surplomb. Il se croit *« objectif »*. En réalité, il appelle ainsi ce qu'il tient pour *« évident »*. Le monde vécu est, en effet, un monde double : il est celui de l'épreuve du *« manque »* et de *« l'absurde »* mais aussi celui de la *« conviction »*, de l'évidence admise sans démonstration scientifique, de la narration, de la perception de l'utile et du nuisible, du juste et de l'injuste. Il est fait d'une imprégnation qui nous *« colle à la peau »*, d'*« idées que j'ai trouvées dans mon héritage »* dit Barrès et aussi que je peux être amené à évaluer, le monde de *« l'éducation »* dirait Condorcet. Le monde observé est celui de *« l'expérimentation »*, de la vérification et de la réfutation, bref le monde de *« l'instruction »*. Le jugement du monde observé se situe *« en aval »* du jugement local, et il peut le corriger en le nommant avec mépris *« sens commun »* ; mais il ne peut empêcher que le monde vécu constitue le sol nourricier au sein duquel se développe le jugement *« objectivant »* du monde observé. Mépriser le monde vécu comme le monde de la fausse conscience est l'un des pires péchés du scientisme actuel car celui-ci manque ainsi ce qui fait le prix de *« l'engagement »*, l'interaction constante entre le travail du monde vécu et celui du monde observé.

On ne peut rien comprendre à ces femmes engagées, ici contre le totalitarisme, si l'on se borne à les classer par leur trajectoire sociale, leurs traits psychologiques, voire, quelquefois, leurs caractéristiques biologiques. Tout objectiver par le monde observé, c'est priver celles qu'on observe de la réalité de leurs choix (car il y a toujours des choix, y compris quand ils se justifient par : *« que vouliez-vous que je fasse d'autre ?*[1] *»*), et du coup les faire disparaître de ce qui est à observer ! Ainsi la *« science »* (ou prétendue telle) tronque-t-elle la réalité de ses objets pour ne conserver que ce qui convient à ses lois et protocoles d'observation.

IV) Il découle de là l'importance de la prise en compte des *« idées »* et de leur *« histoire »*. Comme tout un chacun le sait, les idées n'ont pas très bonne presse dans nos milieux *« savants »* (tout comme la volonté et l'intention, mais cela nous mènerait trop loin). Disons, pour faire bref, que les idées sont tenues pour ne pas être celles des agents, mais une sorte de tissu conjonctif où flottent des éléments auxquels on va s'accrocher en croyant que ce sont *« les nôtres »*. *« La société »*, *« le marché »* ou *« les gènes » « pensent »* à travers nous et pour nous. Antérieurement, c'était peut-être le *fatum* ou *« les dieux »*. Les idées sont également tenues pour *« non-causales »*, comparées aux *« intérêts »* et aux *« institutions »*. Certains historiens britanniques tiennent même cela pour vérité d'évangile – ce qui rend un peu comiques leurs féroces batailles pour revendiquer la validité de ces non-entités. Soit. En réalité, même si les idées ne sont que *« justificatives »* des pratiques, l'opération de ce travail de justification impose sa prise au sérieux comme réalité sociale *« en soi »*. *« Comment l'esprit vient aux femmes »* était le titre d'une comédie *« machiste »* d'autrefois. *« Comment les idées viennent aux humains »* et surtout *« quels sont les effets de ce travail sur les humains et leurs entreprises ? »* valent bien que l'on se débarrasse de ces fausses trichotomies (*« ou bien les intérêts, ou bien les institutions, ou bien les idées »*).

Ce qui se joue derrière cette querelle est tout simplement l'idée de *« pensée humaine »*, cet attribut du *zoon logon echon*[2] de notre vieil ami Aristote. Elle a pris un fameux coup de vieux depuis que l'on a *« découvert »* que les animaux sont instrumentalement rationnels, soit individuellement, soit collectivement, et surtout que Stephen Hawking a décrété qu'il était concevable de réaliser bientôt une troisième forme d'intelligence artificielle, générale et auto-réflexive, dans un *« cerveau »* non-organique et entièrement fait de silicone. Derechef, soit. Mais, ici, le monde vécu prend sa revanche car aucune science, aucune technique, n'empêchera cette petite chose bizarre nommée *« l'homme »* de chercher à justifier ce qu'il pense et à plonger dans les insondables mystères d'une espèce capable des pires *« inhumanités »*, et cependant dont certains membres sont capables, au milieu des horreurs du siège de Leningrad, des camps d'extermination, des *« guerres des enfants »* contemporaines, d'actes qui nous empêchent de désespérer, ce dont témoignent les femmes dont il vient d'être question.

Jean Leca
Professeur des universités émérite à Sciences Po

---

[1] *Réflexion de Marguerite Gonnet (M. Crapez,* Elles l'ont combattu, *Paris, Éditions du Cerf, 2018, p. 33). Jean Leca a cité par ailleurs Helen Deborah Ellis sur le pluralisme. Il a, en outre, utilisé cette formule imagée :* « ne pas volatiliser les idées dans des histoires sociales ».

[2] *Animal doué de raison, en grec (NDLR).*

Introduction à la première séance

La première séance de ce colloque étudie les femmes en Résistance, avec les interventions de Marc Crapez et de Fabrice Grenard, ainsi qu'un certain nombre de controverses sur le totalitarisme, illustrées par Christophe Maillard, Jean-Claude Pacitto et Véronique Chemla. Armelle Le Bras-Chopard, professeure émérite à l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, présidente de séance, a introduit la problématique de cette première séance :

Jean Leca et Armelle Le Bras-Chopard (coll. Marc Crapez).

Le rôle des femmes dans la Résistance est souvent méconnu. Et c'est un des mérites du livre récemment paru de Marc Crapez de faire sortir quelques personnalités. Elles ont été peu étudiées car, jusqu'à présent, ce sont des hommes qui ont écrit l'histoire, avec un regard d'homme et des stéréotypes inconscients… Mais de plus en plus de femmes écrivent l'histoire et il y a des hommes qui savent redonner leur place aux femmes.

Après cette déclaration, le président de séance Armelle Chopard développe le rôle des femmes dans les révolutions, tout en soulignant que, très souvent, la revendication du droit de vote est partie de groupes féministes bourgeois. Cela est particulièrement manifeste en Italie, précise-t-elle, où ce sont des traditionalistes, catholiques, qui demandent, à partir de leur spécificité de mères de famille, le droit de vote.

Raymond Aron l'antitotalitaire et les auteurs féminins

Raymond Aron (DR).

Plusieurs militantes féministes accusent Raymond Aron de misogynie, sans fournir la moindre preuve empirique[1]. En réalité, il a de l'estime intellectuelle pour Hannah Arendt, dont il publie deux livres dans sa collection *« Liberté de l'esprit »*, tout en lui faisant la leçon dans une revue. Il a aussi une certaine estime intellectuelle pour les traductions de Thucydide de Jacqueline de Romilly, et pour les écrits de Simone Weil qu'il cite à plusieurs reprises. Il a enfin une certaine considération pour Jeanne Hersch et Annie Kriegel.

Cette échelle de valeurs est toutefois conforme à son sens de l'excellence méritocratique républicaine, comme à son impérialisme intellectuel qui le portait, par exemple, à ne voir, parmi ses disciples, qu'un seul élément à avoir *« peut-être du génie »*. Sa récusation des idées de Simone Weil est conforme à sa récusation tant des interférences de la morale en politique, que des idées soutenues par les milieux dits non-conformistes de l'entre-deux-guerres. On ne trouve pas trace, lorsqu'Aron critique Weil, de la pointe de mépris dont Sartre accable, par exemple, Hélène Parmelin. Par ailleurs, dans la seule préface à un auteur féminin qu'il ait jamais signé[2], percent chez Aron des formules paternalistes, mais elles sont typiques de l'époque.

Si le jugement d'Aron ne dévie jamais de la rigueur intellectuelle, il arrive, néanmoins, qu'il mésestime des auteurs féminins. Incontestablement libéral et anticommuniste, il paraît n'avoir eu aucun contact avec les héroïnes françaises de l'une et de l'autre cause, en l'occurrence Marie-Thérèse Génin et Suzanne Labin. Pas plus qu'avec une troisième, Jeanne Frédérique Regnault, dont la réflexion antitotalitaire est pourtant de premier ordre. Il n'a pas davantage rendu hommage aux trois femmes liées au succès de *La France Libre*, la revue résistante qu'il anime à Londres, pas plus qu'aux deux auteurs féminins britanniques qui ont participé à son recueil d'*Offrandes à la France*, ou encore à une voix de la résistance gaulliste telle qu'Ève Curie.

Pas question d'idolâtrer Raymond Aron. On peut sourire de la description qu'en fait Jean-Louis Crémieux-Brilhac, à Londres, en 1940, trônant *« sur un petit canapé recouvert de soie brochée rose »*. Mais il est difficile de suivre deux livres dirigés par deux tandems féministes, qui dressent *« les féministes contre Raymond Aron »*, dont la philosophie politique serait *« pusillanime »*.

Certes, il n'a publié dans sa collection qu'un seul auteur féminin, Hannah Arendt, qu'il ne cite même pas dans ses *Mémoires*, alors qu'il mentionne le stratège H. J. Arndt ! En 1960, les colloques de Rheinfelden, par Raymond Aron, Georges Kennan et Robert Oppenheimer, comme ceux de Berlin, *« La démocratie à l'épreuve du XXe siècle »*, par Raymond Aron et François Bondy, n'ont qu'une seule participante féminine, reléguée au second plan, Jeanne Hersch, qui collabore parallèlement à la revue *Preuves*. En 1978, dans une correspondance privée, Annie Kriegel lui donne du *« mon cher maître »* et évoque une commission *« inepte*

[1] *Ma recherche a notamment porté sur la collection* « Liberté de l'esprit » *que dirige Aron chez Calmann-Lévy ; ses préfaces, postfaces et autres introductions à des ouvrages collectifs ; les sentences d'auteurs qu'il met en exergue dans ses propres livres ; enfin la correspondance intellectuelle qu'il échangea avec ses pairs (archives Aron, bibliothèque Aron, archives Annie Kriegel, bibliothèque de la FFL).*

[2] *Préface à Michèle Bo Bramsen,* Portrait d'Élie Halévy, *Amsterdam, B. R. Grüner, 1978.*

Couverture du premier numéro de La France Libre, *daté du 15 novembre 1940, reproduisant l'allégorie de la Liberté, élément du* « départ des volontaires en 1792 ou la Marseillaise », *sculpture de Rude (coll. Fondation de la France Libre).*

qui, au CNRS, avait duré cinq jours ». Flatté, Aron ne paraît pas, pour autant, désireux d'échanger intellectuellement.

S'il utilise une sentence de Simone Weil en exergue de son livre *L'Opium des intellectuels*, c'est une utilisation plutôt tactique ne traduisant pas nécessairement une proximité intellectuelle. Du reste, à l'intérieur, elle est citée pour être opposée à des chrétiens progressistes prompts à sacrifier la vérité. Il la mentionne aussi dans *Les Guerres en chaîne*. Dans ses *Mémoires*, il révèle que cette copine de lycée de sa femme, qu'il accueillit à Londres, avait des préjugés contre lui (stéréotype du premier de la classe à la pensée mondaine ou facile). De son côté, le commerce intellectuel avec elle lui paraissait presque impossible : *« Elle ignorait apparemment le doute et, si ses opinions pouvaient changer, elles étaient toujours aussi catégoriques »*. Jugement assez proche de son verdict sur les non-conformistes de l'entre-deux-guerres, partisans d'une troisième voie, qu'ils considéraient comme nuls en économie.

Une autre version de la Liberté de Rude, en couverture du septième numéro de Pour la France Libre, *bulletin fondé en juillet 1940 par le comité de la France Libre en Argentine, présidé par Albert Guérin (coll. Fondation de la France Libre).*

De Mounier, il dira : *« Je ne prenais pas très au sérieux… une littérature à mes yeux typiquement idéologique : en ce sens qu'elle n'abordait pas les problèmes politiques dans un style tel que le lecteur y pût discerner les solutions et les choix recommandés »*. De Maulnier, il déclare pareillement : *« Je crains que ces synthèses dialectiques demeurent jongleries verbales et ne soient aussi peu satisfaisantes sur le plan des idées que la neutralité sur le plan diplomatique »*. Quelques années auparavant, dans un autre compte-rendu de livre, Aron qui, on le voit, suit de près Maulnier (plausiblement parce qu'il le considère comme le plus talentueux de sa génération à représenter une certaine sensibilité), Aron avait eu à son sujet une formule assassine : *« Développe longuement des arguments simples »*.

Aron avait le sens de l'humour. Sous le stalinisme, explique-t-il, *« le sujet de conversation favori des prisonniers était la grande purge elle-même… les prisons étaient le seul endroit où régnait une liberté absolue de parole*[3] *»*. Par ailleurs, ayant lu des livres dans la foulée du général de Gaulle, il apporte le témoignage suivant : *« Quand il y avait une bonne phrase, il mettait, comme un professeur, B en marge – Il y avait des TB ? – Non. Non. Son approbation n'allait pas au-delà de B »*.

On peut le croire lorsqu'il affirme ne pas faire de *« distinction »* et juge la libération des femmes comme un phénomène de société *« fondamental »*[4]. Comme en témoigne sa formule élogieuse qualifiant Maurice Lauré d'*« un des hommes les plus intelligents de France »*, son critère majeur demeure toujours l'excellence intellectuelle.

D'autres personnalités féminines sont assez peu connues en raison de ce qu'on

Jacqueline David, future Jacqueline de Romilly, en 1930 (photo Roger Viollet).

pourrait appeler un effet Luther King. Celui-ci, en effet, est célébrissime ; Rosa Parks est vaguement connue, Claudette Colvin quasi-inconnue (elle fut l'une des premières à refuser de céder sa place à un Blanc dans un bus, mais, étant enceinte d'un homme marié, n'était pas stratégiquement présentable).

Aron a certes préfacé un auteur féminin, mais sans trop y croire (en la nommant miss Une-telle, ce qui était assez fréquent dans les habitudes de l'époque). À Londres, pour animer la revue *La France Libre*, il est entouré de trois femmes. Martha Lecoutre, Juive polonaise, intelligente et énergique, assure la relecture et la publicité. Un témoin raconte : *« Sa vivacité, l'intelligence du propos, la surprenante culture qui lui venait du froid, lui conférait une grande autorité parmi les intellectuels qui l'entouraient*[5] *»*. Dans ses *Mémoires*, Aron considère qu'elle *« attachait à son rôle de lectrice plus de prix qu'il n'en méritait »*. Ailleurs, il la range parmi des personnalités *« à la fois mondaines et marginales »*. La seconde se nomme baronne de Budberg, aventurière estonienne à la réputation d'agent double ou triple qui *« avait mis son irrésistible beauté au service d'un nombre respectable d'écrivains illustres, dont Maxime Gorki, et de non moins divers services de renseignements*[6] *»*. Elle offrait, en plus, une parfaite connaissance des milieux littéraires européens. La troisième était une jeune Anglaise idéaliste, convertie à la cause des Français Libres, qui avait la haute main sur les questions d'intendance, Nancy Hecksher. Écrivent, en outre, dans la revue Ève Curie,

[3] *Friedrich Beck et Wilhelm Godin,* Russian purge and the extraction of confession, *1951, cité in R. Aron,* Démocratie et totalitarisme, *Paris, Gallimard, 1965.*

[4] *Raymond Aron,* Le Spectateur engagé, *Paris, Éditions de Fallois, 1981, p. 296-297.*

[5] *Pierre-Marie Gallois,* Le Sablier du siècle, *Lausanne, L'Âge d'Homme, 1999.*

[6] *Nicolas Baverez, Raymond Aron, Paris, Manufacture, 1986, p. 175.*

Alice Jahier, Maria Kuncewiczowa, Madeleine Gex Le Verrier, Evi Underhill et d'autres noms encore dont certains peuvent être des pseudonymes (Denise V. Ayme[7], Bridget Best, Polly Peabody, Élisabeth Bowen, Janine Bouissounouse).

Aron ne mentionne ni l'héroïne du libéralisme Marie-Thérèse Génin, ni la passionaria de l'anticommunisme Suzanne Labin. Aron se trouve en concurrence avec cette dernière pour la direction d'une revue et laisse François Bondy critiquer une *« abyssale stupidité »*, ce qui paraît pour le moins excessif. Cet ancien membre des jeunesses communistes s'insurge devant les procès de Moscou dans *Feuilles libres*. Elle réunit en faveur de l'anticommunisme et des *« grandes traditions du libre examen »* Albert Camus, René Char, Henri Frenay, André Gide, Ernest Hemingway, Sidney Hook, Arthur Koestler, Ignazio Silone et Richard Wright. En 1956, elle est à l'origine d'un manifeste pour soutenir les Hongrois lors de l'insurrection de Budapest, avec Albert Camus, André Breton, Léo Ferré. Puis elle en sera réduite à publier, à compte d'auteur, en 1986, *Les Requins rouges et leurs poissons-pilotes : La politique Nord-Sud au service de l'expansionnisme soviétique*, et en 1993, *Les Indignations sélectives de la gauche. Anticolonialistes sélectifs. Antiterroristes sélectifs. Antiracistes sélectifs. Antisexistes sélectifs. Pourquoi tant de mauvaise foi ?*

Auteur de diverses études littéraires, professeur agrégé de lycée, femme de culture et de réflexion, Jeanne-Frédérique Regnault écrit à Aron, en août 1939, une critique extrêmement articulée et féconde de sa récente conférence sur le totalitarisme, critique à laquelle l'intéressé aurait pu donner quelque écho. Regnault montre les *« mensonges et faux serments caractéristiques de ces doctrines »*, observant notamment : *« Dans la méthode de conduire la guerre, employé par les chefs des régimes totalitaires, le massacre des populations civiles a été beaucoup plus employé que pendant la guerre 1914-18 : avions bombardant les écoles, les hôpitaux, les marchés couverts de paysans ; poursuivant les populations en fuite, détruisant les villages ; ça a été le procédé favori »*.

Terminons par Madeleine Grawitz, politologue mésestimée, alors que certains de ses raisonnements peuvent être considérés comme mémorables. Ainsi expose-t-elle, dans le compte-rendu d'un livre dont le sujet importe peu, en l'occurrence, ces lignes fortement pensées : *« Le premier reproche sérieux que l'on puisse faire à l'enquête est de porter sur un échantillon trop réduit et le second de comporter des questions que l'actualité seule rendait intéressantes. Ces critiques nous paraissent mineures, dans la mesure où elles réduisent la portée des résultats, mais non leur valeur propre, dans la mesure aussi où elles sont évidentes et où les chercheurs en sont les premiers conscients. En matière de recherche, les critiques les plus sérieuses sont celles dont on ne se doute pas et les limites les plus graves, celles qui tiennent à l'instrument de recherche lui-même, à son aptitude à découvrir la réalité »*.

Marc Crapez
Chercheur associé à Sophiapol Paris X

[7] *Pseudonyme de Denise Van Moppès (NDLR).*

Les manifestations de ménagères : une forme de contestation au quotidien dans la France de Vichy

Issu de la défaite de 1940 le régime de Vichy n'est pas à proprement parler un régime *« totalitaire »*, rentrant davantage dans la catégorie des *« régimes autoritaires »*. Il n'en reste pas moins comme l'expérience qui s'en approche le plus en France par certaines caractéristiques (culte du chef, suppression de toute vie démocratique) et par ces objectifs (émergence d'un *« homme nouveau »*, modeler les *« esprits »*). L'une des caractéristiques communes du projet idéologique de Vichy avec les régimes d'Hitler ou de Mussolini concerne la place que doit occuper la femme dans la société. Vichy souhaitait renouer avec *« l'éternel féminin[1] »*, l'assignation des femmes au foyer et à la maternité. Parce qu'elles étaient moins politisées que les hommes et considérées comme plus *« conservatrices »*, les épouses et mères de famille devaient également apparaître comme des relais importants pour le régime. Loin de se montrer *« dociles »* et de favoriser les entreprises développées par Pétain et son gouvernement, les femmes allaient au contraire alimenter les premiers mouvements de contestations contre l'État français.

Les femmes confrontées aux difficultés de la vie quotidienne sous l'Occupation

Les circonstances de la période et le contexte de pénurie et de restrictions placent les femmes dans une position particulière, eu égard à certaines tâches qui leur incombent traditionnellement, notamment l'approvisionnement alimentaire. Sous l'Occupation allemande, la question qui cristallise le plus le mécontentement des Français est l'insuffisance du ravitaillement. Elle provoque un *« processus de détachement »* de la population du régime de Vichy, dès 1941[2]. Or, parce qu'elles sont les plus investies dans les tâches domestiques, les femmes apparaissent comme les premières concernées par ces difficultés de la vie quotidienne.

L'instauration du rationnement s'accompagne de nombreuses contraintes pour les ménagères chargées de l'approvisionnement du foyer. Il faut gérer les tickets remis chaque mois, faire la queue de longues heures devant les magasins avant de pouvoir être servi, trouver des parades pour compléter des rations officielles insuffisantes. L'emploi du temps d'une Parisienne en octobre 1942 illustre parfaitement toute l'énergie qu'il fallait déployer pour se ravitailler : *« 7h30. Chez le boulanger. Achat de pain. Il y aura des biscottes à 11 heures. 9h. Jour de viande. Le boucher prévient qu'elle ne sera distribuée que samedi. 9h30. Chez le crémier. Il ne recevra le fromage qu'à 17h. 10h. Chez le tripier. Mon numéro 32 passera à 16 heures. 11 heures. Retour chez le boulanger. Il n'y a plus de biscottes »*. Au total, cette femme a fait six déplacements et

[1] *Francine Muel-Dreyfus,* Vichy et l'éternel féminin. Contribution à une sociologie politique de l'ordre des corps, *Paris, Le Seuil, 1996.*
[2] *Fabrice Grenard,* « Les implications politiques du ravitaillement », Vingtième siècle revue d'Histoire, *2007.*

quatre heures et demie d'attente pour presque rien[3].

Des manifestations collectives pour protester contre l'insuffisance du ravitaillement

EPICERIE

RIEN

LA MENAGERE PARISIENNE

Octobre 1943

Edité par l'Union des Femmes Françaises

"Pour la défense de la famille et la libération de la France"

ET CEPENDANT PARIS A FAIM !

VIVE LA CORSE

La Ménagère parisienne, *édité par l'Union des femmes françaises en octobre 1943 (Source gallica.bnf.fr / BnF).*

Face à ces contraintes quotidiennes, les femmes ne restent pas passives. Dès la fin 1940 se déroulent des manifestations populaires collectives, qualifiées de *« manifestations de ménagères »*, qui ne sont pas sans rappeler les *« manifestations de subsistance »* sous l'Ancien Régime. Toutes les régions françaises en ont connu. Pour la période allant de l'automne 1940 jusqu'au printemps 1942, 149 manifestations de ce genre ont été recensées[4]. Il s'agit bien des premières formes de mobilisation collective contre Vichy, alors que les milieux ouvriers et populaires font, à la même période, preuve d'une certaine apathie depuis l'interdiction des syndicats et leur remplacement par un syndicat officiel.

Le déroulement est souvent le même. Un cortège de femmes se rend dans les préfectures, sous-préfectures ou mairies pour protester contre l'insuffisance des rations. Ces cortèges peuvent rassembler plusieurs centaines de femmes, jusqu'à quelques milliers pour les plus importants. Les slogans sont *« plus de pain, de viande, de légumes »*, *« à manger pour nos enfants »*, *« augmenter les rations »*.

Beaucoup de ces manifestations étaient, au départ, plutôt spontanées, provoquées par l'absence d'un produit sur le marché ou le faible approvisionnement d'un magasin. La préfecture de police de Paris, pourtant prompte à dénoncer les agissements communistes, reconnaissait que la manifestation ayant eu lieu le 15 février 1941, parce que l'étalage de nombreux commerces était vide, avait été entièrement spontanée, ne possédant ni leader ni organisation véritable : 250 ménagères se rassemblent à la station de métro Invalides après n'avoir pu obtenir leur rationnement quotidien et se rendent au ministère du Ravitaillement, où plusieurs d'entre-elles sont reçues par le chef de cabinet du ministre[5].

La récupération politique par les communistes et les mouvements de résistance

S'il ne fut pas forcément l'initiateur des premières manifestations de *« ménagères »*, le parti communiste, qui se reconstitue dans la clandestinité, a bien essayé, ensuite, de récupérer le phénomène, en lui donnant une connotation plus politique (en faisant chanter *L'Internationale* aux manifestantes par exemple). Le PCF apparaît ainsi comme l'initiateur des manifestations qui ont lieu en région parisienne au moment du 1er mai 1941, *L'Humanité* clandestine appelant *« les femmes à aller en masse dans les mairies réclamer ce qui leur est dû[6] »*. Mais l'un des exemples les plus célèbres de cette utilisation par le PCF du mécontentement lié au ravitaillement, pour tenter de mobiliser les femmes contre Vichy, reste la manifestation dite de la *« rue Daguerre »* à Paris, le 1er août 1942. Près du magasin Félix Potin, la militante Lise Ricol-London et plusieurs de ses camarades tentent d'interpeller les femmes présentes avant que la police n'intervienne[7].

carnet DE LA ménagère

Edité par les " UNIONS DE MENAGERES " Région parisienne

n° 3 - Mars 1944

MENAGERE ! ADHERE AUX "UNIONS DES MENAGERES" de votre localité

Le scandale du lait concentré continue...

Nous avons le scandale du beurre devenu denrée parisienne...Nous avons un autre scandale celui du lait concentré . Les journaux clament :" Le lait concentré doit être réservé à ceux qui en ont réellement besoin," (Oeuvre du 4/2/44) sans considérer le problème du point de vue de l'intérêt vital de l'enfant.

A la date du 15/2/44, l'Oeuvre reprend la question pour essayer de faire agréer la nouvelle reglementation du lait concentré qui va priver des milliers et des milliers de petits enfants d'un aliment essentiel.

La nouvelle réglementation est entrée en application le 1er Mars, en même temps

Carnet de la ménagère, *édité par les* « Unions de ménagères - Région parisienne », *n° 3, mars 1944 (Source gallica.bnf.fr / BnF).*

Lise London (DR).

Au-delà du seul parti communiste qui veut en faire un élément de *« l'agitation populaire »*, la Résistance organisée, soucieuse d'élargir son audience, cherche elle aussi à encourager cette forme particulière de protestation féminine, en assimilant *« manifestations de ménagères »* liées aux difficultés quotidiennes à des *« manifestations patriotiques »* et en les intégrant dans un *« processus de reconquête de la liberté et de la citoyenneté[8] »*. À partir de 1942, les mouvements de résistance multiplient les appels pour que les femmes descendent dans la rue afin de protester contre les insuffisances du ravitaillement, ce qui permet à la fois de déstabiliser Vichy tout en renforçant la légitimité de la Résistance.

Ces appels de la Résistance illustrent bien les passerelles susceptibles d'exister entre une contestation féminine d'abord liée à des problèmes du quotidien et la participation à des actions de Résistance proprement dite. Si elles étaient moins engagées que les hommes, peut-être plus attachées à un certain ordre également, les femmes n'en furent pas moins les premières à subir les contrecoups de la politique de Vichy et à basculer dans une forme de dissidence précoce à l'égard du régime, facilitant ensuite, pour certaines d'entre-elles, le basculement dans la Résistance.

Fabrice Grenard
Directeur historique de
la Fondation de la Résistance

[3] *Cité in Dominique Veillon*, Vivre et survivre en France, 1939-1947, *Paris, Payot, 1995, p. 220.*

[4] *Danielle Tartakowsky*, « Manifester pour le pain » in Le Temps des restrictions, *Cahiers IHTP, 1996, p. 465.*

[5] *Rapport de quinzaine de la préfecture de police* in *Archives de la Préfecture de Police.*

[6] *Archives de la Préfecture de Police de Paris*, « Situation de Paris », *28 avril 1941.*

[7] *Lise London*, La Mégère de la rue Daguerre. Souvenirs de Résistance, *Paris, Le Seuil, 1995.*

[8] « Femmes » in *François Marcot (dir.)*, Dictionnaire historique de la Résistance, *Paris, Robert Laffont, coll. Bouquins, 2010.*

Être une femme de « droite » *et syndicaliste à la Belle Époque*

Christophe Maillard (DR).

Sollicité par Marc Crapez, j'ai accepté de participer à la journée d'études *« Femmes et totalitarisme »*. L'idée de me pencher sur cette page syndicale méconnue, qui est celle portant sur les femmes jaunes, m'a semblé intéressante et surtout nécessaire. J'ai travaillé plusieurs années sur le phénomène jaune sans analyser complètement la place occupée par les femmes. Cette journée était l'occasion de réparer cet oubli. Les Jaunes sont aujourd'hui synonymes de traîtrise. Pourtant, pendant une décennie, ils ont réussi à créer un courant social unique et original. Je reviendrai sur le mouvement dans un premier temps, puis sur les femmes *« Jaunes »*, que j'intégrerai plus globalement sur le laboratoire expérimental, syndical et féministe, que représente la Belle Époque.

Un courant original

Entre 1899 et 1914, un mouvement syndical et politique se développa en France. Il réunit jusqu'à 100 000 adhérents et mit en place une véritable structure nationale. Pierre Biétry (1872-1918) fut même élu député, de 1906 à 1910, de la circonscription de Brest. Ce mouvement rassembla des ouvriers, des employés ou encore des personnels de service. Il offrit à une vaste communauté la possibilité de résister à l'arbitraire patronal et aux agitateurs révolutionnaires. Les Jaunes prônèrent aussi le partage du pouvoir au sein des entreprises et défendirent la mise en place d'un actionnariat populaire. Néanmoins, le contexte français de cette époque ne leur permit pas de percer durablement. Ils furent pris en étau entre une pression nationaliste croissante et un rejet de la culture du dialogue social hérité de la Révolution. Pierre Biétry et ses proches glissèrent petit à petit dans la mouvance d'extrême-droite : le mouvement se perdit dans les délires antisémites et nationalistes les plus extrêmes. En 1914, le mouvement disparut sans héritage historique direct. Cette épopée sombra ensuite dans les oubliettes de l'histoire. Seule trace qui a survécu, une insulte politique : être un Jaune signifiant être un traître. Encore en juin 2016, des vitrines ont été saccagées au siège de la CFDT à Paris, et l'insulte Jaune a été écrite sur les locaux.

Cette expression est même utilisée dans de nombreux pays : on la retrouve en Allemagne ou encore au Royaume-Uni. Les travaux de Michel Tournier sont, à cet égard, très éclairants. La couleur jaune est ambivalente depuis au moins le Moyen-Âge en Europe. C'est la couleur soit de la trahison (l'étoile jaune réservée aux Juifs pendant le règne de Louis IX), soit de la gloire (le jaune or et flamboyant). Cette insulte mériterait aussi un travail approfondi : elle est utilisée en mai 1968, mais semble oubliée avant, au profit d'autres expressions comme celle de social-traître par exemple.

Il est intéressant de constater que ce mouvement n'a pas survécu à l'infamie du terme porté et revendiqué, comme si les milliers de militants jaunes n'avaient pas réussi à combattre une symbolique ancienne et des représentations ancrées dans les consciences. Il est possible que la volonté de renverser le stigmate n'ait pas fonctionné et ait même conduit ce mouvement dans des traverses politiques et sociales très éloignées de l'ambition originelle de ses leaders.

Le travail de l'historien s'apparente alors à une véritable enquête (digne d'Hérodote…) car il s'agit de retrouver les traces d'un mouvement non seulement oublié mais aussi très discrédité. Malgré tout, étudier le mouvement Jaune a un avantage : le mouvement de Biétry est tellement oublié qu'il ne suscite plus guère d'intérêt. Il n'est pas un enjeu de querelles mémorielles, comme celles que l'on peut rencontrer sur la guerre d'Algérie ou encore sur l'esclavage aux États-Unis.

Mon travail a consisté à me glisser dans le parcours étroit d'illustres devanciers comme Zeev Sternhell, qui, dans son livre fondateur, *La Droite révolutionnaire*, paru en 1978, écrit deux chapitres riches et documentés sur le syndicalisme jaune. Pour l'auteur, les Jaunes sont surtout un mouvement préfasciste. Pierre Biétry rappelle Benito Mussolini. Les Jaunes feraient penser à des mouvements factieux qui voudraient renverser l'ordre établi. La violence permet aussi à une rhétorique raciste et antisémite de s'exprimer.

Il faut attendre ensuite une thèse en 1994 d'un chercheur irlandais sur le sujet, Edward Arnold. L'auteur défend, au contraire, une vision des Jaunes loin du fascisme mais proche de celle portée par les contre-révolutionnaires français : défense d'une France monarchique, de la famille et d'un catholicisme conservateur. Les Jaunes incarneraient un mouvement de résistance à l'industrialisation et à l'urbanisation du pays. Dans ma thèse, soutenue en 2006, je défends plutôt l'idée d'un mouvement qui synthétise plusieurs traditions des droites françaises, mais qui a, aussi, une réelle dynamique sociale et culturelle.

Un laboratoire féministe *« 1900 »*

Les travaux d'historiens et d'historiennes existent mais restent peu nombreux. Pourtant, les femmes existent dans le mouvement social et chez les Jaunes aussi.

On peut faire la lumière sur de véritables militantes jaunes. Les premières femmes engagées derrière Biétry sont issues de la haute société française : Madame de Veldegg, de Marsac, la célèbre duchesse d'Uzès… Elles ont un rôle financier important, mais aussi politique indirect : elles influencent les dirigeants du mouvement. Le nombre important d'ouvrières et d'employées incite les Jaunes à se pencher sur cette fraction oubliée de la population active française. C'est sans doute cela qui pousse les cadres du mouvement à ne pas oublier la cause féminine.

Très vite, des femmes issues de milieux plus modestes se lancent dans des actions collectives au nom des Jaunes : manifestation, grèves, aide aux familles populaires… Une Ligue des femmes françaises se met en place pour assurer un encadrement moral et matériel aux femmes adhérentes modestes, mais ce cadre sert aussi de pépinières militantes. Les Jaunes percent dans le domaine des *« services »* et créent des structures propres. Bien évidemment, il existe une méfiance forte des militants hommes à l'égard des membres féminins, mais ces dernières ont une place.

Il y a plus globalement un véritable laboratoire qui se met en place, qui fait écho, plus largement, à une forme d'émancipation féminine.

Un engagement féministe non socialiste et non exclusivement chrétien voit le jour. Il peut être considéré comme une des voies des femmes engagées contre le totalitarisme des années d'après la Première Guerre mondiale.

En plus des Jaunes, on peut retenir le cas de Jeanne Loiseau (1854-1921) qui est célèbre, sous le pseudonyme de Daniel Lesueur, comme écrivaine.

Cette femme multiplie les prix littéraires en écrivant des textes très féministes. Elle participe aussi à de nombreuses œuvres philanthropiques et devient une personnalité engagée dans son combat d'émancipation : en 1900, lors de l'Exposition universelle, elle est la seule femme à intervenir à la tribune de séances plénières au Congrès international du commerce et de l'industrie. Elle réussit l'exploit d'emporter l'adhésion des congressistes lorsqu'elle défend un rapport très avant-gardiste sur *« l'évolution féminine »*. En effet, Jeanne Loiseau revendique une égalité salariale homme/femme et la mise en place d'écoles professionnelles pour toutes les adolescentes, prône la création d'associations de défense de la cause féminine et défend une réforme du mariage, jugé trop favorable à l'époux.

Bref, elle porte un discours très iconoclaste qui fait écho aux revendications des femmes jaunes.

Loin des représentations, un axe féministe *« anti-pré-totalitaire »* se met en place avec des personnalités très différentes, du peuple comme de la riche société. Elles ont en commun un refus des idéologies simplistes et une volonté d'associer une forme de libéralisme tempéré avec la défense des droits pour toutes les femmes.

Une vraie leçon de modernité.

Christophe Maillard
Université de Franche-Comté

Références bibliographiques

Edward Arnold, *Les Syndicats* « jaunes » *: Une contre-révolution en milieu prolétarien (1899-1912)*, thèse de science politique soutenue sous la direction de Maurice Croizat à l'Institut d'études politiques de Grenoble, 1994.

Christophe Maillard, *Pierre Biétry, 1872-1918. Du socialisme au nationalisme, ou l'aventure du leader des Jaunes à la Belle Époque*, Belfort, Éd. de l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard, 2013.

Christophe Maillard, *Un syndicalisme oublié*, Paris, Vendémiaire, 2016.

Maurice Tournier, *« Les* jaunes : *un mot-fantasme à la fin du 19e siècle »*, *Mots*, vol. 8, nº 1, 1er trimestre 1984, pp. 125-146.

Sternhell, Zeev, *La Droite révolutionnaire*, Paris, Fayard, 1978.

Une économiste contre le totalitarisme : le cas Marcelle Pommera

Couverture de Fascisme contre la femme, *opuscule de la Conférence mondiale des femmes, en août 1934 (DR).*

Marx contre Lénine

J'ai choisi ce titre d'un article du *Combat marxiste* parce qu'il résume à lui seul tout le combat de Marcelle Pommera, d'abord au *Combat marxiste* et ensuite à *Idées et Action*. Si comme nous l'avons dit, Marcelle Pommera comme Lucien Laurat, et n'oublions pas Wolf Epstein, se sont toujours revendiqué du marxisme, ils n'ont jamais pensé que l'expérience soviétique en était redevable. Bien au contraire, Lucien Laurat, qui avait connu de très près les réalités des premières années de l'expérience bolchévique, était bien placé pour en évaluer, d'une part, l'hétérodoxie par rapport au marxisme et, d'autre part, son caractère meurtrier. Marcelle Pommera, et c'est une chose qu'il faut souligner, sera, en effet, entourée de personnes qui, pour beaucoup, ont vécu les réalités du régime mis en place par les bolchéviques. Il n'est pas sans intérêt de préciser que c'est Souvarine qui avait appelé Laurat à Moscou !

En 1931, Pommera s'associe à la protestation élevée contre la déportation du directeur de l'institut Marx-Lénine de Moscou, David Riazanov. C'est le début d'une longue action contre les déportations ordonnées par Staline, action qui culminera avec la libération de Victor Serge.

Dès 1933 et les premiers numéros du *Combat marxiste*, Marcelle Pommera précise les choses et elle le fait sans ambiguïté aucune : *« La nocivité du bolchévisme devenu la succursale d'une dictature bureaucratico-policière n'a plus besoin d'être démontrée »*.

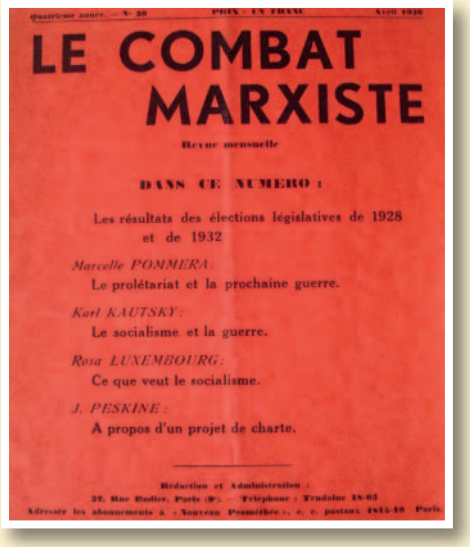
Ce point est important car, pour Pommera comme pour les autres contributeurs de la *Revue marxiste*, la cause est entendue : on ne discutera pas de la nature socialiste du régime soviétique car ce régime ne l'est pas et, pis, ne l'a jamais été.

Deux objectifs sont assignés à la revue : 1) clarifier les idées ; 2) assigner au parti (la SFIO) des objectifs précis. Pour elle, un objectif précis est un objectif réalisable et pas seulement souhaitable.

Pour Marcelle Pommera, la tare fondamentale du bolchévisme, c'est la négation des réalités économiques. Mais il n'y a pas que les bolchévistes et, en 1934, Pommera peut écrire : *« Le meilleur révolutionnaire n'est pas celui qui crie le plus à gauche, c'est celui qui adapte étroitement son action à la situation »*. Mais dire cela nécessite au préalable une clarification des principaux concepts marxistes sur lesquels s'appuient à la fois les bolchévistes et les gauchistes de la SFIO pour légitimer leurs pratiques et leurs analyses théoriques. Marcelle Pommera va donc s'y employer méthodiquement. Son article de 1935 (n° 15) consacré aux controverses historiques autour de la notion de la

dictature du prolétariat est, de ce point de vue, exemplaire.

Pour Pommera, la dictature du prolétariat ne vise pas à priver une poignée d'hommes de leurs droits, mais *« de leur droit à accumuler indéfiniment et indûment la sueur de millions d'autres »*. Ce n'est pas une dictature du petit nombre mais du grand nombre et de la classe ouvrière, et non pas de ses représentants auto-proclamés. La vision léniniste du parti est clairement visée : *« Le parti de la classe ouvrière n'est pas un groupement d'élus, de sages, de mages, de philanthropes qui veulent faire le bonheur de la classe ouvrière au besoin malgré elle. Il est la classe ouvrière elle-même, qui a pris conscience de ses intérêts et de son devenir. Il en est l'auto-organisation »*. Dans le léninisme, il n'y a pas de place pour l'auto-organisation, il faut toujours diriger. Pommera amplifie son propos dans sa conclusion : *« En dernier lieu, la dictature du prolétariat, c'est une dictature de classe, non d'un parti ou d'une clique, avec la plus active participation sans entraves des masses populaires dans une démocratie sans limites »*.


LE COMBAT MARXISTE

Revue mensuelle

DANS CE NUMERO :

Les résultats des élections législatives de 1928 et de 1932

Marcelle POMMERA :
Le prolétariat et la prochaine guerre.

Karl KAUTSKY :
Le socialisme et la guerre.

Rosa LUXEMBOURG :
Ce que veut le socialisme.

J. PESKINE :
A propos d'un projet de charte.

Couverture du Combat marxiste, *n° 30, avril 1936, avec un article de Marcelle Pommera (DR).*

Avec Marx toujours partir du réel

Comme nous l'avons souligné, ce qui fait l'originalité de la pensée de Marcelle Pommera et, plus globalement, celle développée dans le *Combat marxiste*, c'est cette prise en compte du réel, nous voulons dire par là de l'état réel de l'économie et d'une action qui soit adaptée aux possibilités de l'économie et de l'état des forces productives. Le planisme assumé de la revue n'a pas d'autre origine : *« Avec le plan, tout change. Le plan ne promet pas la lune, ni le socialisme ni le paradis terrestre pour l'an 2000. Le plan considère objectivement, scientifiquement l'état actuel de l'économie capitaliste et note que telle branche de la production ou de la circulation des marchandises ou des capitaux est présentement socialisable grâce à son état de concentration et de centralisation… Le plan ne nous propose que ce que nous sommes en mesure d'accomplir »*.

Pour Pommera, la préservation du secteur privé n'est pas une question idéologique, c'est un fait qui s'impose de lui-même. On ne socialise pas, en effet, des secteurs qui n'ont pas atteint leur pleine maturité capitalistique.

Un point très intéressant est développé ici : *« On n'abat pas le capitalisme par la coercition, mais par la possession de la puissance économique »*.

Socialiser toute l'économie serait, de surcroît, pousser les classes moyennes dans les bras du fascisme. La socialisation est donc un mythe dangereux et elle conduirait, en outre, inéluctablement à la création de monopoles parfaitement contre-productifs dans une optique économique.

Point que Laurat et Pommera approfondiront après-guerre : pour un état donné de l'économie, la concurrence n'est pas une option, elle est une nécessité, une boussole, dira Laurat. Pommera critique de manière virulente les slogans creux du type *« il faut faire payer les riches »* et l'anti-capitalisme primaire du PC. *« Cette politique*, écrit-elle, *ruinera plus le petit épargnant que le riche et, à terme, appauvrira encore plus les plus pauvres »*.

Au détour de sa démonstration, elle n'hésite pas à écrire : *« Ce n'est pas la richesse en soi qui écrase le prolétaire mais la richesse créant du capital »*. Pommera pousse plus loin son analyse : *« Faire payer les riches, c'est de la démagogie, c'est de l'anti-capitalisme anti-marxiste, superficiel et vulgaire »*. C'est précisément pour avoir ignoré ces réalités, pourtant développées par Marx, que le bolchévisme est entré très rapidement dans une logique répressive qui s'est mue assez vite en logique totalitaire. En étatisant une économie largement pré-capitaliste et en collectivisant une agriculture qui l'était tout autant, les bolchéviques ont créé une classe de parasitaires qui *« consomment la plus-value accumulable et appauvrissent de la sorte les travailleurs de l'industrie »*.

L'étato-bureaucratisme du bolchévisme et le contexte dans lequel il s'est constitué est l'une des causes principales de l'émergence du totalitarisme soviétique. Pour subsister, la classe parasitaire doit exploiter les travailleurs et les paysans et le fait en usant de la force coercitive. Ne pas vouloir débattre de cette expérience économique ou la considérer comme socialiste est, pour Pommera, suicidaire.

Pour Pommera comme pour Laurat, la nationalisation ne conduit à la socialisation qu'à certaines conditions, et Laurat, dans un ouvrage fort pertinent sur les problèmes du socialisme, écrit que, même lorsque les conditions sont remplies pour une nationalisation, il ne faut pas confier la gestion de ces entreprises à des commis de l'État. Car, sinon, on tombera dans les deux écueils que risque de rencontrer toute expérience socialiste et que révèle Pommera, à savoir : 1) la bureaucratisation ; 2) la mauvaise gestion.

Jean-Claude Pacitto
Université de Paris-Est

Les intervenants du colloque

À Sciences Po Paris, Marc Crapez avait réuni, ce jour-là, un aréopage assez exceptionnel de politologues, philosophes politiques et historiens, auteurs de nombreux livres : Jean Leca, auteur du *Traité de science politique*, Blandine Kriegel, auteur d'une œuvre conséquente de philosophie politique, Guy Hermet, qui a dirigé le CERI, un des principaux laboratoires de Sciences Po et des ouvrages de référence comme le *Dictionnaire de la science politique*, Armelle Chopard, première femme agrégée de science politique, Brice Couturier, journaliste de renom, qui a été professeur associé, la psychologue Laurence Picq, auteur d'un des meilleurs livres sur les Khmers rouges, Biljana Vučetić, qui représente l'école historique serbe, Laurent Bouvet et Fabrice Grenard, auteurs remarqués, etc.

L'œuvre de Bat Ye'or et sa réception
Jusqu'où la contradiction est-elle possible ?

En conclusion de la première séance, la journaliste Véronique Chemla présente un exposé empathique de Bat Ye'or, dont nous proposons ci-dessous des extraits.

Née Gisèle Orebi en Égypte dans une famille juive bourgeoise, Bat Ye'or est témoin, enfant, de foules pro-allemandes, de pogroms et lois spoliatrices à l'encontre de Juifs ostracisés et de l'exil de près d'un million d'entre eux hors du monde arabo-musulman. Cette expérience a été le moteur de son œuvre : sept livres, traduits en plusieurs langues, de multiples articles dans des revues savantes, ainsi que de nombreuses conférences et interviews qui ont popularisé ses analyses.

Elle forge le vocable de dhimmitude pour nommer un *« processus complexe et dynamique d'islamisation »* des indigènes non-musulmans majoritaires, vaincus par le djihad. Brisant le cliché d'un islam tolérant à l'égard des Juifs, elle énonce *« pour la première fois les servitudes de la dhimma »*, en montrant que la condition de dhimmi soumet à un statut infériorisant et avilissant, et signale d'anciens nazis parmi les conseillers du gouvernement de Nasser.

D'emblée, ses travaux divisent. Si le Congrès juif mondial et des médias juifs les apprécient, la professeure Hava Lazarus-Yafeh est indignée par les analyses d'une non-universitaire sur les *« Juifs d'islam »*.

Bat Ye'or élargit ensuite son sujet aux Chrétientés d'Orient, l'étend historiquement et géographiquement. Un chapitre évoque l'État d'Israël, réédifié selon elle par les anciens dhimmis juifs. Elle conteste la pertinence de concepts comme les *« minorités ethno-religieuses protégées »*, décrits par Bernard Lewis et Fernand Braudel, qui contribuent à propager le mythe al-Andalus de la *« tolérance islamique »*, de la coexistence pacifique interreligieuse sous domination islamique. Un mythe inventé au XIXe siècle. Bat Ye'or invite les musulmans à réexaminer leur histoire, renoncer au djihad[1], établir des relations d'égalité avec les non-musulmans, dans un objectif de paix. Elle affirme à une Europe diabolisée par son passé colonisateur qu'elle *« a libéré le dhimmi de son asservissement »*.

Si d'éminents historiens lui apportent leur soutien – parfois après quelques réticences, comme André Chouraqui et Léon Poliakov –, Marek et Clara Halter ou George Steiner lui sont, en revanche, opposés. En France, Jean-Pierre Péroncel-Hugoz et Jacques Ellul, au *Figaro* et au *Monde*, lui sont favorables. Ses thèses trouvent un accueil médiocre en Angleterre et Allemagne, meilleur en Italie et aux États-Unis ; elle est invitée par le Congrès américain pour évoquer les chrétiens persécutés, et par des professeurs d'universités.

En 1986, *The New York Times Book Review* classe Bat Ye'or parmi les *« extrémistes de droite »*. Au fil des décennies, les positions se durcissent. Vers 1991, Jacques Ellul déplore auprès de Bat Ye'or *« l'atmosphère de censure, de peur à l'université, dans les médias »*. À partir des années 2000, estimant affronter un grand déni ou grand mensonge, elle quitte la problématique historique de la dhimmitude pour des considérations politiques. Faut-il, pour autant, intimider une parole déviante et brûler Bat Ye'or ?

[1] *Entendre par là le petit djihad, la lutte armée, à distinguer du grand djihad (NDLR).*

Un aperçu des débats
Première séance

Les manifestations de ménagères : une forme de contestation au quotidien dans la France de Vichy

Cette communication *« absolument passionnante »*, selon les termes de la présidente de séance, est très applaudie ; la discussion met bien en relief le distinguo entre la situation française, de pénurie dans un régime autoritaire, et d'autres situations plus extrêmes.

Être une femme de « *droite* » et syndicaliste à la Belle Époque

Guy Hermet apporte un complément en évoquant *« le milieu de la haute bourgeoisie industrielle du Nord de la France : ces femmes avaient le permis de conduire, des vêtements arts nouveaux et une allure* modern style *»*. Marc Crapez salue cette remarque *« très intéressante »* que l'on peut certainement étendre au cas des *« flappers »* britanniques. Dans son livre, Christophe Maillard montre bien la logique d'un certain patronat qui trouve un intérêt bien entendu à ce que les ouvriers satisfaits de leur condition.

Une économiste contre le totalitarisme : le cas Marcelle Pommera

Jean Leca juge l'exposé fascinant. Jean-Claude Pacitto acquiesce : *« Lorsque Marc m'a parlé de Marcelle Pommera, je ne la connaissais pas, je l'ai découverte et c'est passionnant. »*

L'œuvre de Bat Ye'or et sa réception

Ce *« passionnant exposé »*, qui a *« très bien mis en évidence la dhimmitude »*, selon la formule de Blandine Kriegel, fait notamment l'objet d'un échange animé avec Brice Couturier, qui considère l'État d'Israël d'abord comme une affaire *« d'ashkénazes rescapés du nazisme »*, et estime qu'avant la crise de Suez de 1956, *« beaucoup de Juifs »* vivaient encore en Égypte. Véronique Chemla objecte que, dès 1947, certains responsables arabes avaient pris leur communauté juive en otage devant la question de la formation d'un État d'Israël. Michèle Tribalat, démographe, signale le livre récent de Serafin Fanjul, *Al Andalus, L'invention d'un mythe. La réalité historique de l'Espagne des trois cultures*. Marc Crapez suggère que ce qui *« constitue un obstacle aux thèses de Bat Ye'or, c'est que, partant d'une importante découverte sur la dhimmitude, elle a construit la notion de Grand mensonge, comme si on lui en voulait personnellement, alors qu'il s'agit d'un agencement de circonstances »*.

Comment identifier le totalitarisme ?

Guy Hermet, directeur d'études émérite à Sciences Po Paris, ouvre la deuxième séance du colloque, consacrée au communisme à l'Est, par une réflexion sur le concept de « totalitarisme ».

Blandine Kriegel, Guy Hermet, Véronique Chemla et Marc Crapez (coll. Marc Crapez).

Rendue possible par Marc Crapez, cette réunion a brassé une immense et prégnante matière couvrant de multiples facettes de l'attitude des femmes face au totalitarisme, qu'il s'agisse de leur résistance active à la tyrannie aussi bien que de leurs réactions mentales ou intellectuelles à celle-ci. Mais s'il a été question pour l'essentiel, au cours des discussions, des *« situations totalitaires »*, au demeurant très différentes, offertes par l'Union soviétique et l'Allemagne nazie, presque rien n'a été dit, en revanche, de ce que pouvaient désigner l'adjectif *« totalitaire »* ou l'expression de totalitarisme.

Persuadé de ce que l'on se trouve confronté d'un côté à des abus de langage qui, depuis les années 1930, ont conduit à qualifier de totalitaire toute forme de gouvernement plus ou moins autoritaire, étrangère à la démocratie représentative et, de l'autre côté, à réserver, à l'inverse, l'exclusivité du totalitarisme aux seules abominations incarnées par le nazisme et le *« socialisme réel »*, je ne me propose pas d'énumérer ici les considérations successives sur un phénomène analysé en particulier par l'ouvrage classique de Carl J. Friedrich et Zbignew K. Brzezinski[1]. Mon propos est, plus modestement, de signaler les deux conceptions qui m'ont semblé les plus pertinentes à cet égard. Sans ordre chronologique, la première de ces conceptions est celle de Juan Linz, la seconde celle de Hannah Arendt.

Relevant l'un de la sociologie politique comparative, l'autre de la philosophie politique, participant tous deux des cultures allemande et américaine, Linz immergé en plus dans celle de l'Espagne, les deux auteurs partagent avec cela un trait commun. Ils disposent de cette capacité de pénétration ou, si l'on veut, souffrent de ce manque de distance d'avoir été personnellement affectés par le totalitarisme, Arendt en tant que juive allemande, proche par surcroît de Martin Heidegger, Linz de par son origine à demi allemande, espagnol d'adoption, proche d'intellectuels phalangistes marquants dans sa jeunesse.

La conception du totalitarisme selon Juan Linz[2] dérive de son expérience de vie personnelle, en particulier de son expérience intellectuelle. Arrivé très jeune en Espagne avec sa mère espagnole à la suite de la mort accidentelle de son père allemand, il y connaît la guerre civile, puis effectue ses études secondaires dans un collège espagnol (il refuse de fréquenter le gymnase allemand de Madrid). Il poursuit des études de droit dans la capitale du franquisme, finalement sous la conduite de Francisco Javier Conde, phalangiste éclairé, traducteur de Max Weber, qui l'aide à poursuivre son cursus aux États-Unis. Cursus qu'il achève avec un doctorat (PhD) en sociologie politique de l'Université de Columbia, avant d'occuper pour l'essentiel de sa carrière une chaire à Yale.

Il lui apparaît alors avec clarté que la dictature du général Franco, qualifiée mécaniquement de système totalitaire à l'instar des défunts *« régimes fascistes »* de Hitler et Mussolini, n'a pas grand-chose à voir avec ceux-ci. Averti de la réalité tangible de l'Espagne plutôt qu'obéissant aux slogans, il lui semble aussi que les différences entre ces cas ne tiennent pas tant à l'intensité de la répression, des tueries, qui existent partout, ni à l'omnipotence de la police secrète, en tout lieu redoutable. Elles tiennent pour l'essentiel à la visée, à l'enjeu, à l'ambition en quelque sorte motrice des types de gouvernements considérés, perçus au travers de leur action sur les sociétés environnantes. Les systèmes totalitaires à la manière du système soviétique, du système nazi, du système maoïste, des Khmers rouges ou du système castriste, notamment, s'assignent comme mission explicite d'absorber leur environnement social au sein de l'État ou de ce qui le remplace, au sein du Parti ou du dispositif de commandement central. La société ainsi phagocytée, *« dékoulakisée »* dans son intégralité, doit cesser d'exister pour se confondre avec le système. Rien à voir avec l'Espagne du dictateur Franco, préoccupé exclusivement de juguler brutalement les velléités subversives de la population soumise à son autorité, nullement de l'annihiler. En fait, le plus grand nombre des unités politiques se rangent à certains moments dans cette catégorie de régimes autoritaires en dépit de leurs formes institutionnelles multiples, de la dictature de parti unique aux *« démocraties illibérales »* et autres *« régimes hybrides »* d'à présent, en passant par les gouvernements militaires, le multipartisme contrôlé, les monarchies traditionnelles ou les pouvoirs *« sultaniques »* (sans oublier la Chine actuelle, qui ne relève plus du totalitarisme).

"L'intention d'absorber la société : critère fondamental de la relation entre le dispositif de commandement central et le milieu humain qui l'entoure."

À partir de ce point, Linz reconsidère et distingue les principaux modes de gouvernements plus ou moins *« mangeurs d'homme »*, en reprenant ce même critère fondamental de la relation entre le dispositif de commandement central et la société

[1] *Carl J. Friedrich, Zbignew K. Brzezinski (eds.),* Totalitarian Dictatorship and Autocracy, *Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1956 [2nd ed. 1965, New York, Praeger].*

[2] *Juan J. Linz,* Régimes autoritaires et totalitaires, *préface de Guy Hermet, Paris, Armand Colin, 2006 [2000].*

ou le milieu humain qui l'entourent. Distinct par conséquent du totalitarisme, l'autoritarisme caractérise les gouvernements et autres dictatures dont l'objectif et le motif principaux consistent à se fortifier pour demeurer au pouvoir ou pour préserver certaines situations établies. Ces gouvernements n'ont nullement l'intention d'absorber leur société, bien au contraire. Ils veulent seulement la confiner, éloigner sa menace potentielle, la mettre en quarantaine. Quant aux démocraties ou réputées telles, elles se proposent, à l'inverse des systèmes totalitaires, de confondre l'État et sa société, de le diluer dans celle-ci, de ne refléter que la volonté du peuple au prix de divers accommodements comme l'alternance au pouvoir, le respect des minorités ou l'État de droit. Ces propositions sont certes abstraites et simplificatrices à l'extrême. Elles ne paraissent pas inexactes pour autant.

La figure de Hannah Arendt est mieux connue que celle de Juan Linz. Allemande, philosophe, élève de Martin Heidegger, exilée aux États-Unis pour cause de judéité, elle a précisément réservé la plus grande partie de son attention sur le phénomène totalitaire. Elle l'a également observé sous diverses facettes[3], en portant l'accent sur l'une ou l'autre de ses composantes, que l'on ne peut énumérer ici. C'est toutefois l'interprétation qu'elle livre de l'appui du pouvoir totalitaire sur la terreur qui m'a le plus convaincu. Pour Arendt, les systèmes démocratiques sont, par convention, réputés réfractaires à l'exercice de la terreur comme ressource politique primordiale. De leur côté, les gouvernements autoritaires à la façon de l'Espagne de Franco ou de la Turquie d'Erdogan sont plus répressifs que *« terroristes »*, dans la mesure où, sauf accident, ils frappent sélectivement ceux qu'ils considèrent à tort ou à raison comme leurs adversaires, sans maltraiter par-dessus le marché la masse de la population jugée passive et encore moins leurs partisans. En bref, le gros des sujets des gouvernants autoritaires peut continuer à penser que c'est seulement le laitier qui sonne à la porte de si bon matin[4].

Ce n'est pas le cas dans les systèmes totalitaires. La diffusion d'une terreur indiscriminée et paroxystique au sein de l'ensemble de la population y constitue l'outil irremplaçable d'asservissement absolu d'une société réduite à ses ultimes soubresauts. Dans ce but, poursuivre par priorité les ennemis même simplement supposés du pouvoir central n'instille nulle terreur dans la masse. Celle-ci s'estime protégée par son absence de sentiment de culpabilité. Elle peut, à la limite, éprouver une satisfaction maligne à voir certains ex-puissants persécutés. Pour que la terreur devienne totale et *« totalitairement »* paralysante, il convient donc que la menace de la répression pèse sur n'importe qui à n'importe quel moment, tout en bas comme tout en haut de la hiérarchie. Mieux, frapper les innocents et les muets représente sa recette la plus efficace, ce que Staline a bien compris, davantage même peut-être que Hitler, dont les juifs ont monopolisé un temps l'ignominie meurtrière, en laissant les autres croire qu'ils échapperaient au monstre. Le passage du laitier n'est même plus un lointain souvenir dans les systèmes totalitaires accomplis…

Guy Hermet
Directeur d'études émérite
à Sciences Po Paris

[3] *Hannah Arendt,* Le Système totalitaire, *Paris, Seuil, 1972 [1951].*

[4] *Rappel de la formule de l'humoriste Pierre Dac à la radio de Londres en 1944 :* « J'aime ces pays où quand on sonne chez vous à sept heures du matin, ce n'est que le laitier » *(*Drôle de guerre. De Radio Londres à L'Os Libre, *(S.l.), Omnibus, 2008, p. 143).*

Khmers rouges : un tiers de la population décimée

Le sujet de la journée d'étude d'aujourd'hui, proposé par Marc Crapez, *« Les femmes, le totalitarisme »* est des plus intéressants et très important dans la conjoncture actuelle. Merci à Marc Crapez et Jean Leca de m'inviter à apporter mon témoignage.

Le témoignage que j'apporte sur le totalitarisme est celui de la première des deux seules épouses occidentales d'intellectuels khmers (sur des dizaines d'autres épouses qui en ont déposé la demande) à avoir eu un visa des Khmers rouges pour rejoindre leurs maris avec leurs enfants. Je suis la seule à avoir vécu et travaillé au sein d'une instance khmère rouge, à savoir le ministère des Affaires étrangères (MAE), mon mari étant haut cadre auprès d'Ieng Sary, vice-premier ministre chargé des Affaires étrangères. Avec mes deux filles, je suis des quelques rescapées des épurations, mais sans mon fils décédé, parmi les survivantes de l'exode et de l'invasion vietnamienne. En cette qualité, je suis à même, et je me dois, de révéler ce qu'était l'univers khmer rouge véritable, différent de celui qui sévissait dans les zones rurales dont on a entendu parler souvent.

L'instauration d'un régime totalitaire

Le totalitarisme khmer rouge (kr) qui a sévi au Cambodge, de 1975 à 1979, illustre le mieux ce qu'est un régime totalitaire, un régime qui a la volonté de tout aplanir et tout centraliser. Il s'est installé brutalement le 17 avril 1975 en usurpant la victoire qu'était la prise de Phnom Penh, obtenue par toutes les forces politiques de l'Union Nationale du GRUNC (Gouvernement d'Union nationale du Cambodge) et du FUNK (Front uni national du Kampuchéa), c'est-à-dire la victoire des ruraux, des ouvriers et citadins, du clergé, des intellectuels, des jeunes, de la bourgeoisie, de l'aristocratie, en fermant le pays durant toute la durée de leur prise de pouvoir comme jamais aucun pays ne le fit (frontières, aéroport, routes, radio, journaux, télévision, téléphone), en proclamant la création d'une société sans riche ni pauvre, sans exploiteur ni exploité, l'abolition du système monétaire et l'abolition de la propriété privée.

Proclamation prononcée tout en faisant évacuer les plus de deux millions de personnes vivant dans la capitale sous prétexte de la menace de bombardements américains. Longtemps, les Khmers rouges ont affirmé que la population allait revenir dans les meilleurs délais, avant de reconnaître que c'était une déportation programmée.

Le maître d'œuvre en était Nuon Chea, dissimulé derrière le binôme Pol Pot et Ieng Sary (qui a suivi une année à Sciences Po Paris), eux-mêmes cachés derrière le prestigieux trio des intellectuels, Khieu Samphân, Hou Yuon et Hu Nim, tous trois docteurs des universités françaises, élus députés et hautement appréciés pour leurs valeurs et leurs qualités d'intégrité, d'honnêteté, d'intelligence, recherchées face à la corruption régnante qui maintenait le pays dans un état de sous-développement. Opposé aux premières directives des usurpateurs, Hou Yuon fut le premier de la longue liste des cadres qui allaient être liquidés dès le lendemain de la déclaration *« sans riche ni pauvre »*.

C'est ainsi qu'avec mes deux filles, quatre et trois ans, nous sommes arrivées au MAE au mois d'octobre 1975. Nous y étions placées en résidence surveillée avec interdiction absolue de sortir de notre petit périmètre,

et assignées aux travaux de nettoyage et de mise en culture du terrain vague attenant. Mes filles, avec le consentement de leur père, me furent retirées et envoyées dans le Centre pour enfants avec interdiction de nous voir. Très rapidement, je fus placée en isolement pour ne pas polluer les jeunes avec des propos, idées et comportements non-conformes. Toutes ces mesures revenaient ni plus ni moins à l'interdiction de bouger et de s'exprimer.

Collectivisation et uniformisation

Comment se déroulait la vie dans les plus hautes instances khmères rouges ? Tout d'abord, et très brièvement, il est important d'aborder la question de la langue kr. Oui, les Khmers rouges ont créé une Novlangue. C'est ainsi que, pour être cohérent avec l'abolition de la propriété privée, les adjectifs possessifs furent supprimés. Dans la foulée, la première personne des pronoms personnels supprimée également. Plus de formules de politesse non plus. Plus question de demander, mais de *« suggérer »*. Ce que l'on demandait était dénommé *« régime »*. Ainsi, avait-on les expressions *« régime morceau de savon »*, *« régime vêtement »*, etc.

Accorder pour les Khmers rouges devenait *« soutenir »*. À ces nouveautés qui obligeaient à effectuer de nombreuses circonlocutions, s'ajoutaient de nombreuses formulations militaires et bouddhistes et des formulations bien particulières pour parler de la mort. Ajoutons les comportements imposés comme ne pas se croiser les jambes en position assise, parler sans bouger les mains, tenir une distance plus que respectable avec une personne de l'autre sexe et se parler sans se regarder. Il va sans dire que la langue kr exerçait un impact formidable sur la pensée et sur la personnalité. C'était le but recherché.

Dans leurs hauts lieux, les Khmers rouges ont organisé la vie sur le modèle de la collectivisation et de l'uniformisation au plus haut point. La vie était gérée par Angkar, l'Organisation. Il n'y avait plus de vie intime ni de vie personnelle. Les couples étaient séparés et les enfants séparés des parents. Pas de logement personnel. Histoire de ne pas avoir une place à soi, le lieu de repos était modifié continuellement par une équipe qui se chargeait de déménager les maigres effets personnels qui devaient ne comprendre qu'un change et une moustiquaire. Les repas étaient préparés et servis dans des cantines, hommes d'un côté, femmes d'un autre et enfants encore ailleurs. Les portions dépendaient de l'âge. Pas d'objet personnel, et toutes les choses de la vie (soins, habillement) centralisées. Par exemple, qu'un bouton à la chemise vienne à manquer, il fallait *« suggérer »* un

Les dirigeants khmers rouges (Centre de documentation du Cambodge).

bouton à Angkar qui décidait de *« soutenir »* un bouton et de le faire remplacer par l'équipe couture. Que le morceau de savon et le tube de dentifrice soient finis, c'est encore à Angkar qu'il convenait de *« suggérer »* son approvisionnement et c'est elle qui décidait de *« soutenir un régime savon »* ou pas, mais qui ne *« soutenait »* pas car il n'y en avait pas. Idem pour traiter une indisposition ou une maladie. Pour les menstruations, des tissus étaient octroyés et les dates tenues dans un cahier par le cadre. J'en fus dispensée car, de suite, j'ai été en aménorrhée. Tout le monde était organisé en équipes et vivait en équipes du matin au soir (travail et repas) et du soir au matin. La vie était sur le mode boulot-repos. Pas de rémunération (puisque plus de système monétaire), pas de téléphone, pas d'échanges épistolaires, pas de radio, pas de journal, pas d'activité, pas de loisir, pas de bien-être, pas d'entourage affectif et amical. Rien de chez rien. C'était une vie *« table rase »* façon kr.

Au sein des instances dirigeantes et de la vie collectivisée, le système totalitaire était exercé plus radicalement que partout ailleurs. Les premiers temps, disons la première année, en faisant miroiter que la vie allait redevenir normale très rapidement, les Khmers rouges se sont attelé à la désidentification de tous : le changement de nom était imposé contre un pseudonyme à une syllabe, l'ancienne profession et les anciennes activités étaient radiées et impossibles à exercer : tout le monde sans exception devait manier la houe pour cultiver la terre et/ou aménager le système d'irrigation. Tout le monde était habillé de la même façon : pantalon noir et chemise noire pour les hommes, longue jupe noire et chemisier noir pour les femmes, une écharpe traditionnelle pour tous et des sandales coupées dans du pneu ou en caoutchouc. Tout le monde en cheveux courts. Aucun signe distinctif autorisé.

La notion de famille était rayée, remplacée par Angkar/le Parti.

Celui-ci s'imposait comme le seul père et la seule mère de tous et obligeait les vrais parents à ne plus être que les oncles et tantes de leurs enfants et de tous les enfants. Les enfants, quant à eux, devenaient les enfants du Parti et les nièces et neveux de leurs parents et de tous les adultes. Le père n'était plus le chargé de famille, il était uniquement au service d'Angkar. La femme n'était plus ni mère ni femme. Il lui était interdit d'exprimer et même de ressentir de l'amour pour ses enfants. Encouragée à exprimer un total détachement par rapport à ses enfants, elle était privée des échanges affectifs, de son rôle nourricier, protecteur et éducatif avec ses enfants. Elle devait même se glorifier de les offrir à Angkar. Elle ne pouvait plus ni se confier, ni partager, ni se reposer sur son mari. Toute vie émotionnelle et affective envers les siens était supprimée, ce, pour servir totalement et inconditionnellement Angkar/le Parti, jour et nuit. Les enfants étaient conditionnés à critiquer leurs parents, voire à les dénoncer. Le lien familial n'était reconnu qu'au moment des épurations, quand les enfants subissaient le même sort que les parents. Le romantisme, au ton occidental, était banni. Les jeunes filles étaient mariées sans connaître par avance celui auquel Angkar les destinait. Khieu Samphân lui-même prit pour épouse une jeune fille qu'il n'avait jamais vue, et celle-ci, je le tiens d'elle-même, n'a su que quelques heures avant qu'elle allait épouser le soir un haut cadre, sans savoir qui.

Tous les soirs, une réunion dite de vie, traduite par Khieu Samphân par *« Bilan révolutionnaire des activités quotidiennes »*, faisait le point sur le travail effectué, les

manques et les gains, et sur l'application des slogans en cours du genre *« indépendance et souveraineté »*, *« compter sur ses propres forces »*. Elle était ponctuée de fervents *« vive la direction archi clairvoyante d'Angkar »*. Toutes les semaines se tenait une réunion de critiques et autocritiques au cours de laquelle, tour à tour, chaque personne, était amenée à procéder à un examen de sa *« conscience révolutionnaire »*, pour reprendre les termes utilisés, sur ses actes et comportements, d'une part, et à entendre et se soumettre aux observations faites par les uns et les autres qui vivaient et travaillaient avec, d'autre part. Tous les deux-trois mois, un grand séminaire était prodigué par un cadre portant le titre de *« grand frère »* pour délivrer des lignes politiques et idéologiques.

Privés des liens affectifs normaux qui donnent le sens à la vie, soumis à des travaux intenses, ne recevant qu'une nourriture très réduite (nous n'avions que les légumes que nous produisions ; or, faire pousser et récolter des légumes en pleine ville et en faire pousser suffisamment pour avoir du riz en échange, élever des animaux, quand il n'y a rien à manger, relève du tour de force). Le régime alimentaire collectivisé, que j'avais appelé *« arme de la faim »*, a été dénoncé très tardivement par les instances internationales comme une famine organisée. Epuisés par le travail et affamés, sans vie affective, sans soin et sans aucune nourriture intellectuelle, sans aucune activité culturelle ou sociale, nous étions ravalés au rang d'agissants et de non pensants. Car travailler et obéir sans se poser de question, se soumettre et faire le dos rond étaient les stratégies gagnantes pour ne pas s'attirer les pires ennuis. Le processus d'uniformisation et de désidentification atteignait ses objectifs.

La démocratie véritable

L'année 1976 fut marquée par la publication d'une constitution avec le concept de démocratie véritable, qui se traduisait par une longue liste d'interdictions et d'obligations (plus question de droit et de devoirs), une mascarade d'élection d'une assemblée nationale et la proclamation d'un gouvernement. La politique idéologique khmère rouge s'est intensifiée avec l'accent mis sur le niveau de conscience. Pour les Khmers rouges, la personne dotée d'une *« conscience claire et sereine »* ne pouvait qu'agir conformément aux directives et tout réussir. Tout ne pouvait être que prospère. Les récoltes pouvaient passer de trois à neuf quintaux à l'hectare, la santé devenait florissante ; et ainsi, il n'était pas besoin de remèdes, l'armée était invincible, etc. A contrario, tout échec, tout manquement, tout symptôme quel qu'il soit, – une indisposition passagère, une mauvaise récolte, un acte manqué, un manque d'enthousiasme et d'ardeur, la myxomatose chez les lapins d'élevage, de même qu'une ardeur trop grande –, étaient l'indice d'une mauvaise conscience. Qui disait mauvaise conscience disait conscience contre-révolutionnaire. Qui disait conscience contre révolutionnaire impliquait élimination. Les vagues d'épuration se sont multipliées et répandues.

Les directives idéologiques insistaient sur l'abolition de l'égo, en référence à un concept hindo-bouddhiste. Pour les Khmers rouges, cela signifiait ne plus avoir de pensée ou jugement personnel, faire abstraction de l'éducation reçue, effacer ses traits de caractère et abolir sa personnalité, ce, pour recevoir et intégrer profondément la pensée unique, la seule à être bonne et juste. C'était ni plus ni moins l'abolition du droit de penser par soi-même, l'interdiction de se comporter comme on est. Les êtres humains étaient vidés d'eux-mêmes.

Les séances de critiques et autocritiques hebdomadaires veillaient à l'application de ces directives. Dans cette vie fermée sur elle-même, la surveillance des uns sur les autres, de la part des semblables comme des cadres, était continue, dure et impitoyable. Il était facile de relever des détails de vie et de les critiquer. D'où également l'auto-surveillance et l'auto-anéantissement de la personnalité. Le vide intérieur devenait sidéral. À ce titre, comparativement, c'était pire que la vie dans les camps de concentration, car dans les camps de concentration, les prisonniers entre eux pouvaient parler, échanger, se soutenir. Chez les Khmers rouges, parler d'une chose non imposée, évoquer un problème, confier ses doutes et ses questionnements, se plaindre, était dangereux. C'est ainsi qu'après la réponse chargée de menaces de mon mari la première fois que je faisais une observation, je décidai de me taire. Mon mari et moi, nous ne disions rien que les slogans et expressions stéréotypées. Et moi, j'essayais de continuer à vivre comme si de rien n'était, tout en étant vigilante pour garder intérieurement mon indépendance de pensée, quitte, me disais-je, à leur réserver un *« il n'y a pas pire eau que l'eau qui dort »*.

Au bout de presque une année chez les Khmers rouges, j'ai demandé à repartir avec mes filles. L'éloignement de mes filles et les maltraitances perpétrées sur elles, les horribles conditions de vie qui nous étaient imposées, le non-sens, l'absurdité de continuer de vivre aux côtés d'un mari totalement dénaturé (où était sa vraie nature : celui d'avant ? ou l'actuel ?), l'inutilité de mon travail (je ne faisais que porter de la terre et de l'eau du matin au soir et traduire quelques lignes), l'éloignement de ma famille et le manque d'échanges avec elle, m'ont amenée à cette décision. Je le rappelle, il y avait interdiction absolue de sortir du MAE. Les rues désertes de Phnom Penh étaient sillonnées par l'armée. Je ne pouvais pas prétendre monter clandestinement avec mes deux filles dans le seul avion – un avion chinois – qui atterrissait une fois tous les quinze jours. Impossible d'envisager la traversée du pays à pied ou avec un vélo que j'aurais pu dérober, car notre faciès, à mes filles et moi-même, était à lui seul une cible. Les Khmers rouges se vantaient régulièrement de prendre et de tuer les journalistes qui, forts de leurs bons droits, croyaient tenir un scoop exceptionnel en entrant clandestinement dans le pays. Ils ont été nombreux à subir ce sort. Ma demande fut refusée avec des menaces très lourdes. Ne me restait que de plier, me soumettre, et *« wait and see »*.

Les épurations

Au long de 1977 et 1978, alors que les Vietnamiens menaçaient de riposter aux agressions des Khmers rouges, dans les milieux khmers rouges, la politique idéologique s'intensifiait. Se radicalisait encore, dirait-on aujourd'hui. Il était affiché que mieux valait rester avec deux millions d'habitants, à condition qu'ils soient bons, plutôt que de garder les sept millions. Mieux valait tuer dix innocents que de laisser courir un présumé coupable. Les vagues d'épuration se déclenchèrent et se multiplièrent avec une violence inouïe. C'était au tour des serviteurs des cadres, simples employés, et toute leur famille et leurs connaissances, de près et de loin, qui étaient frappés de mort. Hu Nim, le numéro trois du trio fut ainsi arrêté et tué.

Les amis de mon mari, qui étaient aussi mes amis, auprès de qui je vivais depuis dix ans, et nombre de personnes que je côtoyais depuis longtemps et qui avaient rallié le Cambodge avec leurs diplômes et leurs biens, pour la reconstruction du pays, furent emportés par les vagues d'épuration. Agents des services d'espionnage étrangers, comploteurs de coups d'État me fut-il dit. Moi qui voyais en eux de belles personnes (tous généreux, hauts diplômés, intègres, intelligents), je m'interrogeais. Comment est-ce que je pouvais ne pas avoir vu, ou su, ou imaginé pareille chose ? Est-ce que je pouvais à ce point ne pas les connaître ? Et est-ce que je me connaissais bien moi-même ?

À cette époque, je fus convoquée à une séance de critique autocritique et entendis les différents membres de la réunion, l'un après l'autre, me mettre en garde, que mes agissements, comportements, silences et propos faisaient de moi un agent du service de renseignement français, et aussi un agent de la CIA, et aussi un agent du KGB, et aussi un agent des services chinois, et aussi un agent des services vietnamiens.

Parallèlement, voulant devenir un grand pays peuplé de personnes dotées d'un niveau idéologique excellent, les Khmers rouges avaient besoin d'une nouvelle génération qu'ils formateraient idéologiquement. Pour ce faire, ils organisèrent des mariages en masse, le matin pour le soir même, entre jeunes gens ne se connaissant pas nécessairement, réunis le temps de quelques accouplements pour assurer la reproduction. De plus, les hommes cadres mariés à des femmes de nationalité étrangère, – épouses, je le rappelle, à qui les Khmers rouges n'accordaient pas de visa pour rejoindre leurs maris –, étaient amenés à prendre une épouse khmère. Ainsi, après avoir été privées de leurs fonctions de femme et de mère, les femmes se voyaient désignées pour être des pondeuses.

Pour dresser un écran de fumée sur la situation réelle, le régime alimentaire fut amélioré. C'est ainsi que, sans reprendre un des dix kilos que j'avais perdus (vingt pour cent de mon poids), l'aménorrhée dont j'étais victime depuis mon arrivée s'arrêta, sans m'avertir, et que je tombai enceinte. À cette époque-là, je travaillais à plein temps dans les bureaux, dactylographiant et traduisant discours et déclarations du gouvernement, ainsi que des articles destinés à la propagande étrangère.

Je m'accrochais aux textes des délégations étrangères en visite disant que la situation était des meilleures, que le pays était des plus beaux et que tout y était merveilleux. Les Khmers rouges vantaient le fait qu'Amnesty International ne voyait rien de blâmable dans la situation du Cambodge. Je m'y accrochais également.

La recherche d'un état de conscience supérieure

Continuant sur leur lancée, les Khmers rouges appelaient à un état de conscience supérieure, là où seuls deux affects existent, à savoir l'amour sans limite pour le parti et la haine sans limite pour l'ennemi, tous les deux sur le mode de la jouissance morbide du sacrifice et de ses vertus purificatrices. Une telle conscience était la garante d'une superpuissance et d'une infaillibilité à toute épreuve. C'était l'assurance d'une victoire sur les voisins vietnamiens traités d'ennemis héréditaires mangeurs de territoire. L'assurance d'un développement extraordinaire du pays et le retour à la grandeur des temps angkoriens.

Pour atteindre ce niveau de conscience, c'est l'ennemi intérieur qui était visé, l'inconscient même. Cet ennemi intérieur était à la fois l'impact et la mémoire de ses parents et de ses professeurs, l'impact et les souvenirs de son enfance, c'était les sentiments pour sa famille et ses amis, d'avoir étudié, lu des livres, regardé des films, joué de la musique, chanté des chansons, désiré du confort, de se rappeler des bons moments autres que les bons moments sous les Khmers rouges, d'avoir faim, d'être fatigué, etc.

S'en prendre à l'inconscient pour le vider de tout et l'empêcher de se manifester relève du non-sens absolu et de l'impossible, cela va de soi.

Mais les Khmers rouges n'en étaient pas à cela près. Ils instituèrent des séances de *« confession révolutionnaire profonde publique »* dans le but de dépister, débusquer et tuer l'ennemi intérieur, cet *« ennemi dans le corps khmer »* disaient-ils. Comment tuer ce genre d'ennemi dans l'inconscient sans tuer le corps qui l'habite ? Par souci d'efficacité, chacun dut rédiger son autobiographie et la remettre au supérieur de manière à pouvoir suivre les déclarations, d'une confession publique à l'autre.

En plus des confessions publiques et de l'autobiographie, Ieng Sary, Khmer rouge numéro 2 d'alors, dirigeant du MAE, annonça la mise en place d'un examen de conscience. Les conditions de ce contrôle du niveau de conscience étaient les suivantes : compte-tenu que les épurations massives et nombreuses, qui ont décimé les cadres et les employés, sont une erreur ; que ces épurations ont été initiées et orchestrées par un traître ; que ce traître est encore au pouvoir ; et qu'il faut l'éliminer ; chacun, un à un, sera interrogé et devra dénoncer ce traître ; donner le bon nom indiquera que la conscience est bonne et la vie sera sauve ; donner un mauvais nom indiquera que la conscience est mauvaise, avec les conséquences que cela comporte ; idem pour celui ou celle qui voudrait s'abstenir car, comme le régime est celui de la démocratie véritable, dixit la Constitution, il est interdit de s'abstenir, obligatoire de se prononcer.

Des crimes longtemps impunis

La suite, ce fut l'arrivée des Vietnamiens, le 7 janvier 1979, et la fuite, quelques jours avant, des dirigeants khmers rouges, livrant aux envahisseurs leurs troupes et leurs employés. Le nombre des victimes du régime khmer rouge est estimé à deux millions (sur sept millions d'habitants), probablement plus proche de deux millions et demi, sans tenir compte des survivants marqués à vie. Fin 1980, profitant d'une mission qui conduisait mon mari en Afrique, lors de l'escale à Genève, je l'ai quitté, prenant avec moi mes deux filles.

Depuis les montagnes dans lesquelles ils trouvèrent refuge, les Khmers rouges poursuivirent leurs actions sans être inquiétés par aucun procès. Ils siégèrent à l'ONU jusqu'en 1989. Lors des Accords de Paris de 1991, ils obtinrent que le terme de génocide ne fût pas écrit. Identifié par un journaliste anglais, le chef de la prison S21, coupable de 17 000 morts, fut arrêté en 1998, c'est-à-dire vingt ans après.

Ce n'est qu'en 2006 qu'un tribunal fut mis en place. Après plus de deux ans de procès, ce chef fut condamné. Il est nourri, logé, blanchi et, s'étant entre temps converti au christianisme, il se trouve lavé de tout et, communiant tous les jours, vit dans une odeur de sainteté. Quatre anciens dirigeants khmers rouges furent arrêtés. Sur les quatre, l'épouse d'Ieng Sary fut remise en liberté pour de plus ou moins vraies raisons de santé mentale, et put finir ses jours tranquillement. Malade, Ieng Sary mourut.

La plainte que j'ai déposée fut rejetée pour cause que le MAE n'était pas un site khmer rouge. L'impunité accordée de fait aux Khmers rouges augurait de la montée des totalitarismes et des populismes et confirme leur augmentation et pullulation actuelles.

Laurence Picq

Luttons contre la maladie de Charcot

Jean-Pierre Matheu, fils de notre délégué de Pau-Béarn, Jean Matheu, est aujourd'hui atteint de sclérose latérale amyotrophique (SLA), plus connue sous le nom de **« maladie de Charcot »**. Parce qu'il a choisi d'être combatif face à l'épreuve, cet ancien joueur de rugby, arbitre de la finale 2009 du Top 14, a récemment créé l'association SLA Fondation Recherche (SLAFR) qui a pour objectif de mieux faire connaître la SLA et de récolter des fonds destinés à financer la recherche.

Si vous souhaitez apporter votre soutien à la lutte contre cette maladie rare qui touche près de 2 500 personnes par an en France, **vous pouvez faire un don sur www.slafr.fr**, le site internet de SLA Fondation Recherche.

Anna Walentynowicz, une révolutionnaire anti-socialiste ?

Faute de place, nous publions ci-dessous un extrait de la longue intervention d'Alexandra Gerota. Le texte complet paraîtra dans un prochain numéro.

Anna Walentynowicz est une ouvrière qui a cru aux promesses du socialisme. Comme elle aime les ouvriers, elle entend les libérer de ce qu'elle découvre progressivement comme étant un système mensonger et répressif. Défendant leur intérêt, elle est véritablement une révolutionnaire contre la dictature du prolétariat.

Même si elle n'a pas un rôle fondamental, celle que l'on a appelée, à tort ou à raison, la véritable héroïne de Gdansk, joue malgré tout un rôle clé dans les événements qui ont abouti à la création et la consolidation du mouvement Solidarnosc.

Comme pour tout évènement qui change le cours de l'histoire ou qui marque les consciences, le mouvement Solidarnosc a des causes multiples, réunit des acteurs différents et revêt des significations diverses.

La personnalité et le parcours d'Anna Walentynowicz sont intéressants car, à plusieurs reprises, la notion de solidarité trouve une réalisation concrète dans ses actes ainsi que dans certains évènements liés à sa personne.

Pourtant, dès 1981, Anna Walentynowicz n'occupera plus de fonction de responsabilité, fût-elle syndicale, sociale ou politique. Est-elle une victime de sa propre modestie, ou de la soif de pouvoir de Lech Walesa ? S'agit-il, plus vraisemblablement, de son refus de tout compromis et de sa défense inconditionnelle de la condition ouvrière ? Et faut-il pour autant transformer Anna Walentynowicz en une icône féministe ?

Alexandra Gerota
Doctorante en Études politiques, CESPRA, EHESS

Les femmes dans la rébellion polonaise

Brice Couturier (Radio France, Christophe Abramowitz).

J'ai interviewé Barbara Skarga à Paris où elle était de passage pour présenter la traduction de son livre, *Une absurde cruauté*, paru aux éditions de La Table Ronde, en 2004. C'est en tous cas ce dont témoigne la dédicace qu'elle m'avait donnée et qui est datée. Hélas, à cette époque, on ne conservait pas, comme on le fait aujourd'hui, la totalité des émissions diffusées par notre chaîne. Et cette interview est perdue, comme celles de tous ces grands esprits d'Europe centrale que j'ai eu l'occasion de tenter de faire connaître sur l'émission hebdomadaire Cause Commune. Notamment, ses collègues de ce qu'on a appelé *« l'École de Varsovie d'histoire des idées »* : Leszek Kolakowski, Krzysztof Pomian, Bronislaw Baczko. Ou encore Zygmunt Bauman. Tout a disparu. Je ne pouvais pas conserver les centaines de CD où étaient gravées mes émissions. Cela devrait nous donner à méditer sur la dispersion des traces qui résulte du changement accéléré de supports. Autrefois, les bandes magnétiques étaient conservées. Rien ne reste de nos cassettes et de nos disquettes…

Dans mon souvenir, Barbara Skarga était une femme lucide, dépourvue d'ego comme de pathos. En la rencontrant, j'ignorais qu'elle avait occupé une place éminente dans la philosophie universitaire polonaise. Or, non seulement elle a publié de très nombreux ouvrages importants, mais elle a présidé, dans les années 1980, le département de philosophie de l'Académie des Sciences, qui jouait un peu, en Pologne, le rôle du CNRS chez nous. Entre 1993 et 2006, elle a été la rédactrice en chef d'une revue, *Etyka*. Et elle a dirigé un dictionnaire en 5 volumes des grandes œuvres philosophiques du XXe siècle.

Elle avait une connaissance approfondie de la philosophie française du XIXe, en particulier, ayant travaillé sur le positivisme – elle avait publié, dans les années 1960, des études sur Auguste Comte et Ernest Renan. Ce qui donne une indication sur ses orientations idéologiques fondamentales. En Pologne, l'école dite positiviste s'est opposée traditionnellement aux romantiques d'une manière très différente de chez nous. Les romantiques étaient les partisans des insurrections contre les puissances occupant leur pays – Russes, en particulier. C'est la tradition de Mickiewicz – relayée par Michelet. Leur heure de gloire : l'insurrection de 1830. Les positivistes sont des esprits rationnels. Il faut renoncer à l'insurrection et autres soulèvements héroïques et suicidaires… Édifier une économie moderne, une société moderne, des infrastructures, afin de dominer éventuellement la puissance russe arriérée… Il n'est pas anodin que Barbara Skarga se soit passionné pour ses positivistes et pour les nôtres. Sous la dictature communiste, il y avait là encore des intellectuels romantiques et d'autres, conscients des limites de ce qui pouvait être arraché à la puissance soviétique…

Pourtant, durant l'Occupation de son pays par l'Allemagne nazie, Barbara Skarga, encore très jeune, se situait clairement du côté de la Résistance. Au sein de l'Armia Krajowa (l'armée secrète, AK) de Vilnius, ville polonaise avant la guerre, Skarga gravit les échelons et finit la guerre responsable des communications auprès du chef d'état-major. L'AK participa à la libération de Vilnius, aux côtés de l'Armée Rouge. Mais aussitôt la victoire acquise en commun, les Soviétiques désarmèrent, arrêtèrent et déportèrent tous les combattants. Ils furent accusés de *« fascisme et de haute trahison envers la patrie soviétique »*, la Lituanie étant désormais incorporée à l'URSS. Skarga est condamnée à 10 ans de Goulag. Puis au bannissement permanent au Kazakhstan. En décembre 1955, cependant, elle est autorisée à rentrer en Pologne. Elle en rapporte un livre d'expériences des camps de concentration. Il paraît en France sous un nom d'emprunt, aux éditions Kultura, refuge des dissidents polonais, en

1985. Traduit sous le titre *Une absurde cruauté* en 2000. C'est un des grands livres de témoignage. L'égal de *Si c'est un homme* de Primo Levi. En matière de témoignages de femmes, retenons aussi *Le Vertige* d'Evguénia Guizbourg et le classique *Contre tout espoir* de Nadejda Mandeslstam, sans oublier *Purge*, le livre de Sofia Oksanen, Estonienne réfugiée en Finlande, qui évoque la torture des enfants devant leur mère.

Chez toutes ces femmes, je vois en commun une attention particulière aux petits détails révélateurs de la vie quotidienne en prison et en camp de concentration. Une forme de lucidité particulière les rendant aptes à percer à jour le mensonge officiel qui les broie. Une attention très particulière à l'organisation hiérarchique des camps.

Il en ressort deux grandes leçons :

- La force du rire. *« Notre rire était pour eux* (les tortionnaires du NKVD) *une insulte. Il les surprenait en leur signifiant que nous n'étions pas encore devenues des esclaves. »* Cela les rend furieux. *« Le rire était la victoire des vaincus. Sans doute était-ce pour cela qu'il agaçait autant les camarades officiers, qu'il provoquait leur colère. »* Le rire, une façon de rester humain. De narguer les détenteurs de la force et d'une autorité absolue et sans contrôle.

- Les tortures, humiliations, privation de sommeil, etc. portent le risque de métamorphoser les gens, de les transformer, de les dégrader : *« Le communisme changeait les caractères. Il les privait de toute dignité et de tout sentiment de liberté intérieure. »* On reconnaît la thèse de Chalamov dans ses *Récits de la Kolyma* : l'internement en camp de concentration est instrument de nihilisme moral. Une manière de briser les personnalités.

- Nommée infirmière, Skarga a pu constater que la faim et les maladies décimaient les détenus : *« Dystrophie, pellagre, tuberculose. Le camp assassin n'avait nul besoin d'autres criminels, de chambre à gaz. L'homme y était utile tant qu'il était vivant, tant qu'il bougeait. »*

- Fonctionnement du camp : toute une hiérarchie, depuis les commandants, médecins-chefs et répartiteurs, jusqu'aux esclaves affectés aux *« travaux d'ordre général »*, c'est-à-dire à travailler hors du camp, dans des *« brigades »*. Taux de mortalité énorme. La fatigue et la faim entraînent l'abrutissement, la perte de mémoire, l'indifférence à tout. Mais – particularité des camps soviétiques – les truands tiennent le haut du pavé, les *« ourkas »* constituent une maffia qui domine. Ils terrorisent les gardiens, jouent aux cartes la tête de ceux qui se montrent trop curieux et les exécutent la nuit…

- L'homo sovieticus se caractérise par une forme de résignation et de passivité. On l'a dressé à accepter ce système. Les détenus soviétiques sont scandalisés par la propension des autres nationalités à vouloir préserver leur dignité, leur capacité à se rebeller contre les ordres absurdes : *« Vous pensez par vous-mêmes, c'est pour ça qu'il a fallu vous mettre au trou. »* C'est que les méthodes de torture, destinées à faire avouer des crimes imaginaires étaient efficaces, comme dans *Le Zéro et l'infini* de Koestler. Puisque le Parti juge ma confession nécessaire, la lui refuser serait faire preuve de déloyauté. Ma fidélité me pousse à l'aveu : je suis un saboteur ou un espion. Processus de déliquescence psychologique. Destruction méthodique de la personnalité. Pas étonnant que Skarga ait consacré un essai à discuter la notion d'identité, s'attaquant à la fois à Ricœur (l'identité narrative) et à Lévinas (être soi par le regard d'autrui).

Brice Couturier
Journaliste

On ne plaisante pas chez les communistes
Ženi Lebl (1927-2009)

Biljana Vučetić (coll. Marc Crapez).

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Partisans yougoslaves chantaient : *« Camarade Tito, violette blanche, toute la jeunesse vous aime, vous êtes aimé des vieux et des jeunes, vous êtes le trésor du peuple ! »* Plaisanterie d'après-guerre (1948) : *« Il paraît que la Yougoslavie a remporté le championnat lors de l'exposition florale internationale. Savez-vous pourquoi ? Parce que la Yougoslavie a fait pousser une violette de 100 kg ! »* C'est pour avoir raconté cette blague que Ženi Lebl passa deux ans et demi dans les prisons yougoslaves et le camp de concentration de Goli Otok (*« l'île nue »*). Innocentes plaisanteries, allusions et, le plus souvent, dénonciations suffisaient à vous faire arrêter lors de la chasse ouverte aux opposants politiques et à quiconque remettait en cause le culte de la personnalité à la gloire de Tito.

Après plus de quatre décennies de censure idéologique, des témoignages sur les camps titistes finirent par apparaître. Celui de Ženi Lebl fut le premier émanant d'une femme. *« Je n'écrirais pas sur le camp de l'île nue s'il s'agissait d'un sujet bien connu, décrit et étudié. Mais ce n'est pas le cas. Des centaines de femmes qui y sont allées sont muettes et ressentent toujours de la peur, même aujourd'hui, quarante années et plus après. »*

Ženi Lebl (DR).

Des Juifs au camp de concentration de Sajmište, à Belgrade, dans les premiers jours de 1941 (Musée de Voïvodine).

Ženi Lebl (Jennie Lebel), journaliste, écrivain, historienne et traductrice, est née dans une famille juive de Serbie. Quand l'Allemagne occupa le pays en avril 1941, son père, qui était lieutenant-colonel de réserve dans l'armée yougoslave, fut fait prisonnier. Ženi demeura à Belgrade, esquivant les lois antisémites : *« L'insulte psychologique qui me fut faite, interminable, terrible, cruelle, insupportable, culmina le jour de mon anniversaire, le 20 juin 1941. Nul ne se souvenait de cette date, personne, excepté les Allemands qui m'avaient même préparé un brassard jaune en guise de* « cadeau ». *Ils me désignèrent comme différente des autres, et la question de mon identité commença à m'obséder encore plus, car je réalisais soudainement que je n'appartenais pas à mon environnement. »* Sa mère et sa grand-mère furent gazées dans un camion en 1941. Ženi Lebl s'enfuit en train à Niš, où l'accueillit une amie de sa mère engagée dans le soutien aux partisans. Lebl vécut un an sous une fausse identité, avant d'être arrêtée pour impression et diffusion d'écrits prohibés. Elle fut envoyée en Allemagne, où elle fut enfermée dans un camp jusqu'en 1945. Libérée des geôles de la Gestapo par les Russes, elle retourna à Belgrade où elle termina ses années de lycée et commença à étudier le droit et le journalisme. Elle s'enthousiasma pour les idées communistes, mais n'entra pas au Parti. Elle obtint peu après un travail de journaliste au célèbre quotidien *Politika*.

Un jour, elle fut arrêtée sans la moindre explication. Situation totalement kafkaïenne, elle fut interrogée pendant quatre mois sans savoir ce qu'on lui reprochait. Quand elle réalisa que c'était à cause d'une plaisanterie sur le leader communiste yougoslave Josip Broz Tito que lui avait dite un agent provocateur, elle fut sonnée. Ženi Lebl fut emprisonné pour *« diffamation envers le peuple et l'État »* et condamnée, sans procès, *« au nom du peuple »*, par mesure administrative, à un an de *« privation de liberté et de travail forcé au bénéfice de la société »*. En fait, elle purgea une peine de deux ans et demi (1949-1951), période où elle subit l'expérience la plus traumatisante de sa vie et qu'elle relata plus tard dans un livre (*La Violette blanche*). La vague de violence qui balaya la Yougoslavie après l'été 1948 revêtit des traits totalitaires *« classiques »* : elle détruisit les droits civils de l'individu, la moralité et l'individualisme, mais se caractérisa aussi par une série de particularités. En plus des méthodes ordinaires de torture – coups à l'arrivée, pierres portées, punitions physiques, travail forcé souvent inutile, impossibilité de communiquer avec l'extérieur –, les détenus des camps communistes étaient exposés à des tortures psychologiques. Ženi Lebl donna au lavage de cerveau imposé le nom d'automotographie – soit un renoncement à son soi et une autodestruction. Elle évoqua des tortures physiques et mentales, incluant la violence sexuelle, répandue chez les Bulgares pendant la Seconde Guerre mondiale et chez les agents du Service de sécurité de l'État (SDS) yougoslave. Toute forme de vie *« spirituelle »* était extrêmement difficile à l'île nue : *« Même dans les cachots de la Yougoslavie pourrie, on trouvait du papier pour les traductions, même pour* Le Capital, *pour écrire des chansons, peindre… Là, dans un travail socialement utile…, il n'y avait même pas de journaux. »* À côté des gardiens du camp, l'île nue était dirigée par une hiérarchie, celle des prisonniers. En leur sein, trois groupes de détenus coexistaient : la bande, les activistes et la brigade. Ces groupes étaient en tension permanente, rendant l'établissement de liens émotionnels stables entre les prisonniers rare, et ce manque de connectivité conduisait rapidement à une désolation du Moi et à une régression morale.

Vue de l'île de Goli Otok, en Croatie, qui servit de camp de prisonniers sous le régime titiste (DR).

Ženi Lebl fut autorisée à émigrer en Israël en 1954. En parallèle à ses activités de technicienne radiographiste à Tel Aviv, elle mena des recherches sur l'histoire des Juifs de Yougoslavie et publia dix-neuf livres. Ses ouvrages historiques et études présentent un intérêt pour l'histoire de la Yougoslavie, des Balkans et des Juifs à Belgrade et Dubrovnik, en Serbie et en Macédoine. Les travaux de Lebl renvoient au cœur de la culture balkanique, décrivant une période longtemps négligée dans les analyses historiques.

Biljana Vučetić
Institut d'histoire de Belgrade

L'accès à la Fondation

Le siège de la **Fondation de la France Libre** est installé au rez-de-chaussée du **16, cour des Petites-Écuries**, dans le **10e arrondissement**. On y accède au nord par le passage des Petites-Écuries, entre le 15 et le 17 de la rue des Petites-Écuries, à l'est par le n° 63 de la rue du Faubourg-Saint-Denis, au sud par le n° 20 de la rue d'Enghien.

Pour y parvenir, plusieurs moyens de transport sont à votre disposition :

- **en métro** en métro par les stations Château d'eau (ligne 4), Strasbourg-Saint-Denis (lignes 4, 8 et 9) et Bonne-Nouvelle (lignes 8 et 9) ;
- **en bus** par les stations Château d'eau (bus 38, 39 et 47), Strasbourg-Saint-Denis (bus 20 et 39), Faubourg-Saint-Denis et Hauteville (bus 32), Petites-Écuries (bus 48) et Poissonnière-Bonne-Nouvelle (bus 20, 39 et 48).

Des possibilités de stationnement sont à la disposition des automobilistes au n° 6 de la rue d'Hauteville, au n° 107 de la rue du Faubourg-Saint-Denis et au n° 5 de la rue du Faubourg-Poissonnière.

Épilogue

Blandine Kriegel (DR).

Cher Marc Crapez, Chers Collègues, Mesdames, Messieurs, Chers Amis, je dois, pour commencer, remercier les organisateurs de cette belle journée, de leur invitation qui m'honore et de la joie que j'ai eue à entendre ces contributions passionnantes, comme du plaisir de retrouver ici des collègues et des amis précieux.

En ces journées où la lutte pour le droit des femmes s'affirme avec une vigueur renouvelée, grâce au courage de la jeune génération pour dénoncer les violences et les inégalités qui se poursuivent, il était juste que ne soient pas oubliées toutes celles qui, pendant *« les sombres temps »* du XXe siècle, ont lutté quelquefois dans la solitude et le désespoir mais aussi dans la solidarité contre ce qu'on a appelé, à la suite d'une femme, Hannah Arendt, *« le totalitarisme »*.

L'ensemble des contributions que nous avons entendues montre l'étendue non seulement européenne, mais aussi mondiale, avec l'Amérique du Sud et la Chine, de leurs combats. Il était nécessaire que ceux-ci soient connus et reconnus, et tel est l'apport inestimable de cette journée. On mesure la sécurité et la paix de ceux qui vivent dans les démocraties. Je dirais qu'en étendant ces évocations de l'action de ces femmes remarquables, c'est comme si tout le XXe siècle défilait, en accéléré, devant nous. Vous me permettrez d'associer à leur souvenir la mémoire de ma mère, Paulette Lesouëf de Brévillier, qui, avec Lucie Aubrac et Arthur Kriegel, avait organisé l'évasion des dirigeants de la Résistance, pour les sortir des griffes de Barbie, à Lyon. Une question nous taraude, qui ne manque pas de s'élever à son tour : comment continuer aujourd'hui leur action ? Là peut-être, même si l'arbre ne doit pas cacher la forêt, peut-on revenir un instant à Hannah Arendt. Non seulement parce que son indépendance, son style, sa volonté farouche d'émancipation et de liberté de penser, ont fait d'elle une personne dans laquelle les femmes se reconnaissent aujourd'hui, mais surtout parce que c'est à elle qu'on doit la réflexion sur le code social des systèmes totalitaires. Dans sa prime jeunesse, Hannah Arendt a assisté à la chute et à la défaite rapide, profonde, de la République de Weimar, sous l'action conjointe, qui l'a étranglée, de l'extrême-droite conduite par les nazis et de l'extrême-gauche communiste. L'une des premières, elle a saisi qu'un noyau commun expliquait cette défaite : la société de masse, le populisme, la propagande, la police, les énergies de la foi mises au service de l'idéologie, la terreur. Autour d'elle, toute une génération intellectuelle venue d'Europe de l'Est, souvent des Juifs, réfugiée aux États-Unis et en Angleterre, tels Léo Strauss, Isaïah Berlin, a consolidé ses observations en prenant énergiquement parti pour le régime libéral, mais en incriminant souvent aussi toute la modernité, pour prôner un retour au modèle des Anciens et de la république antique.

Même si nous savons aujourd'hui que c'est la force de ce que nous appelons la démocratie qui a eu en grande partie raison, au XXe siècle, des régimes totalitaires, nous mesurons que tout n'est pas réglé.

« Sauvez la culture occidentale, votez CDU ». *Dans le contexte de la guerre froide, les chrétiens démocrates allemands choisissent une figure féminine pour incarner l'Europe de l'ouest menacée par le totalitarisme (DR).*

Nous en avons un témoignage dans la pérennisation des formes d'extrême droite et d'extrême-gauche en France, et dans leur rapprochement, tant de thèmes populistes et nationalistes.

Tout n'est pas réglé car la génération intellectuelle qui nous précède, et qui a pris le parti de la démocratie contre le totalitarisme, n'a pas eu le temps de s'intéresser plus avant au code politique véritable de la république démocratique – portée qu'elle était de combattre le plus urgent, en dénonçant le système totalitaire. Il fallait donc élargir ces investigations. Heureusement, depuis trois décennies, c'est à quoi se sont intéressées les études anglo-saxonnes de Pocock, Skinner, Kelley, hélas !, trop peu connus en France qui ne compte qu'un petit nombre de chercheurs poursuivant des investigations parallèles et des recherches concernant l'histoire et la jeunesse des républiques démocratiques.

Or, telle est à mon sens, la plus grande faiblesse actuelle de notre démocratie : la méconnaissance de ses premiers bénéficiaires, de son véritable code, de son droit politique, des institutions de l'État de droit républicain, fondées sur le droit du peuple, la souveraineté et la séparation des pouvoirs, les droits individuels humains et civils, les principes de sécularisation religieuse, tous ces droits qui ont largement été recouverts à l'époque des révolutions, de la Révolution socialiste comme de la Révolution conservatrice, par les droits sociaux et nationaux, souvent solidaires d'une idée démiurgique de l'homme, de la classe ou de la nation.

Les femmes qui ont lutté contre le totalitarisme ont toutes combattu, à leur manière, pour la république démocratique, les droits civils, les droits humains et le respect des libertés individuelles et de l'égalité. Leur cause doit devenir notre cause, à toutes et à tous. En Europe continentale, autant qu'on le fait aujourd'hui outre-Manche et outre-Atlantique, nous devons rechercher et connaître la véritable genèse historique de la république démocratique, comme on l'a fait en médecine pour le génome humain, savoir quel est son code, ce que nous devons défendre ou programmer pour demain, afin qu'elle ne demeure pas incertaine ou désarmée, devant le retour des formes actuelles de totalitarisme. C'est ce que nous devons à toutes ces femmes.

Blandine Kriegel
Professeur émérite des universités

Un aperçu des débats - Seconde séance

Comment identifier le totalitarisme ?

Guy Hermet juge que le livre de Marc Crapez est un travail étonnant de recherche de textes et mentionne particulièrement la princesse Kourakine et María Zambrano (traduite par Verónica Vives). Il avance deux notions – opposantes actives et vulnérabilité spécifique – qui sont reprises par les divers intervenants de la seconde séance.

Khmers rouges : un tiers de la population décimée

Alexandra Gerota demande : *« Quelles étaient les références et sources intellectuelles que citaient les Khmers rouges ? »* Laurence Picq répond qu'Ieng Sary se piquait d'avoir observé le système carcéral chinois. Dans son livre, elle indique que plusieurs avaient soutenu des thèses de doctorat sur des sujets tiers-mondistes. Par ailleurs, elle estime que l'oppression dans les camps khmers était telle qu'il ne subsistait même plus, pour les prisonniers, de possibilité de se réconforter.

Anna Walentynowicz, une révolutionnaire antisocialiste ?

Édith Fascioda (qui a collaboré aux traductions du livre *Elles l'ont combattu*) demande si, *« à un moment donné, cette opposante active a été aussi connue que Lech Walesa ou si c'est Lech Walesa qui l'a* "effacée" *avec, on ne peut pas dire la complicité, mais enfin la compréhension active de l'Église ou du gouvernement Jaruzelski ? »*. C'est elle, répond l'oratrice, qui a essayé d'écarter Walesa (comme il l'explique dans ses mémoires) pour aller sur une ligne plus dure, qui aurait probablement été une impasse. En septembre 1980, Anna Walentynowicz déclare à Lech Walesa *« qu'il n'a pas les épaules pour diriger le syndicat et qu'il n'est pas intellectuellement au niveau, et confie qu'elle ne pouvait pas prendre la tête de la grève parce que la grève aurait été discréditée si elle avait été menée par une femme »*.

Les femmes dans la rébellion polonaise

Le débat porte sur la culture de l'aveu, de la confession, le risque pour tout un chacun de tomber dans la trappe. Blandine Kriegel y voit le besoin d'une logique démonstrative (hommage rendu par la vertu au vice) et la toute-puissance de l'idéologie. Subsisterait donc dans le système communiste quelque chose qui reste lié au droit, tandis que le nazisme repose sur un pur rapport de force. Brice Couturier insiste davantage sur les facteurs de similitude entre les deux systèmes. Ainsi, Julian Krzyźanowski, note-t-il, écrivait que *« les Soviétiques avaient nombre de lieux où les chambres à gaz étaient inutiles »*. Le nazisme, pour Brice Couturier, repose sur une zoologie humaine qui hiérarchise les humains en différents degrés d'indésirabilité, mais rappelle que, côté soviétique, existait un discriminant national.

Contrairement à Brice Couturier, appuyé par Laurent Bouvet (politologue), Marc Crapez s'inscrit en faux contre ce distinguo entre les oukases erratiques du communisme et un certain ordonnancement, fût-il dément, du fascisme. Le bon père de famille se trouve, par exemple, à la merci d'éventuelles dénonciations d'un jeune chef de la Hitlerjugend. Le dernier mot est laissé à Laurent Bouvet, qui souligne, entre autres, que, côté nazi, dans le traitement de ceux qui ne sont pas décrétés collectivement nuisibles : *« Il faut qu'il y ait des actes ou, au moins, des suspicions d'actes, pour enclencher la machine répressive »*.

On ne plaisante pas chez les communistes

Brice Couturier : Vous disiez que le père de Ženi était un officier serbe. Je pense que c'est assez rare, dans toute l'Europe centrale, de voir un Juif pouvoir parvenir à un grade d'officier. En Autriche, c'était le cas, mais je ne suis pas sûr que cela fût si facile en Pologne. Comment expliquez-vous cette absence d'antisémitisme en Serbie ?

Biljana Vučetić : Le père de Ženi était ingénieur minier et lieutenant-colonel de réserve de l'armée yougoslave. Les Juifs servirent activement comme volontaires dans l'armée serbe dès la Première Guerre mondiale. On estime que 600 Juifs prirent part à la *« grande retraite »* serbe de 1915, de l'Albanie à Corfou, et au front de Salonique où ils se joignirent aux troupes françaises et britanniques. C'est aussi pourquoi, dans le cimetière juif de Belgrade, un monument est dédié aux 132 Juifs qui donnèrent leur vie pour la Serbie entre 1912 et 1918.

La majorité était des Juifs sépharades, descendants d'expulsés d'Espagne. Un quartier juif existait à Belgrade depuis le XVIe siècle. Marchands et artisans, ils furent progressivement établis dans leurs droits. C'est au moment de la constitution libérale de 1888 que toute trace de discrimination fut abolie. Les Juifs purent alors participer activement à la vie publique.

BC : Une autre question à propos des Juifs de Serbie. Étaient-ils acceptés dans les rangs de la résistance royaliste de Mihailović ?

BV : Engagés dans les unités régulières de l'armée yougoslave, ils étaient sous le commandement du général Draža Mihailović. ls étaient également présents dans le camp communiste. Citons l'exemple de Moše Pijade, célèbre peintre yougoslave, théoricien communiste et proche collaborateur de Tito.

Édith Fascioda : Vous avez mis en relief le fait que Ženi Lebl n'avait dénoncé les violences sexuelles que des prisons bulgares et serbes…

BV : C'est dû à son arrestation par les Bulgares en 1943, où elle fut témoin de tortures. Elle n'observa pas les mêmes exactions là où elle fut internée en Allemagne. C'est au Goulag qu'elle l'a vécu dans sa chair. Ce viol constitua un traumatisme qu'elle eut du mal à verbaliser, comme si ça n'avait jamais eu lieu.

Appel à contributions

Héritière de la *Revue de la France Libre*, organe de l'Association des Français Libres de 1946 à 2000, ***Fondation de la France Libre*** publie des articles consacrés à l'histoire de la France Libre, de son chef, le général de Gaulle, de ses membres et de ses combats, jusqu'à la victoire de 1945.

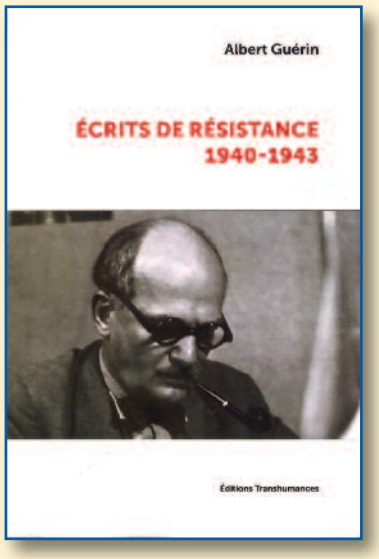
Longtemps organe de la mémoire française libre, la revue se veut aujourd'hui un relais entre cette mémoire, la recherche scientifique et la vulgarisation de la connaissance historique.

Les auteurs désireux d'y contribuer doivent adresser leurs propositions d'articles :

à l'adresse électronique suivante :
sylvain.cornil@france-libre.net

ou par courrier postal à :
Fondation de la France Libre • 16, cour des Petites-Écuries • 75010 Paris.

Écrits de résistance (1940-1943)



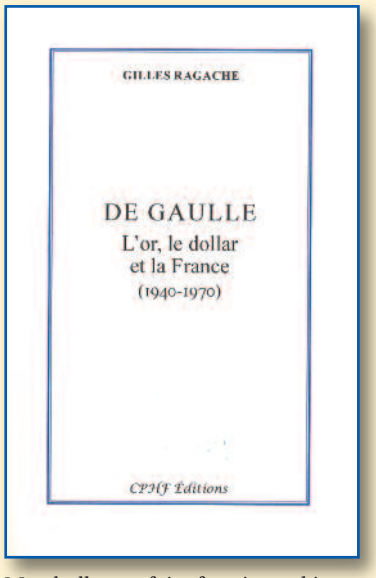
L'histoire de la France Libre, sur bien des points, demeure encore à écrire. Il en va ainsi, notamment, des comités de la France Libre à l'étranger ou de la presse française libre, dont la dispersion sur tous les continents se conjugue à des sources souvent lacunaires. Aussi avons-nous tout lieu de nous féliciter que Jean-Gérard Lapacherie ait pris l'initiative d'exhumer les écrits de Résistance d'Albert Guérin, compagnon de la Libération aujourd'hui bien oublié. Précédé d'une présentation biographique et bibliographique, richement annoté, ce recueil d'éditoriaux parus entre 1940 et 1943 dans le bulletin *Pour la France Libre,* le *Bulletin Radio-Presse du Comité de Gaulle* ou le *Bulletin d'Information de la France Libre* permet d'apprécier à sa juste valeur le rôle primordial et la place éminente du président du comité argentin dans l'histoire de la France Libre.

Issu d'une famille queyrassine émigrée en Argentine, Albert Guérin exerce la profession de commerçant à Buenos Aires quand éclate la Première Guerre mondiale. Engagé volontaire en octobre 1914, il sert dans l'artillerie, dans le corps des sous-officiers puis des officiers, avant d'être victime, en 1918, d'une intoxication au gaz. Figure du monde ancien combattant pendant l'entre-deux-guerres, il entre dans l'histoire en juin 1940 en fondant un Comité national français qui se rallie immédiatement au général de Gaulle.

Une même lecture des événements unit d'emblée les deux hommes. Le Général favorise la diffusion du bulletin de Guérin au-delà de l'Argentine et invite les autres comités à s'inspirer de son exemple. Puis, en octobre 1943, Albert Guérin est nommé à l'Assemblée consultative provisoire pour représenter les comités d'Amérique du Sud.

Grand lecteur, lié dans le combat aux grands noms de la littérature française et argentine de son temps, qu'il s'agisse de Georges Bernanos, de Roger Caillois, d'Adolfo Bioy Casares ou de Jules Romains, Guérin se révèle également, dans ses pages, un écrivain et un penseur politique, à redécouvrir.

Écrits de résistance (1940-1943)
Albert Guérin, introduction de Jean-Gérard Lapacherie
Éditions Transhumances, 1er trimestre 2018, 175 p., 14 €
Pour se procurer l'ouvrage, adresser un chèque de 16 € (2 € de participation au port) aux Éditions Transhumances, Le Rosier, 05100 Val-des-Prés.



De Gaulle : L'or, le dollar et la France (1940-1970)

Derrière ce titre austère, un sujet éminemment d'actualité. Pour qui veut penser la souveraineté – et qui, plus que de Gaulle, la pensa, en France, au cours du XXe siècle ? – la question monétaire est, en effet, essentielle.

Cette conscience, chez le Général, de l'importance de la monnaie doit grandement à l'expérience de la Seconde Guerre mondiale. Née dans le dénuement le plus complet, la France Libre dépend largement, pour son financement, de la générosité britannique – et de ses exigences. Les dons de sympathisants, récoltés partout dans le monde grâce aux efforts des comités de la France Libre à l'étranger, et l'apport des ressources de l'Empire, s'avèrent essentiels à la recherche d'une certaine autonomie, de même que l'émission de *« francs libres »* par une Caisse centrale de la France Libre. La question prend une importance cruciale avec l'entrée en scène des États-Unis, qui établissent une parité exorbitante entre le franc et le dollar, et tentent d'imposer, comme à un territoire occupé, des dollars *« à sceau jaune »* à l'Afrique du Nord, en 1943, puis des francs de fabrication américaine à la France métropolitaine, en 1944.

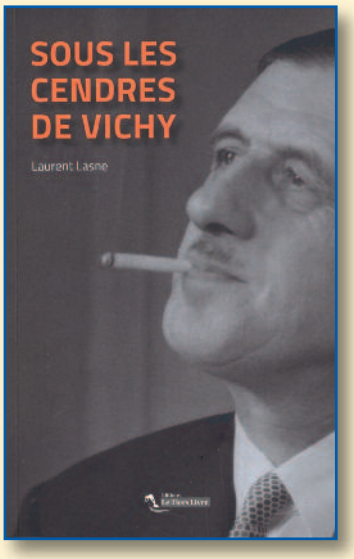
Après la Libération, l'enjeu de la reconstruction s'accompagne de la nécessité de réformer l'armée et de restaurer les finances publiques, dans un monde où les États-Unis détiennent les principaux stocks d'or et où le dollar est la monnaie de référence. Les problèmes financiers de la France, contrainte d'accepter le plan Marshall pour faire face à ses dépenses, continuent de préoccuper le général de Gaulle après son départ des affaires.

Aussi s'attelle-t-il, à son retour au pouvoir, en 1958, à un rétablissement de la situation économique et financière, avec le lancement de l'emprunt Pinay, la dévaluation du franc et une série de mesures contre l'inflation, avant l'instauration, en 1960, d'un nouveau franc garanti sur l'or de la Banque de France. Avec la progression des exportations et l'amélioration de la balance commerciale, ces mesures permettent un remboursement du plan Marshall en 1962, puis de la dette extérieure en 1967.

Or, dans le même temps que la situation de la France s'améliore, les États-Unis, englués dans la guerre du Vietnam, laissent filer leurs déficits, favorisés par leur position hégémonique en matière monétaire. Situation inadmissible que le Général entend remettre en question : il exige des Américains qu'ils paient ce qu'ils doivent à la France, au titre de la balance des paiements, en or, et tente d'obtenir un retour à l'étalon-or. Face à un tel défi, les événements de mai 68, qui provoquent une dégradation de la situation financière de la France, constituent une véritable aubaine pour le gouvernement américain, le FMI, le dollar… et l'Allemagne, qui tente d'obtenir une dévaluation du franc – ce que de Gaulle parvient à éviter jusqu'à sa démission, en avril 1969. Une tranche d'histoire passionnante, retracée dans un style aisé.

De Gaulle : L'or, le dollar et la France (1940-1970)
Gilles Ragache
CPHF Éditions, octobre 2017, 206 p., 16 €

Sous les cendres de Vichy



À quelles sources le général de Gaulle puisa-t-il ses projets de réformation sociale et de participation ? Telle est la question à laquelle Laurent Lasne, journaliste, écrivain et éditeur spécialisé dans l'histoire sociale française, cherche à répondre dans ce livre.

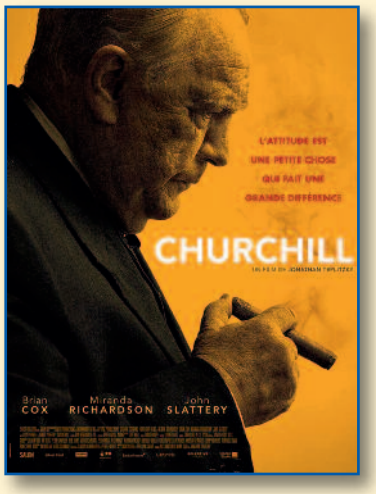
Né dans un milieu catholique caractérisé par une grande curiosité intellectuelle et des préoccupations sociales, de Gaulle s'affirme, au gré de ses lectures (Chateaubriand, Lamartine, Péguy, Bernanos) et de ses expériences (celle de la faillite de l'élite militaire en 1914, celle du courage et de la fibre patriotique du petit peuple durant la Première Guerre mondiale et la guerre polono-soviétique) comme un esprit libre, propre à toutes les dissidences.

Devenu le théoricien de l'emploi de l'arme blindée, il s'entoure d'un groupe d'amis déterminés à faire appliquer par les politiques ses projets de réforme militaire, sans succès. Parmi eux, l'avocat Jean Auburtin et l'écrivain Daniel-Rops, proche de l'Ordre nouveau, mouvement d'inspiration personnaliste, qui le sensibilisent, en retour, à la question sociale. Lecteur de *L'Aube*, plus proche des démocrates-chrétiens que des chrétiens sociaux, et davantage porté à raisonner en termes de civilisation que de Chrétienté, de Gaulle n'esquisse aucun projet social, durant l'entre-deux-guerres, mais pose des fondations. Ses constats et ses lignes d'horizon sont ceux de la jeunesse non-conformiste des années 1930, qui diagnostique une crise de l'homme, avec le développement du machinisme et des oligarchies financières, et prône une révolution spirituelle qui constitue une *« troisième voie »* entre le libéralisme et le communisme, théorisée par l'économiste François Perroux.

Face à ceux qui, dès les années 1930, par pacifisme ou par crainte de la subversion communiste, défendent une ligne strictement défensive, l'apaisement, voire la collaboration, avec le régime nazi, la doctrine militaire de De Gaulle induit une action diplomatique plus offensive contre les périls venus d'outre-Rhin. Après la débâcle de juin 1940, tandis que les élites communient autour du maréchal Pétain dans une doctrine réactionnaire et de culpabilisation de masse, de Gaulle affirme son refus du défaitisme et entend libérer la France non seulement de l'occupant, mais aussi des intérêts particuliers qui jouent contre l'intérêt général. Alors que Vichy discrimine, la France Libre est une *« auberge espagnole »*, unissant dans le combat patriotique ceux qu'hier, l'idéologie divisait.

À partir de l'automne 1941, de Gaulle situe le combat de la France Libre dans le droit fil des principes démocratiques. La déclaration aux mouvements d'avril 1942 déroule l'embryon d'un programme d'avenir et quelques principes. La *« participation »* fait son apparition en novembre 1943. Dans l'esprit du Général, c'est une nouvelle conception de l'organisation sociale, qui s'inscrit dans une vision globale de la démocratie économique. Elle constitue un dénominateur commun permettant de réunir toutes les sensibilités politiques, à l'exception des communistes, hostiles à toute *« collaboration de classe »*. Cette dimension participative guide toute la politique sociale du gouvernement provisoire de la République française, avec l'élaboration d'un plan de sécurité sociale, la création des comités d'entreprise, puis du Commissariat général au Plan, et des vagues de nationalisations. Brève embellie, que le retour des partis ne tarde pas à rompre.

Sous les cendres de Vichy
Laurent Lasne
Éditions du Tiers Livre, mars 2018, 249 p., 16 €



Churchill

À ne pas confondre avec le film *Les Heures Sombres* qui évoque Churchill durant les années précédant la Seconde Guerre mondiale, le film de Jonathan Teplitsky retient une face moins connue du premier ministre britannique durant les 48 cruciales heures avant le débarquement en Normandie.

On y suit pas à pas un Winston Churchill, fidèlement interprété par Brian Cox, traumatisé par l'échec du débarquement à Gallipoli en 1915, échec dont il endossa la responsabilité en démissionnant non seulement de son poste de Premier Lord de l'Amirauté, mais aussi en allant combattre en France comme colonel des Royal Scots Fusiliers. Face à l'imminence de la plus grande opération militaire de l'histoire, il se met à redouter une nouvelle boucherie dans les rangs de l'armée britannique.

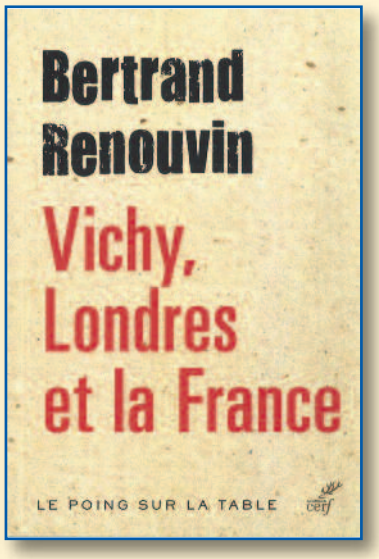
Diminué par la fatigue et l'alcool, dont on le voit user et abuser, le bouledogue n'est plus le même personnage qui incarna la résistance anglaise pendant la bataille d'Angleterre. Réduit à un rôle représentatif, même fidèlement soutenu par son épouse Clémentine, impeccablement jouée par Miranda Richardson, et le maréchal sud-africain Ian Smuts, il ne réussira pas à faire entendre ses réticences face au duo de militaires intransigeants que sont Eisenhower et Montgomery, ayant planifié depuis des mois une opération Overlord qu'ils ne peuvent pas se permettre de reporter.

Une biographie soignée à propos d'un homme qui sent qu'il ne peut plus peser en rien sur les évènements. À voir notamment en version originale pour l'accent du vieux lion.

Vincèn Carminati

Churchill
Jonathan Teplitzky
Orange Studio, octobre 2017,
uniquement en DVD : à partir de 12,99 €

Vichy, Londres et la France



La France, et non le seul gouvernement vassal de Vichy, serait coupable, au même titre que l'occupant nazi, des persécutions commises sur son territoire à l'encontre des Juifs, entre 1940 et 1944. Telle est la thèse, devenue vérité d'État par décision de Jacques Chirac en 1995, que combat Bertrand Renouvin dans ce petit opuscule. Vérité d'autant plus discutable, tonne-t-il, que, dans le même temps, on dédouane le peuple allemand du crime de génocide, pour en réserver l'infamie aux seuls nazis.

Rejetant les formules d'*« honneur »*, de *« valeurs »* ou d'*« idéal »* employées pour justifier ce basculement, l'auteur affirme que la France est d'abord une histoire et un droit qui s'engendrent réciproquement, le pouvoir royal ayant assemblé *« un domaine sur lequel il est souverain et dans lequel les habitants sont libres »*, avec pour principe cardinal que *« le territoire national doit être maintenu dans son intégrité »*. De même, il considère qu'à l'exception notable de Vichy, la France, l'État et la République – au sens de la *Res publica* romaine – sont des réalités qui dépassent la question des régimes depuis 987.

Si le régime de Vichy présente, dans sa prise du pouvoir, les apparences de la légalité, force est de constater son absence de légitimité, qui résulte de son incapacité *« à maintenir ou à rétablir la souveraineté de la nation face aux puissances qui tentent de la détruire »*. Mais sa légalité même n'est qu'apparente, si l'on considère, comme le général de Gaulle et René Cassin, les conditions de l'obtention des pleins pouvoirs et la pratique gouvernementale du régime, qui violent les règles constitutionnelles de la République.

À l'inverse, de Gaulle fait du rétablissement de la souveraineté française le moteur premier de son action et affirme dès la Déclaration organique du 16 novembre 1940 l'inexistence juridique du régime de Vichy et la continuité de la République, exprimées par les différentes ordonnances de rétablissement de la légalité républicaine mises en place dans chacun des territoires où s'imposait l'autorité du Comité national français, du Comité français de la Libération nationale puis du Gouvernement provisoire de la République française.

Fils du résistant Jacques Renouvin, Bertrand Renouvin Bertrand Renouvin est membre du comité directeur de la Nouvelle Action royaliste et directeur politique du bimensuel *Royaliste*. Il est l'auteur de plusieurs livres sur la souveraineté.

Vichy, Londres et la France
Bertrand Renouvin
Les Éditions du Cerf, janvier 2018, 65 p., 5 €

La Promesse de l'aube

Une passion française.

Ce film d'Éric Barbier est la deuxième adaptation cinématographique du roman de Romain Gary, après celui de Jules Dassin en 1970. Et autant le dire tout de suite, le réalisateur s'est donné les moyens d'adapter ce monument. Autant par une reconstitution historique soignée – que ce soit le Wilno des années 1920, le Nice des années 1930 ou bien les bases de la RAF pendant la guerre – que par le jeu des acteurs, que ce soit Pierre Niney, qui campe un Romain Kacew très convaincant, ou Charlotte Gainsbourg, formidable dans son rôle de mère juive qui gardera jusqu'après la mort un lien particulier avec son fils et qui lui aura appris qu'on ne doit se battre que pour trois choses : *« l'honneur, les femmes et la France »*.

Car bien plus que la relation de ce fils et de sa mère, c'est la passion de la France dont il est question dans ce film. Cette passion française qui pousse Mina, la mère de Romain Gary, à vouloir vivre dans ce pays dès la première occasion venue, et que son fils soit au service de cette nouvelle patrie. Ce qu'il fait en suivant les préceptes maternels. Y compris au péril de sa vie, notamment dans une scène très immersive où on est transporté littéralement à ses côtés dans le poste d'observation d'un bombardier à la tête d'une formation du groupe Lorraine (faute de *Boston DB-7*, la réalisation a utilisé des *Dassault Flamant*), à l'attaque d'une gare de triage sous les tirs intenses d'une Flak agressive et ramenant le groupe, alors que son pilote est aveuglé par ses blessures.

Ces scènes de guerres épiques ont été rendues possibles par un budget conséquent de plus de 20 millions d'euros et apportent du rythme à un film qui ainsi a su éviter le piège d'être une simple retranscription du roman intime, même au prix de certains raccourcis historiques, comme sa maladie du typhus, contractée en Syrie et non en Afrique.

En un peu plus de deux heures, ce film constitue une histoire parfois cocasse, parfois dramatique, parfois héroïque, constituant l'éducation française d'un jeune homme, à une époque où devenir Français au point de mourir pour ce pays faisait désirer à des mères une telle destinée pour leurs fils.

Vincèn Carminati

La Promesse de l'aube
Éric Barbier, d'après le roman éponyme de Romain Gary
Pathé, avril 2018, 131 mn, DVD zone 2 et Blu-ray : à partir de 19,99 €

AVIS À NOS ABONNÉS

Vous pouvez retrouver tous les livres, brochures, DVD et objets en vente dans la boutique en ligne de la Fondation de la France Libre à l'adresse suivante : www.france-libre.net/shop/.
Sauf avis contraire de notre part, les ouvrages faisant l'objet d'un compte-rendu dans notre revue ne sont pas disponibles à la vente à la Fondation.

Armel Couëdel

Armel Couëdel, né le 17 octobre 1917, décédé le 11 février 2018 (coll. Pierre Oillo).

Nous reproduisons ci-dessous l'hommage prononcé aux obsèques d'Armel Couëdel, Français Libre de la colonne Leclerc, en l'église de l'Île-aux-moines le 15 février 2018 par Pierre Oillo, délégué départemental de la Fondation de la France Libre.

Année après année, les rangs des Français Libres se sont clairsemés. Beaucoup des anciens de la colonne Leclerc sont allés rejoindre leurs compagnons d'armes tombés pendant les combats de Libye, de Tunisie et de Normandie jusqu'à la libération de leur patrie.

Aujourd'hui, c'est Armel Couëdel que nous accompagnons. Il va reposer dans le petit cimetière de l'Île-aux-moines, dans le golfe du Morbihan.

En juin 1940, lorsque le général de Gaulle lance son appel pour demander aux Français de continuer la lutte et de le rejoindre pour refuser la honte de la défaite, Armel Couëdel est militaire au cœur de l'Afrique. Après sa formation à Lorient au 1er régiment d'artillerie coloniale, il a été affecté au Cameroun. Au mois de juillet, avec plusieurs de ses amis qui refusent la capitulation, il s'engage dans la France Libre. Parmi ceux qui, comme lui, rejettent le régime de Vichy se trouve Raymond Dronne, l'ami fidèle qui, quatre ans plus tard, commandait le 1er détachement de la 2e DB qui entra dans Paris le 24 août 1944. Quatre années de durs combats, de souffrances enfin récompensées sous les acclamations de la foule parisienne.

Pour Armel Couëdel, c'est en Afrique, loin de sa famille, d'Anne sa fiancée qui l'attend à l'Île-aux-moines, que la lutte va commencer. Il apprend sa condamnation à mort par les tribunaux de Vichy qui n'ont pas apprécié le ralliement de ce jeune sous-officier d'artillerie au général de Gaulle.

En août 1940, la conquête des territoires africains commence sous le commandement d'un jeune et brillant officier, Philippe de Hauteclocque, qui a rejoint de Gaulle à Londres, a été nommé chef de bataillon et a reçu pour mission de rallier l'Afrique équatoriale française à la France Libre. Armel Couëdel va découvrir en Leclerc le chef en qui il va placer toute sa confiance et pour lequel, toute sa vie, il éprouvera la plus grande admiration, une vénération sans limites.

Dans la nuit du 26 au 27 août 1940, Leclerc pénètre au Cameroun avec le grade de colonel et proclame le ralliement de l'Afrique équatoriale au général de Gaulle. Celui-ci arrive à Douala le 8 octobre et, avec Leclerc, établit la stratégie pour envahir la Libye sous domination italienne. Les bataillons de marche sont créés, la colonne Leclerc est née. Armel Couëdel quitte le Cameroun pour le Tchad, où d'autres unités arrivent du Congo, de l'Oubangui-Chari et du Gabon. 6 000 hommes dont 500 Européens, se regroupent près de la frontière libyenne. Armel Couëdel fait partie des unités qui occupent Faya Largeau, au nord du Tchad. C'est de cette oasis que part la colonne qui attaque et s'empare de Koufra. L'objectif suivant est le Fezzan, une région grande comme la France. Leclerc choisit d'affaiblir les unités italiennes solidement installées en lançant des raids sur les garnisons ennemies. Tactique particulièrement efficace mais éprouvante pour les hommes et le matériel. Armel Couëdel va connaître la vie dans le désert, avec le vent violent et le sable qui vole et pénètre partout, les pistes où les camions chargés des canons de l'artillerie mobile s'enfoncent dans le sable ou sont bloqués par des blocs rocheux qu'il faut déplacer avec des barres de fer dans le Tibesti.

Il va connaître la soif dans la chaleur étouffante, sans un arbre pour se protéger du soleil, le froid pendant les nuits glaciales où l'eau gèle dans les guerbas, mais aussi la joie de la victoire lorsque la garnison d'un fort italien se rend après le combat, livrant sa réserve de nourriture.

Dans la colonne Leclerc, l'amitié, la solidarité sont grandes parmi des combattants venus de tous les horizons. Pendant les périodes de repos dans les postes ennemis conquis, avec sa belle voix, l'adjudant Couëdel s'est forgé une réputation de brillant chanteur. Son répertoire de chansons étant limité, il va écrire les textes de plusieurs chants qui deviendront populaires au sein de la colonne Leclerc et permettront à de modestes oasis comme Largeau de devenir célèbres :

Quand du haut du Taïmanga,
Pour la première fois,
L'on me dit c'que tu vois
Eh bien, c'est Faya
Un soupir de soulagement en moi renaît,
Fini l'ensablement, enfin la palmeraie.

Appuyés par les avions des Forces aériennes françaises libres, les hommes de Leclerc poursuivent leur marche victorieuse. Le Fezzan est conquis et, le 25 janvier 1943, la route de Tripoli est ouverte. Après de rudes combats contre l'armée allemande, la progression se poursuit vers la Tunisie qui est libérée le 7 mai 1943.

C'est en Tunisie que la colonne Leclerc devient la Force L et combat avec les troupes anglaises. Après une période de repos, elle rejoint en octobre le Maroc, où elle va devoir s'adapter à l'armement et au matériel américain qu'elle reçoit. Elle devient la célèbre 2e DB qui embarque le 20 mai 1944 à Mers-el-Kébir sur deux navires, le *Franconia* et le *Cape Town Castle*. L'étape suivante sera l'Angleterre où ils arrivent dix jours plus tard.

Le 1er août 1944, Armel Couëdel débarque enfin sur le sol de France. Il n'oubliera jamais ce moment. Il aimait à dire : *« Nous étions tous bouleversés, mais aucun d'entre nous n'a eu le temps d'embrasser le sol de la patrie en mettant le pied sur la plage. »*

Le premier contact avec l'ennemi a lieu le 7 août dans la région de Mortain. Artilleur, Armel occupe un poste d'observateur. Il progresse avec la première ligne et doit prendre position sur les points hauts pour diriger le tir de sa batterie d'obusiers de 105. La progression se poursuit vers le sud puis l'est : Château-Gontier, Sablé, Le Mans. Partout, la population acclame ses libérateurs, mais les combats se poursuivent, difficiles, meurtriers, mais victorieux.

Le 23 août, la 2e DB reçoit l'ordre de marcher sur Paris. Ce sera une progression rapide, au milieu d'une population enthousiaste. Le 24, les premiers éléments sous les ordres du capitaine Dronne, l'ami d'Armel Couëdel depuis le Cameroun, pénètrent dans la capitale.

Dans son discours de Koufra, Leclerc a fixé un objectif à ses hommes : *« hisser le drapeau bleu-blanc-rouge sur la cathédrale de Strasbourg »*. Armel ne partagera pas ce moment de bonheur avec ses compagnons. Il bénéficie d'une permission qu'il met immédiatement à profit pour rejoindre l'Île-aux-moines, où l'attend sa fiancée.

Très marqué par son long et périlleux combat sous les ordres du général Leclerc, Armel gardera le contact avec ses compagnons de la colonne qui relia le Tchad à l'Alsace.

Géomètre-expert connu et apprécié dans le département, son théodolite était là pour lui rappeler son TS d'artilleur. Sa maison de Vannes devint le lieu de rendez-vous des Français Libres et de leurs familles. Pendant de nombreuses années, il fut le président de l'Amicale de la France Libre du Morbihan, et c'est tout naturellement qu'il nous rejoignit à la Fondation de la France Libre.

Armel, de nombreux amis sont présents aujourd'hui pour saluer le glorieux combattant que tu as été et rendre hommage à ton courage, ton sens du devoir et ton amour pour ton pays. Plusieurs drapeaux accompagnent ton cercueil dont celui de la 2e DB, la division Leclerc, chère à ton cœur.

Tes amis ne t'oublieront pas et les *« guépards »* qui naviguent sur le golfe autour de l'Île-aux-moines, où tu vas reposer, nous rappelleront *« Fleur de blé noir »*, le n° 1 que tu aimais évoquer. Au revoir Armel. Repose en paix.

M. Armel Couëdel était titulaire de nombreuses décorations, dont la Légion d'honneur, la médaille militaire, l'ordre national du Mérite.

Yves de Daruvar

Fils d'un ancien officier de l'armée austro-hongroise, descendant d'une vieille famille de la noblesse hongroise et d'une Iranienne d'origine autrichienne et française, Imre Daruvari naît à Constantinople en 1921. Émigré en France avec sa sœur et sa mère après le divorce de ses parents, il étudie au lycée Janson de Sailly puis à Louis-le-Grand. Devenu Yves de Daruvar, il prépare le concours de l'École coloniale quand éclate la guerre, en septembre 1939.

Reçu en octobre 1940 malgré sa nationalité étrangère, il tente en vain de s'engager auprès de la gendarmerie de son domicile, en juin 1940. Les gendarmes lui conseillent de rejoindre Bordeaux, où le gouvernement s'est replié. Quittant la capitale le 12 juin, il rallie la belle endormie à vélo le 15 puis parvient à embarquer clandestinement sur le *Batory*, à Saint-Jean-de-Luz, le 21. Arrivé à Plymouth le 23, il se rend à Londres où il signe un engagement dans les Forces françaises libres le 1er juillet 1940.

Affecté au bataillon de chasseurs de Camberley, il rejoint, le 10 décembre 1940, le peloton d'élèves aspirants de Camberley. Promu aspirant, il quitte l'Angleterre et débarque à Pointe-Noire au Congo en juin 1941. Affecté à la 1re compagnie de découverte et de combat du régiment de tirailleurs sénégalais du Tchad, à Largeau, il participe aux deux campagnes du Fezzan, sous les ordres du général Leclerc, puis à celles de Tripolitaine et de Tunisie, en 1943. Blessé deux fois par des éclats d'obus au Djebel Garci, il est hospitalisé à Héliopolis (Égypte), mais interrompt son traitement chirurgical pour prendre part à la campagne de France ; il rejoint le régiment de marche du Tchad à Temara (Maroc) le 8 avril 1944 et embarque avec la 2e division blindée comme officier d'ordonnance du colonel Dio.

Débarqué en Normandie en août 1944 avec l'état-major de la division, il obtient d'être nommé à la tête d'une section de la 10e compagnie du RMT et combat en Normandie. Après la libération de Paris, il s'illustre à Andelot, faisant de nombreux prisonniers. Sa campagne s'achève le 17 septembre 1944, à Châtel-sur-Moselle, où il est blessé aux jambes.

Naturalisé français en novembre 1944, le lieutenant de Daruvar reprend ses études à l'École coloniale d'où il sort major. Démobilisé en février 1946, il obtient une bourse pour étudier aux États-Unis pendant six mois.

Chef de circonscription administrative à Madagascar (1947-1950), en Mauritanie (1952-1954), en Côte d'Ivoire (1955-1956) et au Cameroun (1957-1958), il devient ensuite directeur par intérim de l'Office du Tourisme de l'Afrique occidentale française à Dakar (1958-1959) et secrétaire général de la Côte française des Somalis (1959-1962). Haut-commissaire de la République aux Comores (1962-1963), il finit sa carrière au Commissariat à l'Énergie atomique (1963-1981). Membre du conseil de l'ordre de la Libération depuis 2007, il est décédé le 28 mai 2018 à Clamart (Hauts-de-Seine).

Auteur de *De Londres à la Tunisie : Carnet de route de la France Libre* (1945) et du *Destin dramatique de la Hongrie : Trianon ou la Hongrie écartelée* (1971), il était grand-croix de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération par décret du 17 novembre 1945, titulaire de la croix de guerre 1939-1945 avec quatre citations, de la croix de guerre des TOE avec une citation, de la médaille coloniale avec les agrafes *« AFL »*, *« Koufra »*, *« Fezzan 1942 »*, *« Fezzan-Tripolitaine »*, *« Tunisie 42-43 »*, *« Madagascar »*, de la médaille des Blessés, de la croix du combattant 1939-1945, de la croix du combattant volontaire 1939-1945, de la croix du combattant volontaire de la Résistance, de la médaille des services volontaires dans la France Libre, de la médaille commémorative 1939-1945 avec les agrafes *« Afrique »* et *« Libération »*.

Constant Engels

Né en 1920 à Esen (Belgique) d'un père ingénieur, il prépare l'École des Mines et l'école des Sciences politiques, lors de l'offensive allemande de mai 1940. Avec sa mère et une partie de sa famille, il embarque à Dunkerque à destination de Folkestone (Angleterre) à bord d'un bateau belge qui évacue des membres de l'administration.

Au bout de quelques jours, étant mobilisable, il est rapatrié sur un navire anglais vers la France, où la guerre continue. Toutefois, pendant le trajet, intervient la demande d'armistice, formulée par le maréchal Pétain le 17 juin à la radio de Bordeaux : le bateau fait demi-tour vers Folkestone.

Là, ayant entendu l'appel du général de Gaulle, il fait le choix de s'engager, fin juin dans la Légion de Gaulle, embryon des Forces françaises libres. Incorporé dans l'artillerie comme canonnier de 2e classe, il participe à la tentative de ralliement de Dakar puis à la campagne du Gabon.

Engagé ensuite contre les Italiens en Érythrée, au sein de la brigade française d'Orient, il prend part à la prise de Keren, en mars 1941, puis de Massaoua, en avril. Puis c'est la campagne de Syrie, en juin 1941.

En décembre 1941, le 1er régiment d'artillerie est constitué à Damas sous les ordres du chef d'escadron Laurent-Champrosay, qui est intégré à la 1re brigade française libre du général Kœnig. Observateur et radio du 1er RA pendant la campagne de Libye, Constant Engels est blessé pendant le siège de Bir Hakeim, le 7 juin 1942. Le tibia droit fracturé, il reste deux heures avant de recevoir des soins. Envoyé en convalescence à l'hôpital Maurice Rottier de Beyrouth, il se voit remettre la croix de la Libération des mains du général de Gaulle, le 11 août 1942.

Affecté ensuite en Syrie et en Afrique équatoriale française, il rejoint l'état-major du général Kœnig à Alger puis à Londres.

Après-guerre, il reprend ses études, obtenant une licence de physique et suivant un cursus d'ingénieur au Conservatoire national des Arts et métiers, en électronique, génie nucléaire et informatique. Entré en 1947 au Commissariat à l'Énergie atomique (CEA) et naturalisé française en 1949, il entre ensuite au Centre national d'essais en vol de Brétigny-sur-Orge, avant de rejoindre, en 1957, le service de documentation de la direction technique et industrielle de l'aéronautique, au ministère des Armées (Air). Passé en 1964 au ministère des Universités, il enseigne les mathématiques jusqu'en 1976, date de son retour au CEA.

Décédé le 3 avril 2018 à la maison de retraite de Beauzelle (Haute-Garonne), il est inhumé au cimetière du Père-Lachaise, à Paris. Il était commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération par décret du 9 septembre 1942, titulaire de la médaille militaire et de la croix de guerre 1939-1945 avec palme.

Jacques Hébert

Né en 1920 à Falaise (Calvados) d'un père industriel, Jacques Hébert étudie la médecine quand survient la débâcle de juin 1940. Refusant la défaite, il embarque avec son jeune frère Bernard, en accord avec sa

famille, à bord du *Batory* à Saint-Jean-de-Luz, le 21 juin 1940, à destination de l'Angleterre.

Engagé dans les Forces françaises libres, il est affecté comme 2e classe à la 1re compagnie autonome de chars de combat, avec laquelle il participe à l'opération sur Dakar puis à la campagne du Gabon, au cours de laquelle il est blessé accidentellement, à Oyem, le 23 octobre 1940.

Affecté en janvier 1941 à la brigade française d'Orient et nommé caporal, il participe à la campagne de Syrie, où il est de nouveau blessé, par éclat d'obus, le 18 juin 1941 à Néjah, près de Damas. Promu sergent en août 1941, il suit les cours d'élève officier à Damas.

Nommé aspirant le 25 octobre 1941 et affecté à la 3e section de la 1re compagnie de chars de combat, il rejoint, en janvier 1942, le Liban, où il stationne trois mois avec son unité et poursuit sa formation, notamment à l'école des chars du Middle East, à Héliopolis.

Engagé ensuite dans la campagne de Libye, il participe à la bataille d'El Alamein, en octobre 1942, où il est blessé une troisième fois. Promu sous-lieutenant en décembre 1942, il combat en Tunisie de mars à mai 1943 puis affecté au 501e régiment de chars de combat (501e RCC), intégré à la 2e division blindée du général Leclerc, en cours de formation.

De retour en Angleterre avec la 2e DB en avril 1944, il débarque à Utah Beach, avec le grade de lieutenant, le 2 août 1944, et participe à la campagne de Normandie en qualité d'officier de transmissions. Il se distingue à Écouché, le 13 août, où il suit la progression des chars à bord de son half-track, malgré les tirs de canons antichars allemands, puis, lors de la libération de Paris, les 24 et 25 août, dans les combats à Fresnes, aux Tuileries et sur la place de la Concorde.

Il prend part ensuite aux combats des Vosges, à la prise de Strasbourg, le 23 novembre 1944, puis à la campagne d'Alsace, avant de participer, en avril 1945, à la tête de la compagnie d'appui du 501e RCC, à la progression vers le nid d'aigle d'Hitler à Berchtesgaden, au cours de laquelle il est blessé accidentellement et évacué le 5 mai 1945.

Affecté en juin 1945 au secrétariat particulier du ministre de la Guerre, puis en novembre au cabinet militaire du résident général de France à Tunis, il quitte l'armée en juin 1946 et reprend ses études de médecine, à Caen puis Paris.

Spécialisé en cardiologie, il se dirige vers la médecine du travail et devient médecin-chef du Centre interprofessionnel de médecine du travail de l'agglomération de Cherbourg. Élu maire de la ville (1959-1977) et député de la Manche (1962-1973), il est vice-président de la commission de la Défense nationale à l'Assemblée nationale en 1968 et 1969 et président de la communauté urbaine de Cherbourg (1970-1977), avant de cesser ses activités professionnelles en 1982.

Décédé à Falaise le 15 février 2018, il est inhumé à Plumetot (Calvados). Il était grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération par décret du 16 octobre 1945, titulaire, notamment, de la croix de guerre 1939-1945 avec quatre citations, de la médaille coloniale avec les agrafes *« Libye »* et *« Tunisie »*, de la médaille commémorative 1939-1945 et de la médaille des services volontaires dans la France Libre. Il avait fait paraître ses mémoires, *Des hommes libres…*, en 2015.

Marcel Jouquan

Marcel Jouquan (au centre) lors de la remise de sa croix de la Légion d'honneur.

C'est avec émotion que nous avons appris le décès de M. Marcel Jouquan, le 18 mars 2018, à Saint-Amour. Il était né le 25 septembre 1921, à Pantin.

Marcel Jouquan rejoint la France Libre en 1940, à l'âge de 19 ans, à la suite de l'Appel du 18 juin du général de Gaulle. Engagé dans les Forces navales françaises libres, il est affecté au 1er bataillon de fusiliers marins, sous les ordres du lieutenant de vaisseau Robert Détroyat. Sur le cuirassier *Courbet* le 18 juillet 1940, il participe à l'expédition de Dakar, aux opérations de ralliement du Gabon, du Togo, puis à la prise de Damas en Syrie, dans les déserts libyen et égyptien. Son bataillon est intégré à la 1re division légère française libre. Il est de tous les combats.

Après avoir servi au 1er bataillon jusqu'au 1er septembre 1942, il passe au 2e bataillon jusqu'au 1er août 1943, puis au 1er bataillon du Levant, jusqu'au 1er novembre 1943. Affecté ensuite sur l'aviso *Commandant Duboc*, du 1er novembre 1943 au 17 novembre 1944, il participe au débarquement de Provence à Cavalaire, avant le réembarquement pour le Liban, où il prend part à l'affaire du Levant, du 1er novembre 1944 au 1er août 1945, avant d'être démobilisé.

Français Libre de toujours, Marcel Jouquan a eu la satisfaction, de recevoir des mains du colonel Scaggion, le 1er octobre 2016, la croix de chevalier de la Légion d'honneur. Empreint d'une grande humanité, sincère patriote, il a œuvré sa vie durant pour un monde plus juste.

La délégation et les amis de la France Libre présentent à sa fille, à ses trois petites-filles, à ses neveux et nièces, leurs vives condoléances.

Marcel Jouquan, soldat du général de Gaulle, repose en paix !

Bruno Raoul
Délégué du Jura

Maurice Meunier

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de l'éloge prononcé par Michel Mourguet, délégué de la Fondation en Nouvelle-Calédonie, lors des obsèques de Maurice Meunier, à Nouméa, le 5 mai 2018.

Maurice Meunier est né le 21 février 1921 à Poindimié. Il s'engage individuellement pour la durée de la guerre le 12 février 1943, il quitte la Nouvelle-Calédonie le 3 mars 1943 avec le deuxième contingent du bataillon du Pacifique et rejoint la 1re division française libre.

Mais plutôt que d'égrener des dates je préfère vous donner lecture du témoignage de Maurice Meunier sur la bataille du Mont Girofano :

« Le commandant indique qu'il faut descendre en file indienne. Ça pète tout autour de nous. À un moment donné, nous avons dû être repérés car une pluie d'obus de mortier s'abat sur nous et nous avons des blessés. Je fais signe pour le signaler et demande où est le docteur. Celui-ci n'est pas là. Étant myope, il s'est perdu après avoir égaré ses lunettes et, comme il fallait garder le silence, il n'avait pas prévenu les autres. J'ai dû seul m'occuper de mes tout premiers blessés qui étaient au nombre de trois.

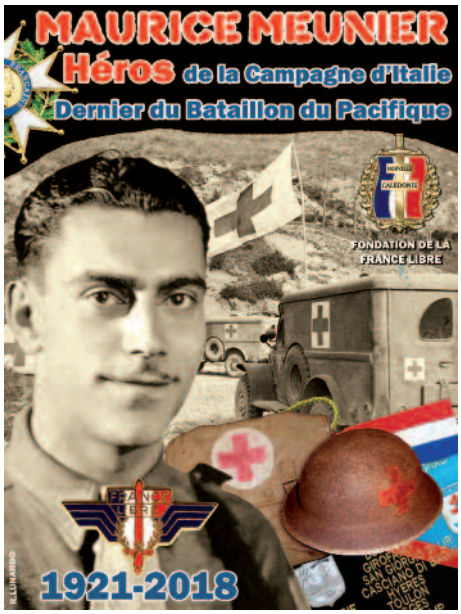
Après avoir fait un point radio avec les autres compagnies, le commandant indique que nous repartons pour effectuer la jonction avec les autres unités. Je lui dis que le docteur a disparu et qu'il faut quelqu'un pour s'occuper des blessés.

Il me tape sur l'épaule et me dit « Meunier, je ne vous dis pas adieu mais courage », *et il disparaît dans la nuit avec le reste des troupes.*

Après m'être occupé de mes blessés, j'entendais au loin des cris « au secours, au secours » « maman »… *Il y a un pauvre blessé qui appelle sa mère ! Je confie donc mes blessés au plus vaillant d'entre eux en lui expliquant ce qu'il devra faire régulièrement avec le garrot.*

Et là, j'ai passé toute la nuit à chercher et à m'occuper des blessés. J'étais tout seul…

Je me suis trouvé je ne sais où, je ne sais comment. Il y avait des cadavres partout, des blessés pour qui je ne pouvais plus rien faire ! Je faisais ce que je pouvais. Au matin une



patrouille passe près de moi et je me manifeste auprès d'eux en criant « Pacifique, Pacifique », *tandis qu'au loin j'entendais encore quelqu'un appeler au secours, mais ça me paraissait bien lointain. Cependant, il fallait faire attention, car j'avais aussi échappé à des patrouilles allemandes ; tout le monde circulait dans cette zone. Le chef de patrouille me demande ce que je fais là et je lui explique que j'ai des blessés qu'il faut ramener, mais il m'indique qu'on a perdu le bénéfice de notre attaque et que nous sommes revenus sur nos positions.*

La patrouille me ramène sur nos positions vers 8h00 du matin où je me signale car j'avais été porté disparu. J'explique que j'ai des blessés à ramener.

Nous descendons avec des brancardiers dans le ravin, en plein jour. Les Allemands n'avaient pas encore décroché, mais, comme nous arborions la croix rouge sur nos casques, brassards et sur un drapeau, nous avons pu récupérer nos blessés sans problème. Et là, j'ai retrouvé mon docteur qui a été blessé, à 2 ou 300 m de la position de départ avec une fracture ouverte. Nous l'avons ramené sur la position et nous sommes ensuite retournés chercher les autres blessés. »

Cette première bataille du BIMP sur le sol italien aura été l'une des plus violentes connues par l'unité, avec des combats au corps à corps et de nombreuses pertes, où les hommes du Pacifique auront montré une fois de plus leur valeur combative et leur sang-froid.

Le nombre de morts et de blessés calédoniens est élevé, ce qui contribuera aussi à la mémoire de cette bataille parmi les survivants… Sur le BIMP, on compte 41 morts, 86 blessés et 1 disparu.

Cette bataille, pour Maurice Meunier, c'est son baptême du feu et, en récompense de l'héroïsme et du dévouement dont il a fait preuve pendant celle-ci, il reçoit la croix de guerre avec la citation à l'ordre du corps d'armée suivante :

« Infirmier d'un dévouement absolu et d'un moral élevé, a sans arrêt, durant l'attaque du Mont Girofano, dans la nuit du 11 au 12 mai 1944, donné des soins aux blessés, sous un violent feu de mortiers ennemis.
Après le combat, est retourné en avant de la ligne et a relevé un sous-officier grièvement blessé qui était porté disparu. »

Le 21 juillet 1946, il rejoint la Nouvelle-Calédonie et reste très actif dans les activités patriotiques.

Durant toute sa vie, il aura été membre de l'Association des engagés volontaires de la France Libre puis de la Fondation de la France Libre, membre du conseil d'administration de l'Office des anciens combattants et victimes de guerre, membre et président de l'Amicale doyenne des anciens combattants de Nouvelle Calédonie.

Avec son frère d'armes Louis Virratelle, ils sont de toutes les cérémonies et commémorations patriotiques et, régulièrement, ils vont témoigner au sein des établissements scolaires de ce que fut leur engagement, leurs motivations, leurs souffrances tout au long de cette terrible guerre pour reconquérir l'honneur et la liberté de la patrie.

Loyauté, intégrité, fraternité, telle était la devise des Français Libres, tel fut l'engagement de l'infirmier de combat et du citoyen au service de la cité et de ses frères d'armes.

Non, Maurice Meunier, chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite, titulaire de la croix de guerre, de la médaille des services volontaires dans la France Libre et de bien d'autres décorations ne nous a pas quittés ! Il est allé rejoindre ses compagnons tombés au champ d'honneur pour la liberté de notre patrie la France !

Pour toute information sur l'histoire de la France Libre ou les actualités de la Fondation, vous pouvez consulter notre site internet :
www.france-libre.net

Rejoignez le groupe de la Fondation sur Facebook à l'adresse suivante :
www.facebook.com/groups/fondation.france.libre/

Claude Raoul-Duval

Né en 1919 à Paris d'un père négociant en import-export et d'une mère sculptrice, Claude Raoul-Duval reçoit, après son baccalauréat, une formation militaire à l'École de l'Air en 1939.

Promu sous-lieutenant en mars 1940, il refuse la défaite et, faute de pouvoir embarquer sur le *Massilia*, à Bordeaux, qui devait emmener les pilotes de l'École de l'Air en Afrique du Nord, il s'embarque, avec un camarade, Frédéric de Pelleport, au Verdon sur le *Nettie*, un bateau néerlandais qui atteint Falmouth le 22 juin 1940.

Engagé dans la France Libre, il est affecté comme pilote aux Forces aériennes françaises libres et suit, pendant un an, l'entraînement des écoles de la Royal Air Force. En septembre 1941, il rejoint le groupe de chasse Alsace, en formation au Liban, au sein duquel il participe aux opérations de Libye sur Morane 406 puis sur Hurricane.

En janvier 1943, son unité s'installe en Écosse, d'où elle multiplie les missions vers le continent, notamment au-dessus de la France occupée. Le 17 avril 1943, son avion est abattu en combat aérien par la chasse ennemie au-dessus du Havre. Blessé aux jambes par des éclats d'obus, il parvient à sauter en parachute, puis, à son arrivée au sol, échappe à ses poursuivants. Ayant retrouvé son père, qui œuvre au sein du réseau Comète, à Paris, il assure, pour les réseaux Comète et Bourgogne, le convoi d'aviateurs alliés abattus. Lui-même entreprend, en août 1943, de rejoindre par l'Espagne, avec quatre aviateurs américains, deux officiers français et son épouse Josette, la Grande-Bretagne, où il arrive en novembre 1943.

De retour au groupe Alsace, il effectue 76 missions offensives sur le continent durant l'année 1944, dont deux à l'occasion du débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944.

Retourné à la vie civile, le capitaine Raoul-Duval devient employé de commerce, avant de s'installer au Congo (1958-1962) en qualité de directeur technique de la société SCKN. Directeur régional des automobiles Berliet à Lagos (Nigeria) en 1962, il est directeur général de Berliet Algérie à Alger de 1964 à 1966, puis de JA Goldschmidt do Brazil à Sao Paulo de 1966 à 1969. Passé ensuite au département étranger du Crédit Lyonnais (1969-1978), il finit sa carrière à la Banca Populare di Novera à Paris (1979-1995) comme représentant, avant de prendre sa retraite. En 1978, il publie ses mémoires de guerre, *Ciel de Sable*, chez France-Empire.

Décédé le 10 mai 2018 à Saint-Mandé (Val-de-Marne), il était grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération par décret du 16 octobre 1945, titulaire de la croix de guerre 1939-1945 avec quatre citations, de la médaille coloniale avec agrafe *« Libye »*, de la croix du combattant volontaire de la Résistance, de la Distinguished Flying Cross et de la Medal of Freedom britanniques et de l'Air Medal américaine.

De l'Asie à la France Libre
Joseph et Marie Hackin, archéologues et compagnons de la Libération

Exposition temporaire (15 juin-16 septembre 2018) présentée au musée de l'Armée et au musée de l'ordre de la Libération (Hôtel national des Invalides) et organisée par le musée de l'ordre de la Libération avec le partenariat exceptionnel du musée de l'Armée et du musée national des arts asiatiques-Guimet.

Disparus en février 1941 au cours du voyage qui les conduisait en Orient et en Asie pour une mission diplomatique au service de la France Libre, Joseph Hackin (né en 1886) et Marie Hackin (née en 1905) sont le seul exemple d'époux nommés compagnon de la Libération. Ces deux grands Français d'origine luxembourgeoise sont restés unis dans la vie, le travail, l'engagement et jusque dans la mort. Résistants de la première heure, ils furent, avant tout, de grands savants réalisant ensemble, en l'espace de onze ans, quatre missions archéologiques majeures en Afghanistan, espace de rencontre des arts eurasiatiques entre la Chine, l'Inde et la Grèce. De leurs campagnes menées dans la beauté et l'âpreté des espaces afghans, et dans des conditions souvent périlleuses, deux lieux ressortent particulièrement : la vallée de Bâmiyân et ses bouddhas géants, que

Marie filmant Joseph, à Begram, en 1939.

Joseph visite et étudie à presque chacun de ses séjours en Afghanistan, et Begram, pour l'importance de son trésor découvert en 1937, lors de leur avant-dernière campagne. Si, aujourd'hui, Joseph et Marie Hackin sont tous deux des figures largement méconnues en dehors du cercle des orientalistes, leur personnalité, leur riche carrière professionnelle, ainsi que l'importance de leur rôle respectif dans les premiers mois de la France Libre, justifient pleinement de leur consacrer une exposition.

De l'Asie à la France Libre. Joseph et Marie Hackin, archéologues et compagnons de la Libération s'attachera à mettre en lumière l'apport scientifique des Hackin et leur engagement résistant. Cependant, ces deux sujets ne peuvent être traités à égalité. D'abord, parce que leur engagement dans la France Libre – bien qu'exemplaire – ne couvre qu'une courte période de quelques mois, brutalement interrompue par leur décès. D'autre part, parce que les conditions particulières de leur mort (naufrage) et l'absence de descendance familiale ont entraîné la disparition quasi-totale de leurs souvenirs et objets personnels. C'est donc essentiellement par le fruit de leurs recherches archéologiques ou ethnographiques (pièces de fouille, acquisitions, notes et carnets, ouvrages, photographies, films), majoritairement conservé au musée Guimet, que subsistent les traces matérielles des époux Hackin qui seront présentées dans l'exposition.

Vladimir Trouplin
Conservateur du Musée de l'Ordre de la Libération

DÉCÈS

AUGENDRE Colette (veuve de Jacques, BM5, 1re DFL),
le 21 mars 2018 à Nogent-sur-Marne (94)

BAUER Franck (Radio Londres),
le 6 avril 2018 au Girouard (85)

BOUSQUET Geneviève (veuve d'Henri, 4e SAS),
le 11 février 2018

DARUVAR Yves de (RMT, 2e DB),
le 28 mai 2018 à Clamart (92),

ENGELS Constant (1er RA, 1re DFL),
le 3 avril 2018 à Beauzelle (31)

GAULTIER-MARTIN Éliane
(veuve de Jean-Pierre Gaultier, RA, 1re DFL),
en décembre 2017 à Boulogne-Billancourt (92)

HÉBERT Jacques (501e RCC, 2e DB),
le 15 février 2018 à Falaise (14)

JOUQUAN Marcel (FNFL),
le 18 mars 2018 à Saint-Amour (39)

LAFONTAINE Claude (1er RA, 1re DFL),
le 13 juillet 2016 en Italie

LAFONTAINE, Mme (veuve de Claude, 1er RA, 1re DFL),
le 15 décembre 2017 en Italie

LAJEUNESSE Roger (1er RA, 1re DFL),
le 22 décembre 2017 au Mans (72)

LEGENTIL Louis,
le 29 avril 2018 à Saint-Pierre (975)

LEGRAND Margaret (veuve de Michel, 4e SAS),
le 9 janvier 2018

LEHUENEN Augusta (Corps des volontaires féminines),
le 6 juin 2018 à Saint-Pierre (975)

MAUGER Georges (BIMP, 1re DFL),
le 15 mars 2018 à Maisons-Laffitte (78)

MEUNIER Maurice (BIMP, 1re DFL),
le 30 avril 2018 à Nouméa (988)

MORENO Mario (1er RMSM, 2e DB),
le 3 janvier 2018 à Saint-Cyprien Plage (66)

PERRIN DISNARD René (FNFL),
le 10 mai 2018 à Saint-Pierre (975)

RAOUL-DUVAL Claude (FAFL),
le 10 mai 2018 à Saint-Mandé (94)

SAINT DENIS Marc de (FNFL),
le 5 avril 2018 à Bréhal (50)

SCHNEIDER Roger (1re DFL),
le 4 avril 2018 à Schiltigheim (67)

SIBON Charles (BM4, 1re DFL),
le 1er mars 2018 à Sartrouville (78)

VANHOUCHE André (1er RMSM, 2e DB),
le 11 janvier 2018 aux Essarts-le-Roi (78)

LÉGION D'HONNEUR

Chevalier : Claude Lafontaine (1re DFL)
Chevalier : Antoine Maniscalco (1re DFL)
Chevalier : Alexandre Mouttet (1re DFL)
Chevalier : Claude Robinet (1re DFL)

NAISSANCES

Nous avons le plaisir d'annoncer la naissance de Sandro et Maël, deux arrière-petit-fils d'André Quelen, ancien du BM5, ancien président de l'Amicale de la 1re DFL, nés respectivement le 7 janvier 2018 à Chambéry et le 10 février 2018 à Pointe-à-Pitre.

Camille, arrière-petite-fille du colonel (h) Pierre Robédat, ancien du BM4 et président de l'Amicale de la 1re DFL, est née à Marseille en mars 2018.

ERRATA

Nos lecteurs perspicaces ont remarqué qu'il manquait l'adjectif *« Libre »* au titre de l'article *« Les syndicalistes collaborationnistes et la France Libre »*, dans le numéro 67, page 3. Nous les prions de nous excuser pour cette négligence.

De même, la légende de l'illustration, page 39, a été tronquée. Il fallait lire : *« Le général Jean Le Thiec remet sa décoration. On aperçoit le lieutenant-colonel Danigo à gauche. »*

ABONNEZ-VOUS A LA REVUE
DE LA FONDATION DE LA FRANCE LIBRE

Monsieur, Madame .....

Prénom .....

Adresse .....

Code Postal..... Ville .....

Ci-joint, règlement par chèque bancaire de :

❒ **15 € pour un an** *(4 numéros)* ❒ **30 € pour 2 ans** *(8 numéros)*

❒ **abonnement de soutien pour un an (à partir de 30 €)**

Ci-joint, règlement par chèque bancaire de ..... € à l'ordre de la Fondation de la France Libre, à envoyer à l'adresse suivante :

FONDATION DE LA FRANCE LIBRE - 16 cour des Petites-Écuries - 75010 Paris

Vous préférez effectuer un paiement par carte bancaire ? Il est possible de s'abonner, au même tarif, dans la boutique en ligne de la Fondation : www.france-libre.net/shop/.

Hérault

Le 7 mars 2018, Lucien Festor intervenait auprès d'élèves de deux classes de troisième du collège de l'Étang de l'Or, à Mauguio, sur la demande M. Yannick Cousot, professeur d'histoire. Cette intervention précédait deux voyages, dont un à Londres *« sur les traces des Français Libres »*.

Intervention de M. Festor à Mauguio

Lucien Festor au collège de Maugio, avec la principale de l'établissement et Gérard Verdanet, délégué de la Fondation.

« C'est important qu'ils comprennent pourquoi nous avons combattu et pris tous les risques pendant cette période ». Ainsi s'exprime Lucien Festor, 97 ans, chef du service de renseignement (BCRA) de la France Libre dans le secteur de Digne pendant la Seconde Guerre mondiale. À l'initiative de leur professeur d'histoire, M. Cousot, et en collaboration avec la Fondation de la France Libre, les élèves de deux classes de troisième du collège de l'Étang de l'Or de Mauguio ont profité du témoignage d'un des rares acteurs encore vivants. Après l'exposé de M. Festor, un échange dense de questions-réponses avec les élèves a permis à ces derniers de comprendre les motivations, l'organisation, et les difficultés de la Résistance en France sous le régime de Pétain. À cette occasion, la principale du collège, Mme Riche-Dorlencourt, a tenu à remercier M. Festor et a insisté auprès du jeune public sur la chance de bénéficier de ce témoignage et de pouvoir *« vivre un moment d'histoire »*. Elle a ajouté qu'ils sauront prendre en compte ce moment pour leur avenir. Les élèves concernés poursuivront la logique de cette démarche pédagogique immersive, les uns par un séjour dans les maquis du Vercors, avec la rencontre de témoins-maquisards, les autres par un séjour sur les traces des Français Libres à Londres.

Londres

Au mois d'avril 2018, durant une semaine, les élèves de 3e du collège de Mauguio ont parcouru Londres dans le cadre d'une démarche culturelle et historique, à l'initiative de leurs professeurs d'anglais, Mme O'Donnell, et de leur professeur d'histoire, M. Cousot. Ils se sont rendus dans différents lieux symboliques sur les traces des Français Libres (Free French) de Londres. Ainsi, Portland Place, Carlton

Les élèves du collège devant la statue du général de Gaulle à Carlton Gardens, à Londres.

Gardens, le Royal Albert Hall ont permis aux élèves de mieux appréhender le parcours et la figure historique du général de Gaulle. Mais les membres des FFL, du BCRA, du SOE RF n'ont pas été oublié : la classe s'est également déplacée à Dorset Square, à l'Albert Embankment, pour tout ce qui concerne les Français des services spéciaux, mais aussi au *« Le Berlemont »*, renommé The French House, lieu où se regroupaient les FFL pendant leurs temps libres. À chaque endroit visité, les élèves ont restitué leur exposé oral fait en classe sur le lieu, le fait ou la personne concernés, mais en langue anglaise.

Yannick Cousot

Jura

Remise des récompenses du CNRD à Lons-le-Saunier

Mercredi 23 mai, en préfecture du Jura, s'est déroulé la remise des prix du concours national de la Résistance et de la Déportation 2017-2018 qui avait pour sujet : *« S'engager pour libérer la France »*.

La cérémonie était présidée par le secrétaire général de la Préfecture, Stéphane Chipponi, en présence de Michel Bodin, président du CNRD du Jura, Bruno Dupuis, directeur de l'ONAC du Jura, Hélène Pélissard, vice-présidente du conseil départemental, chargée de la culture et du devoir de mémoire, M. Grosset, conseiller régional, Jacques Pélissard, maire de Lons-le-Saunier et plusieurs maires de communes, M. Folk, inspecteur académique du Jura, Jean-François Bouvais, directeur de cabinet du préfet, M. Scaggion, président du Souvenir Français du Jura, David Bernasconi, délégué militaire du Jura, d'anciens résistants, de déportés et d'associations d'anciens combattants et fondations de mémoire.

471 élèves ont participé et 153 lauréats ont été récompensés par un prix. Le délégué du Jura de la Fondation de la France Libre a remis le prix au collège Lerochat des Rousses, devoir individuel classe de lycée-collège. Le collège Bersillon d'Orgelet, groupe de 42 élèves, a reçu le 1er prix et représentera le Jura au niveau national. Cette remise des récompenses a été entrecoupée par le *Chant des Partisans*, la *Marche de la 2e DB*, *Le Chant des Africains* et *Le Chant des Marais*.

La délégation de la France Libre a adressé ses plus vives félicitations aux élèves, aux professeurs, aux responsables d'établissements et au comité du Jura, et en particulier à M. Bodin, pour le succès de ce concours.

La Fondation de la France Libre avait doté ce concours de livres et de DVD. Les amis de la Fondation de la France Libre du Jura ont également offert quelques livres sur la France Libre, notamment au collège Lerochat des Rousses et au collège Bersillon d'Orgelet.

De gauche à droite : M. Folk, directeur académique des services de l'Éducation nationale, Mme Lacombe, documentaliste, les lauréates et M. Vessat, principal du collège Bersillon d'Orgelet (coll. Bruno Raoul).

Dévoilement d'une plaque en hommage à Marcel Gabriel à Tassenières

Samedi 2 juin 2018, Tassenières rendait hommage à la mémoire de Marcel Gabriel (1919-2014), enfant du pays, ancien combattant de la France Libre, en donnant son nom à la salle polyvalente de la commune. Lieu de vie, d'engagement, d'effort, de respect, de camaraderie, ce site a été adopté en raison des valeurs qu'il porte, qui s'associent bien à la personnalité de Marcel Gabriel.

Une plaque en marbre, retraçant son parcours, a été apposée sur la façade. Elle a été dévoilée par Jacqueline Bordiau, maire de Tassenières, Yvette Quelen-Buttin, secrétaire générale de la Fondation de la France Libre, Jacques Gabriel, neveu de Marcel, et son épouse, en présence de Jean-Marie Sermier, député du Jura, Marie-Christine Chauvin, sénatrice, Jacques Pélissard, maire de Lons-le-Saunier, président honoraire de l'association des maires de France, Chantal Torck, vice-présidente du conseil départemental, Jean-Michel Daubigney, vice-président du conseil départemental, maire de Tavaux, Patrick Petitjean, président de la communauté de communes, Claude Basset, maire de Saint-Lamain, fils de Français Libre, plusieurs élus locaux, le général Michel Tonnaire, président des anciens combat-

tants d'Indochine, le lieutenant-colonel Carbonnier, l'adjudant Dechauve, représentant le commandement de gendarmerie du Jura, les représentants de la Légion d'honneur, les représentants du Mérite national et des médaillés militaires, Jean Gilbert, Français Libre de la 1re DFL, Louis Bozon, administrateur de l'Amicale de la 1re DFL, et Blandine Bongrand Saint Hillier, fille du général Saint Hillier, entourés des habitants de Tassenières. Le monde combattant du Jura s'était fortement mobilisé, avec notamment Pascal Hugonnet de l'Amicale régionale Neueugamme, président Jura de la FNDIRP, M. Gonthier de l'UNC et du Souvenir Français, Mme Geiss de l'UNC Jura, Christian Tarriet, président des anciens combattants du Jura, Djilali Maazouz, président des anciens combattants de Bletterans et du bataillon Pierre Semard, Mme Chalon, présidente régionale des Pupilles de la nation, Mme Ponsot de l'ANACR, M. Rebouillat, président de l'amicale des marins et des marins anciens combattants, l'association *« Les Diables bleus »*, Yvan Germain, ancien combattant de Tassenières, Yves Muzard, ancien maire de Tassenières, et Mme, M. Desprez, directeur de l'école de Tassenières, les amis de la Fondation de la France Libre du Jura, une douzaine de porte-drapeaux, dont celui de la 1re DFL, porté par Patrice Armspach. Louison Bonnin, 14 ans, portait le drapeau authentique de Marcel Gabriel. Celui de la France Libre était porté par son délégué, Bruno Raoul. M. Bourge, président des médaillés militaires, faisait office de maître de cérémonie.

Après le dévoilement de la plaque, Mme Bordiau et Mme Quelen-Buttin ont déposé une gerbe devant la plaque commémorative en hommage à Marcel Gabriel. Puis elles ont fait chacune une allocution, retraçant le parcours de Marcel Gabriel et le sens des combats des Français Libres. La Lyre de Chaussin a interprété *La Marseillaise* et *Le Chant des Africains*.

Avec la salle polyvalente *« Marcel Gabriel »*, qui vient s'ajouter à la stèle de Bir Hakeim et la place Bir Hakeim, le village de Tassenières réaffirme sa volonté de maintenir la mémoire de l'épopée de la France Libre et de la 1re division française libre. En cela, elle est fidèle à la phrase du général Saint Hillier : *« Que l'histoire porte jugement et assure, à la 1re division française libre, l'immortalité »*.

De gauche à droite : Jacqueline Bordiau, Patrice Armspach, Yvette Quelen-Buttin, Mme Gabriel, Jean Gilbert, Louison Bonnin et Jacques Gabriel (coll. Bruno Raoul).

Le délégué de la FFL du Jura remercie bien vivement Mme Bordiau, maire de Tassenières, son conseil municipal, Jacques Gabriel – l'initiateur de cette cérémonie – et toutes les personnes qui ont participé à la réussite de cette journée commémorative.

Raoul Bruno
Délégué du Jura

Lot-et-Garonne

Commémoration du 73e anniversaire de la victoire 1939-1945

Francis Ruffier-Monet, accompagné des membres de la section OPEX 47 devant le monument aux morts de Villeneuve-sur-Lot.

Le 73e anniversaire de la victoire 1939-1945 s'est déroulé à Villeneuve-sur-Lot marqué par la présence des autorités civiles et militaires auxquelles s'étaient joints le délégué départemental de la FFL 47, Francis Ruffier-Monet, et les présidents d'associations d'anciens combattants accompagnés de leurs porte-drapeaux. La section des OPEX 47 a entouré le délégué départemental pour lui apporter son soutien face à son handicap.

Mme le sous-préfet a procédé à la lecture du message du ministre des Armées, tandis que de jeunes élèves déclamaient les divers ordres du jour de ce temps d'armistice. Ce fut ensuite le dépôt de gerbes. Francis Ruffier-Monet, accompagné du président des OPEX, Alain Garcia, et de membres du bureau, auxquels s'étaient joints deux jeunes élèves du lycée Sainte-Catherine, procéda au dépôt d'une magnifique croix de Lorraine à fleurs tricolores. La présence de la lyre municipale a agrémenté la cérémonie par diverses marches militaires, en finissant par celle de la 1re DFL, *El-Alamein-Tunis*.

Ce fut ensuite le déplacement vers la mairie, où M. le maire, Patrick Cassany, nous a chaleureusement accueillis pour le temps des discours et le vin d'honneur. Francis Ruffier-Monet a pris la parole pour un exposé détaillé sur l'épopée de la France Libre, mettant l'accent sur les premiers résistants… les Français Libres. Discours très applaudi.

M. le maire a terminé par une parfaite description des valeurs de la France Libre. C'est autour du verre de la fraternité des armes que les trois générations du feu se sont congratulées sur les divers faits de leur temps de combats.

Un repas fraternel dans une auberge des environs a rassemblé de nombreux convives devant lesquels Francis Ruffier-Monet a chanté *Les Africains* pour mettre en valeur tous ces hommes qui ont constitué nos bataillons de marche.

Cette journée s'est clôturée dans le souhait des retrouvailles l'an prochain.

Francis Ruffier-Monet

Morbihan

Concours national de la Résistance et de la Déportation

« S'engager pour libérer la France » était le thème proposé cette année par la Fondation de la France Libre et retenu pour le CNRD. Deux réunions d'information ont été organisées à Saint-Avé et à Lorient pour les lycéens et collégiens. Elles ont réuni 700 jeunes, vivement intéressés.

Comme chaque année, les Amis de la France Libre ont été nombreux à participer, en particulier dans le cadre du comité de liaison présidé par Mme Claire Lécuyer, notre correspondante à Lorient. En liaison avec le rectorat et l'ONAC, nous avons participé à la correction et au jury du concours départemental.

Précédée d'une cérémonie patriotique au monument aux morts de Vannes, d'une visite du 3e RIMa, avec projection et présentation des armes, des véhicules et du matériel, d'un repas offert à 56 lauréats au mess de garnison, la remise des prix s'est déroulée le 22 mai en préfecture en présence de M. Le Deun, préfet, de Mme la directrice des services académiques de l'Éducation nationale, du directeur de l'ONAC et de nombreuses personnalités civiles et militaires.

Mme Lécuyer avec les lauréats et les lycéens du lycée Charles de Gaulle de Vannes qui vont recevoir en dépôt le drapeau de la section de Vannes de la 2e DB (coll. Daniel Le Pendeven).

Voyage à Paris des lauréats du CNRD

Comme chaque année, le comité de liaison du Concours national de la Résistance et de la Déportation organisait le voyage à Paris d'une trentaine de lauréats. Le samedi 9 juin, après la visite de l'historial Charles de Gaulle aux Invalides, les lauréats, encadrés par leurs accompagnateurs, dont Claire Lécuyer et Patricia Arzel-Mazet, toutes les deux membres du bureau de l'Association des anciens combattants français libres et des Amis de la France Libre, se sont retrouvés sous l'Arc de Triomphe, où Christophe Bayard, notre vice-président national, était venu les accueillir. Comme toujours, moment d'émotion pour tous et plus particulièrement pour nos jeunes porte-drapeaux et les lauréats qui participèrent au dépôt de notre gerbe.

Les porte-drapeaux avec Christophe Bayard (coll. Patricia Arzel-Mazet).

Le dimanche 10 juin, la visite du Mémorial de la France combattante au Mont Valérien constitua aussi l'un des moments forts de ce voyage qui restera marqué dans les mémoires de nos jeunes.

Pierre Oillo
Délégué du Morbihan

Haute-Savoie

Le 27 mai 1933, *L'Écho du Léman* informe ses lecteurs de la nomination d'un nouveau sous-préfet à Thonon en précisant : *« M. Moulin nous arrive précédé d'une excellente réputation. À Chambéry, où il fut chef de cabinet de M. le Préfet et à Albertville où il fut sous-préfet durant plusieurs années, M. Moulin a laissé le meilleur souvenir. »*

Celle-ci s'est confirmée pendant son séjour à Thonon de mai à octobre 1933.

Une classe du lycée La Versoie devant des panneaux de l'exposition (coll. Pierre Martre).

Peu de Thononais se souviennent du rôle joué dans la Résistance par leur ancien sous-préfet. C'est pourquoi, 80 ans plus tard, la ville de Thonon a souhaité leur rappeler qu'il fut l'un des leurs, en inaugurant le 29 novembre 2013 un buste à son effigie à côté de la sous-préfecture. Cette même année, la loi de juillet 2013, a instauré le 27 mai journée nationale de la Résistance, en référence à la création le 27 mai 1943 du Conseil de la Résistance, qui deviendra le Conseil National de la Résistance fin 1943.

Et c'est dans cet esprit que la Fondation de la France Libre et l'association de Mémoire des résistants combattants volontaires de la France Libre ont voulu présenter l'exposition *« Jean Moulin, une vie d'engagements »*, en prélude à la cérémonie avec les enfants des écoles commémorant la journée de la Résistance, puis à l'inauguration, le 8 juin, du bureau-musée de Jean Moulin à la sous-préfecture. Elle dévoile, en quinze panneaux l'ascension de Jean Moulin au service de la République entre 1919 et 1939, ses talents artistiques et le résistant.

Pendant deux jours, des classes du lycée La Versoie et du collège-lycée de Saint Joseph, accompagnés de leurs professeurs, ont visité cette exposition sous la conduite du général Martre et de Michel Bauden, fils de René Bauden, compagnon de la Libération. Signalons que 1 000 collégiens et lycéens du département, dont les élèves de ces classes, ont participé au concours national de la Résistance et de la Déportation. Deux élèves ont été retenus pour le concours national. 28 primés au niveau académique et départemental ont reçu leurs prix lors d'une belle cérémonie à Bonneville.

Les lauréats du concours (coll. Pierre Martre).

Général (2S) Pierre Martre
Délégué de la Haute-Savoie

Somme

Conférence-projection à Amiens le 19 décembre 2017

Dans le cadre de l'hommage au général Leclerc, natif du département de la Somme, pour le 70e anniversaire de sa disparition, notre association, avec le concours de la section de la Somme des Anciens de la 2e DB, a organisé la projection d'un film documentaire, en présence de son réalisateur, qui a ensuite répondu aux questions du public. Cette opération était ouverte à tous les publics, plus particulièrement aux lycéens amiénois.

M. Alain Gest, président d'Amiens-Métropole, a immédiatement soutenu cette opération. Ainsi, Amiens-Métropole a pris en charge le transport des élèves depuis leurs établissements, mis à disposition une salle et assuré la communication. M. Matthieu Beauvarlet, conseiller municipal, et Mme Adeline Douay, du service relations publiques, nous ont très efficacement aidés dans la mise en place de la manifestation.

Le grand succès du projet nous a obligés à trouver une salle plus grande que celle proposée et à programmer deux séances. Elles ont eu lieu le mardi 19 décembre 2017, à 10h30 et 14 heures, dans l'amphithéâtre Robert Mallet du Canopé, situé 45, rue Saint-Leu, à Amiens. 540 élèves de sept lycées (publics et privés), accompagnés de leurs professeurs, ont participé à ces séances.

Le film, intitulé *Dompaire, une étape vers la Liberté*, retrace la libération de la ville de Dompaire (Vosges) par le général Leclerc et sa 2e DB, en septembre 1944. Il a été réalisé à partir d'images d'archives et de témoignages d'acteurs de l'époque. Ce sujet s'inscrivait bien dans le thème *« S'engager pour libérer la France »* du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2017-2018. L'auteur, M. Barthélémy Vieillot, réalisateur et historien, a resitué le sujet de son film dans la prodigieuse épopée du général Leclerc. Outre la très grande qualité de son documentaire, M. Vieillot s'est révélé aussi un excellent orateur et a su captiver les élèves. Les professeurs ont été impressionnés par la pédagogie du film, qui a per-

Barthélémy Vieillot présente le film.

mis aux lycéens de découvrir un aspect de la guerre qu'ils n'ont pas le temps d'étudier en classe.

On a pu noter la présence de M. Bernard Lepers, président de la Société des membres de la Légion d'honneur, de M. Jean-Michel Renaux, président du Souvenir Français dans la Somme, de M. Jean-Paul Buire, président de l'Association mémoire de Péronne, de M. Mathieu Beauvarlet, représentant Amiens-Métropole, et de M. Sylvain Binet, président d'une association de reconstituteurs. Ces derniers sont venus avec l'uniforme des marins du RBFM, qui avaient joué un rôle important dans la bataille de Dompaire.

Ces conférences-projections auront un prolongement puisque des lycéennes de la classe de Mme de Catheu, candidates au CNRD, ont prévu d'élaborer leurs travaux avec l'aide de M. Barthélémy Vieillot.

Ce type de manifestation est assurément à renouveler pour transmettre, auprès des jeunes, la mémoire de la prestigieuse 2e DB et de son glorieux chef, le général Leclerc.

Assemblée générale le 17 février 2018

L'association des Amis de la FFL de la Somme a tenu le 17 février 2018 son assemblée générale au foyer rural de Belloy-sur-Somme. Après quelques mots de bienvenue de M. le maire, Bernard Lepers, vice-président de l'association, Daniel Bourriez, le président, a salué les nombreux participants, dont M. le sénateur Jérôme Bignon, Matthieu Beauvarlet, délégué aux anciens combattants de la ville d'Amiens, et Frédéric Bureau, directeur de l'ONAC.

Après la minute de silence en mémoire des disparus (Philippe Grard, André Rose, J.-E. Riche, Alain Gayet, Fred Moore) et l'accueil des nouveaux membres (Mme Bénédicte Leclerc de Hauteclocque - Coste, petite-fille du général Leclerc, et H. Henno, ancien maire adjoint et vice-président du conseil général), le secrétaire général, par ailleurs président des Anciens de la 2e DB, lit le rapport d'activité, dans lequel sont évoqués la conférence de notre vice-président, Christophe Bayard, sur le chef de la 2e DB, le 20 mars, au collège maréchal Leclerc, à Beaucamps-le-Vieux ; le voyage à l'historial Charles de Gaulle des Invalides et au musée général Leclerc, à Montparnasse, en présence du général Cuche, président de la Fondation Leclerc, offert le 28 avril à des élèves ; le rassemblement organisé à Glisy, près d'Amiens, les 16, 17 et 18 juin, grâce à l'ARCAVEM, association de reconstituteurs, sur le thème de la 2e DB en campagne, avec matériel, engins restaurés, troupe habillée, etc., avec la réception au château de Tailly d'une partie des participants et du matériel pour un hommage au général Leclerc, 70 ans après sa disparition, là encore en présence du vice-président national ; la visite des établissements Cosserat et de leur musée, en compagnie d'Yves Benoît, leur président, le 6 juillet ; enfin, la conférence-projection du film sur la bataille de Bompaire, animée par son auteur, le 19 décembre à Amiens.

Le rapport financier, lu par M. Lepers, et la présentation du bilan établi par notre commissaire aux comptes sont approuvés à l'unanimité, comme le rapport d'activité. Dans son rapport moral, le président évoque notamment le projet de stèle en mémoire de François et Jacques de Guillebon, deux héros départementaux de la dernière guerre, faisant le point sur ses aspects administratif, technique et financier, tous définitivement réglés après deux ans et demi de démarches et rencontres.

L'ordre du jour étant épuisé et le rapport moral approuvé à l'unanimité des membres présents, l'assemblée est levée. Après une collation offerte par des amis de la municipalité, dont Mme Chantal Lepers, un repas fort apprécié fut servi aux participants à Ailly-le-Haut-Clocher. Une journée campagnarde, éclairée d'un joli soleil d'hiver.

Joël Douchet
Secrétaire général de la délégation de la Somme

Souvenir des marins de la France Libre

Hommage aux marins de la France Libre à Paimpol

La délégation au Souvenir des marins a organisé le 21 avril à Paimpol et Ploubazlanec, un hommage aux jeunes gens partis depuis Paimpol pour l'Angleterre les 18 et 19 juin 1940, particulièrement à Georges Ménage (FNFL), l'un des derniers témoins vivants de cette journée du 18 juin 1940, aujourd'hui âgé de 96 ans.

Le monument national des marins marchands et des pêcheurs de la France Libre (coll. délégation du Souvenir des marins de la France Libre).

Devant une assemblée forte de 150 participants, composée d'autres témoins paimpolais ayant vu partir les bateaux, d'élèves du lycée Kersa Lasalle de Ploubazlanec (qui prépare aux concours de la marine marchande), de nombreux descendants de marins FNFL, le capitaine de frégate (h) Georges Ménage a rappelé qu'il *« n'avait pas hésité à s'embarquer pour ne pas se soumettre à la loi de l'envahisseur »*, comme il l'écrit dans son livre, *Odyssée d'un marin de la France Libre* publié aux Éditions Récits.

Puis, évoquant son passage sur les cargos de la France Libre, il a souligné *« qu'il avait fallu beaucoup de courage et d'abnégation à ceux de la marine marchande de la France Libre pour assurer et continuer, au péril de leur vie, à approvisionner l'Angleterre durant les trois premières années de la guerre »*.

Ensuite, aux côtés de Claudie Saliou-Legoff, fille de Jean Saliou (FNFL, parti sur l'*Albert Faroult*), de Yann Lapicque, fils de Georges Lapicque (FNFL, parti sur le *Manou*) et de Bernard Le Deut (fils de Jean Le Deut, commandant alors le *Manou*), il a dévoilé une plaque installée sur le mur de l'ancienne école d'hydrographie qui porte le texte suivant :

« Depuis ce quai, plusieurs dizaines de jeunes (dont des élèves de l'école d'hydrographie de Paimpol), refusant de se soumettre à la loi de l'envahisseur, ont rejoint l'Angleterre, puis les Forces Navales Françaises Libres : le 18 juin 1940 sur le bateau-pilote Albert Faroult, *le 19 juin 1940 sur le yacht* Manou *et le bateau-pilote* Georges Leverdier, *tous trois, navires de la Flotte française de la Liberté. (Fondation de la France Libre – Délégation au Souvenir des Marins) »*

Michel Bouchi-Lamontagne, Georges Ménage, le général François Budet, délégué des Côtes-d'Armor, et Brigitte Le Saulnier, maire adjointe de Paimpol déléguée à l'Éducation, devant le monument (coll. délégation du Souvenir des marins de la France Libre).

Au cours de la cérémonie au monument national des marins marchands et des pêcheurs de la France Libre, Michel Bouchi-Lamontagne, délégué de la Fondation pour le souvenir des marins, a rappelé que *« la contribution de la flotte de commerce de la France Libre à l'effort de guerre aura été essentielle. Avec ses 4 000 marins et ses 66 navires, sa présence à la mer s'avérera constante tout au long du conflit, au cours duquel elle connaîtra les plus lourdes pertes de la France Libre, avec près de la moitié de ses bâtiments perdus »*.

L'après-midi, à Ploubazlanec, un hommage a été rendu au vice-amiral (2s) François Flohic (qui, âgé de 98 ans, n'avait pu se déplacer), également parti de Paimpol le 18 juin 1940 sur l'*Albert-Faroult* pour rejoindre l'Angleterre ; Claudie Saliou-Legoff a retracé avec émotion le parcours de cette figure de la France Libre.

La journée s'est poursuivie par une visite des vestiges du point d'appui du Mur de l'Atlantique et de l'artillerie lourde de grande puissance, assortie de témoignages, sous la conduite de Yann Lapicque, auteur du livre *Le village de l'Arcouest en Côtes-d'Armor sous l'occupation*.

Michel Bouchi-Lamontagne
Délégué du Souvenir des marins
de la France Libre

Var

Plusieurs participants sont des membres actifs du jury varois et académique du CNRD, réunis respectivement le 16 avril et le 9 mai : le général René Grisolle représentait pour la première la Fondation ; Louis Fiori y siège en qualité de président de l'association varoise de l'Appel du 18 juin ; Franck Laussel, qui a repris la présidence de l'association du CNRD83, y représente les Amis de la Fondation pour la mémoire de la Déportation.

Pour la journée du souvenir des victimes et héros de la Déportation du 29 avril, nous avons sélectionné trois textes : une réflexion du pasteur Niemoller, interné de 1938 à 1945 par les nazis, la lettre pastorale du 11 août 1942 de l'archevêque de Toulouse Jules Saliège, résistant et compagnon de la libération, et une évocation de l'instituteur Jean Gallon, déporté en 1944 à Buchenwald, qui a instruit clandestinement des enfants tsiganes. Délégués et correspondants de la délégation sont intervenus à La Seyne-sur-Mer (Michel Magnadi, Sophie Le Guen-Viri, professeure d'histoire, Priscille Delaporte et Maxime Robert, lycéens à Langevin) ; Six-Fours-les-Plages (Jade Escriva et Martin Collard, lycéens des Maristes et St-Joseph) ; Sanary-sur-Mer (Jean-Luc Émorine, professeur d'histoire à Font de Fillol, et Oriane Troin, élève de troisième ; Le Beausset (Michel Magnaldi, Claire Le Bouder, élève de troisième à Jean Giono, et Marie Janvier, de quatrième) ; La Valette (Ugo Bosa, de la classe sécurité à Brignoles, Morgan Maginot et Nathan Guidoni, 11 ans) ; La Farlède (deux élèves de CM2 de Jean Monet et deux collégiens d'André Malraux) ; Saint-Raphaël (Robert Berti et Julia Chaillet, 17 ans, de St-Éxupéry) ; Puget-sur-Argens (Angèle Brugier-Martin, du Val d'Argens) ; Sainte-Maxime (Victoria et Ilan du lycée de Gassin) ; Ollioules (Jeanne Hubert, qui a participé en décembre 2015 à la cérémonie en hommage à La France Libre au cimetière Stanley de Hong-Kong). Le texte national des associations de déportés a été lu à Hyères-les-Palmiers par Franck Laussel et au Mémorial de la Déportation, à Toulon, par Olivia Tremintin, 17 ans, élève de terminale S à Ste-Marie.

Le 8 mai, jour anniversaire de la Victoire, l'ordre de jour du 8 mai 1945 du général de Gaulle a été lu par Olivia Tremintin et Enzo Maurel, petit-neveu de la résistante Micheline Maurel, qui déposèrent ensuite la gerbe de la Fondation, avec maître Pham Xuan Tong, son fils Xuan Tam et Michel Magnaldi. À Six-Fours-les Plages, l'ordre du jour a été lu par Clotilde Lassay-Panchuquet.

Cérémonie de la Victoire, le 8 mai, au monument aux morts de Toulon, place Gabriel Péri. De gauche à droite : Ghislaine Ruvira, déléguée mémoire de Toulon, Olivia Tremintin, Michel Magnaldi, Philippe Vitel, vice-président du conseil régional, Enzo Maurel, lycéen de 1re à Bonaparte, correspondant FFL, Marc Duran, proviseur du lycée Bonaparte, maître Pham Xuan Tong, membre de la délégation, Olivier Millangue, directeur Var des services de l'Éducation nationale (coll. Michel Magnaldi - délégation du Var).

Le 12 mai, Jean-Claude Dufort, qui représente la délégation au conseil départemental de l'ONACVG83, participait à la troisième journée d'hommage de la jeunesse à la Résistance, à la nécropole de Signes, avec l'ONACVG, des associations de résistants et des élèves de Manosque, Marseille et La Seyne-sur-Mer.

Le 19 mai, la délégation participait à la 14e nuit européenne des musées au musée de la Marine de Toulon, avec des élèves de la classe de Mme Lætitia Bouthéon, du collège Henri Wallon.

Le 23 mai se tenait à la préfecture du Var la remise des prix du CNRD83 aux lauréats 2018. Le délégué de la Fondation était le maître de cérémonie, et plusieurs membres de la Fondation ont remis des prix : Franck Laussel, comme représentant l'AFMD, le

Remise de prix du CNRD. De gauche à droite : Michel Magnaldi, M. Adjutor, principal du collège Font de Fillol de Six-Fours-les-Plages, André Lemaire, Charlotte Couzinet et Clothilde Chassay-Panchuquet, élèves du collège Font de Fillol, lauréates du 1er prix devoir individuel, correspondantes FFL, qui ont réalisé une maison en bois en deux dimensions, « la maison du résistant », *Jean-Luc Émorine, professeur d'histoire, Mme Szohr, professeure, Roland Delsol, porte-drapeau de la délégation (coll. Michel Magnaldi - délégation du Var).*

5e prix collège à quatre collégiens de Joliot-Curie, à Carqueiranne, où il a animé plusieurs conférences en 2018, avec deux vétérans de la Seconde Guerre mondiale : Mme Andrée Laurent, résistante déportée à Ravensbrück, de la FNDIRP, et le CV André Lemaire, président d'honneur du jury 2018, participant à la Fondation, représentant les combattants volontaires évadés de France par l'Espagne ; Jean-Claude Dufort le 6e prix individuel collège à Antoine Richaume, du collège de l'Estérel de Saint-Raphaël, le général Grisolle à un groupe de lycéens de Raynouard, à Brignoles.

Le 27 mai, pour le 75e anniversaire de la première réunion du CNR, Michel Magnaldi a déposé aux pieds du monument aux morts de Toulon, place Gabriel Péri, la gerbe de la Fondation, avec Cyprien Fonvielle, directeur du Mémorial du camp des Milles, à Aix-en-Provence, Nathan Guidoni, 11 ans, correspondant FFL à La Valette-du-Var, et Anna Cardi, élève de seconde à Jean Aicard (Hyères-les-Palmiers), lauréate du 1er prix devoir individuel lycée du Var et de l'académie de Nice 2018.

Vous pouvez retrouver nos articles, photos et vidéos sur la page de Facebook de la délégation du Var : www.facebook.com/fflvar, et la page YouTube de Michel Magnaldi.

Michel Magnaldi
Délégué du Var

La Fondation vous accueille

Le centre de documentation et de recherches

La Fondation conserve les archives de l'Association des Français Libres et d'un certain nombre d'amicales affiliées, ainsi que des documents et un ensemble de photographies de la période de la France Libre. Elle a vocation à accueillir des archives nouvelles provenant d'acquisitions ou de dons de particuliers, à les conserver et à les mettre à la disposition des chercheurs.

La bibliothèque regroupe près de 2000 volumes sur l'histoire de la France Libre, des Français Libres et de la Seconde Guerre mondiale, dont un certain nombre de publications de la période de la guerre.

Le centre de documentation et de recherches est accessible sur rendez-vous. Pour consulter les archives et/ou accéder à la bibliothèque, vous devez prendre contact avec Sylvain Cornil-Frerrot par téléphone au 01 53 62 81 84 ou par courriel à documentation@france-libre.net.

Vue du centre de documentation (© Serge Le Manour).

Les salles de réunion

Le siège de la Fondation compte deux salles de réunion. La première, avec ses 21 m², peut recevoir une quinzaine de participants. La seconde dispose d'une surface d'environ 75 m² avec une capacité d'accueil d'une soixantaine de personnes et des possibilités de vidéo-projection.

La salle de réunion extérieure (© Serge Le Manour).

La salle de réunion intérieure (© Serge Le Manour).

L'espace d'exposition (© Serge Le Manour).

L'espace d'exposition

Un espace aménagé permanent, destiné à accueillir des expositions temporaires, est installé dans le hall du siège de la Fondation. Il peut accueillir des panneaux et des bornes interactives, et des vitrines sont à disposition afin de recevoir des objets.

L'espace d'exposition et le présentoir de la boutique (© Serge Le Manour).

La boutique

Installée dans le hall d'accueil du siège de la Fondation, elle accueille un ensemble de livres, de DVD et d'objets (insigne, médaille commémorative, plaque émaillée de rue *« Bir Hakeim »*, carte de vœux, cravate, briquet zippo…) en rapport avec l'histoire de la France Libre ou la Fondation.

L'accueil de la Fondation et de la boutique (© Serge Le Manour).

Pour tout renseignement sur les salles de réunion, l'espace d'exposition ou la boutique, vous pouvez contacter Mariette Buttin par téléphone au 01 53 62 81 82 ou par courriel à contact@france-libre.net.